



Comprendre le travail des enfants et l'emploi des jeunes au Togo

Programme "Understanding Children's Work" (UCW)
Villa Aldobrandini
V. Panisperna 28
00184 Rome

Tel: +39 06.4341.2008
Fax: +39 06.6792.197
Email: info@ucw-project.org

Rome
Novembre 2013

TOGO

Comprendre le travail des enfants et l'emploi des jeunes

Rapport de pays

Novembre 2013

Understanding Children's Work (UCW) Programme

Villa Aldobrandini

V. Panisperna 28

00184 Rome

Tel: +39 06.4341.2008

Fax: +39 06.6792.197

Email: info@ucw-project.org

Le Programme « Understanding Children's Work » (UCW) est un programme de recherche inter agences commun à la Banque Mondiale, à l'Organisation Internationale du Travail et au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance. Le Programme UCW est guidé par le Programme d'Action d'Oslo qui a été accepté à l'unanimité en 1997 à la Conférence Internationale sur le Travail des Enfants. Durant cette conférence, les priorités dans la lutte contre le travail des enfants étaient exposées à la communauté internationale. Le programme d'Action d'Oslo a identifié la nécessité cruciale de disposer des données relatives au travail des enfants et de renforcer la coopération entre les agences internationales impliquées dans la lutte contre le travail des enfants. Le Programme UCW bénéficie des financements des trois agences partenaires, du Ministère du Travail des Etats-Unis et de la Coopération Italienne. Les activités de recherche et d'analyse sur le travail et la vulnérabilité des enfants constituent la composante principale du Programme UCW. A travers une étroite collaboration avec les acteurs dans les pays partenaires, le Programme UCW produit des recherches qui permettent une meilleure compréhension du phénomène du travail des enfants. Les recherches menées par UCW ont permis de proposer pour la première fois une perspective interinstitutionnelle sur le travail des enfants et les grandes priorités en ce domaine. Pour de plus amples informations, voir le site Internet du Programme UCW : www.ucw-project.org.

L'élaboration du présent rapport a été financée en partie par le ministère du Travail des Etats-Unis (Department of Labor) et le gouvernement de l'Italie. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les point de vue ou les politiques du ministère du Travail des Etats-Unis. Le fait que des marques commerciales, des produits commerciaux ou des organismes y soient mentionnés ne signifie pas non plus qu'ils sont cautionnés par le gouvernement des Etats-Unis ou le gouvernement de l'Italie.

TOGO

Comprendre le travail des enfants et l'emploi des jeunes

Rapport de pays

Novembre 2013

RÉSUMÉ

Surmonter le double défi du travail des enfants et de l'emploi des jeunes sera crucial afin de permettre au Togo de progresser vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le travail des enfants et ses pires formes constitue une violation des droits fondamentaux de l'homme et freine le développement des enfants, ce qui peut entraîner des lésions physiques ou psychologiques à vie. Le travail des enfants est aussi à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté et dilapide le capital humain d'un pays. La mise au travail précoce des enfants exacerbe les problèmes d'emploi des jeunes, dans la mesure où les enfants qui travaillent ne peuvent acquérir les connaissances et les compétences dont, jeunes adultes, ils auront besoin pour être compétitifs sur le marché du travail. Les estimations présentées dans ce rapport indiquent qu'environ 44% des enfants togolais âgés entre 5 et 14 ans travaillent. Parallèlement, une grande partie des jeunes travailleurs togolais âgés entre 15 et 24 ans restent concentrés dans des activités à faible productivité, non rémunérées qui les laissent incapable de sortir de la pauvreté. Les conséquences du travail des enfants et des difficultés de l'emploi des jeunes sont bien renseignées : les deux peuvent conduire à la vulnérabilité et à la marginalisation sociale et peuvent nuire de manière permanente aux potentiels productifs d'un individu et par ce biais influencer ses schémas d'emploi et de rémunération sur l'ensemble de sa vie.

Le présent rapport examine les questions relatives au travail des enfants et à l'emploi des jeunes au Togo. Basée sur l'observation des résultats en termes d'éducation, d'activités économiques et de statuts sur le marché du travail, cette étude prend en considération aussi bien les déterminants économiques que sociaux du travail des enfants et de l'emploi des jeunes.

Cette étude a été conjointement développée par le Gouvernement du Togo et les trois agences partenaires du programme « Comprendre le Travail des enfants » (UCW). Ce rapport offre ainsi une importante base commune d'actions à entreprendre afin de résoudre les problèmes de travail des enfants et d'emploi des jeunes au Togo.

TOGO

Comprendre le travail des enfants et l'emploi des jeunes

Rapport de pays

Novembre 2013

Table des matières

<i>Chapitre 1.</i> Introduction.....	1
<i>Chapitre 2.</i> Contexte national	3
<i>Chapitre 3.</i> Participation aux activités économiques et aux études	8
3.1 Ampleur du travail des enfants.....	8
3.2 Participation des enfants aux tâches ménagères	14
3.3 Enfants orphelins.....	19
3.4 Enfants non scolarisés	21
3.5 Nature du travail des enfants	23
3.6 L'impact du travail des enfants sur l'éducation.....	30
3.7 Les déterminants du travail des enfants.....	33
3.8 Travail des enfants à abolir.....	40
3.9 Pires formes de travail des enfants autres que les travaux dangereux	42
<i>Chapitre 4.</i> La situation des jeunes sur le marché du travail	44
4.1 Statut d'activité des jeunes	44
4.2 L'accès des jeunes aux emplois.....	52
4.3 La qualité du travail des jeunes	54
4.4 Capital humain et résultats de l'emploi des jeunes.....	59
4.5 Position relative des jeunes sur le marché du travail.....	63
<i>Chapitre 5.</i> Réponses nationales contre le travail des enfants	66
5.1 Cadre Juridique.....	66
5.2 Cadre Institutionnel et principaux acteurs	69
5.3 Politiques et programmes existants contre le travail des enfants	71
a. Politique et programmes de soutien à la scolarité	71
b. Programmes de Protection Sociale	73
c. Politiques et programmes de détection et réinsertion ciblant les enfants exposés au travail à abolir	74
d. Programmes de sensibilisation	77
<i>Chapitre 6.</i> Réponses nationales pour promouvoir l'emploi des jeunes	80
6.1 Cadre juridique	80
6.2 Cadre Institutionnel et principaux acteurs	80
6.3 Programmes de promotion de l'emploi des jeunes.....	82
<i>Chapitre 7.</i> Accélérer les actions contre le travail des enfants et les problèmes d'emploi des jeunes	85
7.1 Une réponse politique intégrée.....	85

7.2 Répondre au travail des enfants.....	86
7.3 Axe stratégique : Promotion de la scolarisation	87
a. Améliorer l'accès et la qualité à l'éducation	87
b. Accroître les opportunités d'éducation alternatives	89
7.4 Axe stratégique : Intervention directe, prévention et réponse	90
a. Etendre les services de protection sociale	90
b. Renforcer les mesures d'identification et réintégration des enfants travailleurs.....	91
7.5 Axe stratégique : Mobilisation sociale et sensibilisation.....	92
7.6 Axe stratégique : Application de la législation et de la réglementation	93
7.7 Répondre aux problèmes de l'emploi des jeunes	95
7.8 Améliorer les compétences et renforcement de l'employabilité	95
a. Soutien à la recherche d'emploi	96
b. Programmes de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre	97
c. Promouvoir la création d'entreprise par les jeunes	98
7.9 Construire les capacités nationales pour s'attaquer au travail des enfants et au problème de l'emploi des jeunes	98
Bibliographie.....	101
ANNEXE STATISTIQUE	103
A1. Travail des enfants	103
A2. Emploi des jeunes	107

CHAPITRE 1.

INTRODUCTION

1. Surmonter le double défi du travail des enfants et de l'emploi des jeunes sera crucial afin de permettre au Togo de progresser vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le travail des enfants et ses pires formes constitue une violation des droits fondamentaux de l'homme et freine le développement des enfants, ce qui peut entraîner des lésions physiques ou psychologiques à vie. Le travail des enfants est aussi à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté et dilapide le capital humain d'un pays. La mise au travail précoce des enfants exacerbe les problèmes d'emploi des jeunes, dans la mesure où les enfants qui travaillent ne peuvent acquérir les connaissances et les compétences dont, jeunes adultes, ils auront besoin pour être compétitifs sur le marché du travail. Les estimations présentées dans ce rapport indiquent qu'environ 44% des enfants togolais âgés entre 5 et 14 ans travaillent. Parallèlement, une grande partie des jeunes travailleurs togolais âgés entre 15 et 24 ans restent concentrés dans des activités à faible productivité, non rémunérées qui les laissent incapable de sortir de la pauvreté. Les conséquences du travail des enfants et des difficultés de l'emploi des jeunes sont bien renseignées : les deux peuvent conduire à la vulnérabilité et à la marginalisation sociale et peuvent nuire de manière permanente aux potentiels productifs d'un individu et par ce biais influencer ses schémas d'emploi et de rémunération sur l'ensemble de sa vie.

2. Le présent rapport examine les questions relatives au travail des enfants et à l'emploi des jeunes au Togo. Basée sur l'observation des résultats en termes d'éducation, emploi et statut sur le marché du travail, cette étude prend en considération aussi bien les déterminants économiques que sociaux du travail des enfants et de l'emploi des jeunes. L'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants au Togo de 2010 est la source principale de données de ce rapport.

3. Le rapport a été conjointement développé par le Gouvernement et les trois agences partenaires du programme UCW. Ce rapport offre ainsi une importante base commune d'actions à entreprendre afin de résoudre les problèmes du travail des enfants et de l'emploi des jeunes. Le rapport répond à quatre objectifs : (1) approfondir la compréhension du travail des enfants et de la situation des jeunes sur le marché du travail et par là, appuyer la mise en œuvre de politiques et de programmes adéquats ; (2) promouvoir le débat politique sur le travail des enfants et sur le manque d'opportunité d'emploi décent et productif pour les jeunes ; (3) analyser les relations entre abandon scolaire précoce, travail des enfants et performances futures sur le marché du travail et (4) participer à l'établissement d'une capacité nationale de recherche, de collecte et d'analyse des données relatives au travail des enfants et à l'emploi des jeunes.

4. Le reste du rapport est organisé de la manière suivante. Le chapitre 3 se focalise sur la compréhension du travail des enfants. Les sections 3.1 et 3.2 présentent les descriptions statistiques sur l'ampleur et la nature du travail des enfants et de la participation aux activités domestiques ainsi que l'allocation du temps entre le travail et les études. La section 3.3 analyse la situation des enfants orphelins et la section 3.4 celle des enfants non scolarisés. Les sections 3.5 et 3.6 analysent respectivement la nature du travail des enfants et son impact sur l'éducation. La section 3.7 emploie des outils économétriques pour évaluer les déterminantes principales du travail et de la scolarisation des

enfants ainsi que leurs implications politiques. Finalement, la section 3.8 présente des statistiques sur le nombre d'enfants en situation de travail à abolir conformément à la législation togolaise et aux standards internationaux.

5. Le chapitre 4 du rapport concerne les performances des jeunes sur le marché du travail. La section 4.1 offre un aperçu descriptif des activités économiques et de la situation des jeunes togolais sur le marché du travail. Les sections 4.2 et 4.3 analysent les indicateurs du succès des jeunes sur le marché du travail. La section 4.2 aborde la question de l'accès à l'emploi et la section 4.3 se concentre sur la qualité de l'emploi. La section 4.4 établit le lien entre le niveau de capital humain et les performances des jeunes sur le marché du travail, afin de comprendre davantage comment le travail des enfants peut affecter les résultats de l'emploi durant la jeunesse. La section 4.5 analyse la situation des jeunes togolais sur le marché du travail par rapport à celle de leur contrepartie adulte.

6. Les chapitres 5 et 6 analysent les réponses nationales apportées au problème de travail des enfants et de l'emploi des jeunes. Le dernier chapitre illustre les priorités pour combattre le travail des enfants et promouvoir l'emploi des jeunes.

Encadré 1.

Le programme "Comprendre le Travail des Enfants" (*Understanding Children's Work - UCW*)

Le Programme « Understanding Children's Work » (UCW) est un programme de recherche interinstitutionnel commun à la Banque Mondiale, à l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Le Programme UCW est guidé par le Programme d'Action d'Oslo qui a été accepté à l'unanimité en 1997 à la Conférence Internationale sur le Travail des Enfants. Durant cette conférence, les priorités dans la lutte contre le travail des enfants étaient exposées à la communauté internationale. Le programme d'Action d'Oslo a identifié la nécessité cruciale de disposer des données relatives au travail des enfants et de renforcer la coopération entre les agences internationales impliquées dans la lutte contre le travail des enfants.

Les activités de recherche et d'analyse sur le travail et la vulnérabilité des enfants constituent la composante principale du Programme UCW. A travers une étroite collaboration avec les acteurs dans les pays partenaires, le Programme produit des recherches qui permettent une meilleure compréhension du phénomène du travail des enfants. Les résultats de ces recherches facilitent l'élaboration des stratégies d'intervention efficaces dont l'objectif est d'améliorer la vie des enfants travailleurs, les soustraire au monde de travail et empêcher d'autres enfants d'y entrer. Les recherches menées par le Programme UCW ont permis de proposer pour la première fois une perspective interinstitutionnelle sur le travail des enfants et les grandes priorités en ce domaine.

CHAPITRE 2.

CONTEXTE NATIONAL

7. Le Togo est un petit pays d'Afrique de l'Ouest qui comprend six régions géographiques distinctes et cinq régions administratives – Savanes, Kara, Centrale, Plateaux, et Maritime.

8. Le Togo a une population estimée à 6,2 millions d'habitants, avec une croissance démographique d'environ 2,8 pourcent. La démographie au Togo est marquée par des fortes disparités régionales : la Région Maritime concentre 42 pourcent de la population totale alors qu'elle occupe 23,2 pourcent de la superficie totale du pays. En outre, les taux de croissance démographique varient d'une région à l'autre. La population togolaise est également très mobile. Elle migre des campagnes vers les villes mais aussi vers l'extérieur du pays en fonction des opportunités économiques. Le phénomène d'urbanisation a surtout profité à la « grande agglomération de Lomé » où vivent 23,9 pourcent de la population du pays. Cette urbanisation rapide et incontrôlée pose déjà de sérieux problèmes en termes de logements et d'infrastructures appropriés. Particulièrement dans la ville de Lomé, de nombreux groupes de population vulnérables vivent sur des sites inadaptés à la construction de logements. Comme conséquence directe de l'exode rural, on dénombre une proportion importante de la population âgée de 60 ans et plus en milieu rural. En effet, les personnes âgées représentent aujourd'hui 5,46 pourcent de la population togolaise, avec près de $\frac{3}{4}$ d'entre-elles vivant en milieu rural.¹

Encadré 2.

La terre toujours inaccessible pour les femmes

La population togolaise est légèrement plus féminine : 51 pourcent de femmes contre 49 pourcent d'hommes. En plus, les femmes travaillent plus que les hommes dans la mesure où le taux d'activité chez les femmes en 2006 est de 79,1% contre 78,5% chez les hommes selon l'enquête Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base de Bien-être (QUIBB).

Malgré ce potentiel, les femmes sont victimes de nombreuses situations discriminatoires, notamment en matière d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi et aux postes de décision ; de même, elles sont victimes de blocages socioculturels leur conférant un statut dévalorisé et d'infériorité.

Dans le domaine scolaire, le taux de scolarisation des filles est inférieur à celui des garçons, mais l'écart varie selon les cycles et selon les régions. L'enquête QUIBB (2010) révèle qu'au niveau de l'éducation primaire, les données ne révèlent pas d'écart significatif entre garçons (84,5%) et filles (79%)^(a) ; au niveau du secondaire, le taux net de scolarisation est plus élevé chez les garçons (48,0%) que chez les filles (33,5%). On note une forte présence de filles dans la série littéraire notamment en seconde, première et terminale.

La situation sanitaire a évolué plus ou moins positivement au Togo au cours de ces dernières décennies. Cependant, ces dernières années, la situation a été marquée par l'extension de la pandémie du VIH/SIDA. En conséquence, il faut noter un fort taux de morbidité chez les femmes ; selon les données de l'étude sur le profil de la pauvreté et de la vulnérabilité au Togo (2007), le taux de morbidité est plus élevé chez les femmes (22,9 %) que chez les hommes (17,2 %).

¹ République Togolaise, Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013 – 2017, Version semi définitive, Janvier 2013 .

Encadré 2.

La terre toujours inaccessible pour les femmes

En matière de pauvreté, les femmes sont plus vulnérables du fait que la tradition ne leur donne pas autant de pouvoir de décision et de contrôle sur les actifs que les hommes ; ce à

quoi s'ajoute le fait qu'elles sont moins à même d'exercer des activités rémunérées, et de se constituer ainsi leurs propres actifs.

À la différence de quelques rares pays en Afrique de l'Ouest, au Togo, la terre n'appartient pas à l'État. Elle est détenue par les collectivités locales qui la gèrent et en disposent comme elles le souhaitent. Mais cette gestion du foncier est souvent source de conflits et de revendications multiples. Dans de nombreuses sociétés, la femme ne peut hériter de la terre. L'accès au crédit reste l'un des principaux blocages au développement des activités économiques des populations, en particulier celle des femmes. Les femmes, dans leur grande majorité, n'ont pas aisément accès aux ressources des institutions financières.

L'agriculture occupe 72% de la population active. À ce titre, elle constitue un enjeu majeur par rapport aux objectifs de la croissance économique. Dans ce secteur, on dénombre 53,46% de femmes contre 46,54% d'hommes. Malgré leur importante contribution, le document de Politique Nationale de Population révèle que les femmes ne gagnent que 10% du revenu monétaire tiré du fruit de leur labeur. Dans le secteur du commerce, les femmes se limitent beaucoup plus à l'informel.

En matière d'accès à l'eau et à l'assainissement, les sources d'eau les plus utilisées sont les puits (46,5%) et près du quart des foyers (21,6%) puisent leur eau dans les mares, les ruisseaux ou les fleuves. Les premiers responsables en matière d'hygiène et d'évacuation des déchets sont généralement les femmes. Cette situation impose à la femme des corvées.

Les femmes sont sous représentées aux postes de décision et faiblement représentées dans la haute administration.

La violence basée sur le genre est présente à tous les niveaux de la société (foyers, rue, lieux de travail et d'apprentissage, etc.). La pratique de certains types de violences est en relation avec la tradition des auteurs et des victimes ; c'est le cas des MGF : les taux les plus élevés se retrouvent dans les régions septentrionales (région Centrale 55% ; Savanes 32,4 %, Kara 25,8%) (DGPF, 2008).

(a) Taux net de fréquentation

Sources : PNUD : [Togo : La terre, toujours inaccessible pour les femmes](#)

Rapport du Comité sectoriel " Promotion, protection sociale et emploi", Contribution à l'élaboration du DSRP II (version provisoire, février 2012)

République Togolaise, Questionnaire des indicateurs de base du Bien-être (QUIBB 2011) : Rapport final (décembre 2011)

9. Avec un taux de progression du PIB réel de 2,4 pourcent en 2008, la croissance est passée respectivement de 3,4 pourcent en 2009 à 4,0 pourcent en 2010, 4,9 pourcent en 2011² et 5,6 pourcent en 2012³. Le secteur primaire est resté dominant avec un poids moyen de 36,8 pourcent entre 1990 et 2011, suivi du secteur tertiaire marchand pour 26,0 pourcent et du secteur secondaire pour 17,4 pourcent. En effet, l'agriculture est restée le secteur qui offre le plus de possibilités pour accélérer la croissance, assurer la sécurité alimentaire, créer des emplois, accroître les revenus des pauvres et contribuer à la balance commerciale et au développement de l'agro-industrie.⁴

10. Le bilan des performances économique montre que le cadre macroéconomique au Togo est relativement stabilisé avec un niveau d'inflation modéré (le taux d'inflation s'est établi à 1,8 pourcent en 2010 contre 8,7 pourcent en 2008), un niveau d'endettement extérieur en net recul, une

² République Togolaise, Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013 – 2017, Version semi définitive, Janvier 2013 .

³ Banque Mondiale, [Togo : Fiche-pays](#)

⁴ République Togolaise, Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013 – 2017, Version semi définitive, Janvier 2013 .

amélioration notable des recettes budgétaires assortie d'une maîtrise des dépenses publiques.

11. Ces performances globales se sont traduites par une baisse de l'incidence de la pauvreté au niveau national qui est passée de 61,7 pourcent en 2006 à 58,7 pourcent en 2011, soit une baisse de 3 points en cinq ans. Avec un PIB par habitant (en parité du pouvoir d'achat) de seulement \$798, le Togo est l'un des pays les plus pauvres en Afrique de l'Ouest. Par contre l'indice de développement humain du PNUD le place au 162^e rang, mieux que la plupart des pays voisins monétairement plus riches.⁵ Cependant, la proportion de la population « multi dimensionnellement » pauvre a diminué plus que l'incidence de la pauvreté monétaire. En effet, elle est passée de 59,4 pourcent en 2006 à 51,9 pourcent en 2010, soit un recul de 8 points. En milieu urbain, elle est passé de 33,0 pourcent à 25,8 pourcent, soit une réduction de 7,2 points. La réduction est plus importante en milieu rural où elle est passée de 76,0 pourcent à 67,6 pourcent, soit un recul de 8,4 points.⁶ Par contre, l'utilisation du seuil de pauvreté « alimentaire » révèle une augmentation de la pauvreté extrême de 28,6 pourcent à 30,4 pourcent durant la même période.⁷

12. La malnutrition affecte environ 30 pourcent de la population et le facteur de risque de maladie infectieuse est élevé.

13. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 60,3 pourcent au niveau national. Selon le milieu de résidence, la population urbaine (77,8 pourcent) est plus alphabétisée que la population rurale (47,4 pourcent). De plus, les hommes sont plus alphabétisés (74,0 pourcent) que les femmes (47,9 pourcent).⁸

14. Le taux brut de scolarisation au niveau national s'élève en 2011 à 112 pourcent (120 pourcent pour le garçons, 105 pourcent pour les filles) et l'indice de parité filles/garçons du TBS à 0,97. Les taux brut d'accès en 2011 est de 129,9 pourcent et le taux d'achèvement de 75,3 pourcent. Même si l'accès tend à se généraliser, près de 25 pourcent des enfants qui accèdent à l'école primaire ne l'achèvent pas. En 2011, 86 pourcent (91 pourcent pour les garçons et 81 pourcent pour les filles) des enfants âgés de 6 à 11 ans fréquentent une école primaire. Les mesures de suppression des frais d'inscription dans les écoles primaires publiques appliquées à l'échelle nationale ont nettement contribué à améliorer l'accès de tous les enfants et en particulier des plus pauvre. Toutefois, l'offre d'éducation ne permet pas de répondre à la demande accrue liée à la gratuité. En outre, on constate des disparités régionales et surtout locales dans l'accès, et partout des groupes d'enfants restent hors de l'école. Il s'agit le plus souvent d'enfants vulnérables : les enfants handicapés qui seraient environ 75 000, les enfants de la rue, les enfants travailleurs que l'on trouve surtout en milieu urbain dans les marchés et, pour les filles, comme domestiques dans les familles.⁹

15. En ce qui concerne l'encadrement, les ratios élèves/maître et élèves/salle de classe sont toujours très élevés. Les effectifs des classes sont pléthoriques au primaire avec une moyenne de 44 élèves par maître et 43 élèves par salle de classe dans les écoles primaires publiques. Ces ratios moyens cachent des

⁵ Harold Coulombe (2012), Cartographie de la pauvreté au Togo en 2011

⁶ République Togolaise, Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013 – 2017, Version semi définitive, Janvier 2013 .

⁷ Harold Coulombe (2012), Cartographie de la pauvreté au Togo en 2011

⁸ République Togolaise, Questionnaire des indicateurs de base du bien-être (QUIBB 2011), Rapport final, Décembre 2011

⁹ République Togolaise, Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013 – 2017, Version semi définitive, Janvier 2013 .

disparités entre les milieux de résidence. En milieu urbain, on retrouve des salles de classe avec plus de 100 élèves.¹⁰

16. Par ailleurs, les problèmes liés à l'efficacité interne et à la qualité de l'éducation rendent la situation plus alarmante. En effet, selon les données du MEPSA, 22% des élèves qui terminent l'enseignement primaire ont redoublé au moins une fois. S'agissant du taux d'achèvement du primaire, 5 filles sur 10 n'achèvent pas le primaire contre 2 garçons sur 10 ; et pour 10 filles qui achèvent le primaire, 3 ne s'inscrivent pas au secondaire contre moins de 2 chez les garçons. Cela signifie que les filles sont beaucoup plus touchées par les phénomènes d'abandons scolaires. Le taux d'abandon est de 9,7% (8,9% pour les garçons et 10,6% pour les filles), avec de fortes disparités régionales : taux de 13,2% à 11% dans les régions Kara, Plateaux et Maritime contre 5,2% à Lomé Golfe.¹¹

17. Le Togo a fait des progrès considérables au cours des trois dernières années, mais les défis restent importants sur les plans économique et institutionnel. La pauvreté a régressé mais demeure élevée (58,7% en 2011). Concernant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le Togo a réalisé des progrès par rapport à l'éducation primaire universelle et dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA. Toutefois, le pays ne pourra pas réaliser 6 des 8 objectifs d'ici à 2015.¹²

Encadré 3. Probabilité de réalisation des OMD au Togo

Objectifs	Situation 2003	Situation 2008	Situation 2010
1. Éradication de l'extrême pauvreté et de la faim	Invraisemblable	Invraisemblable	Invraisemblable
2. Éducation primaire pour tous	Vraisemblable	Vraisemblable	Vraisemblable
3. Égalité des sexes et autonomisation des femmes	Invraisemblable	Invraisemblable	Invraisemblable
4. Réduction de la mortalité infantile	Invraisemblable	Invraisemblable	Invraisemblable
5. Amélioration de la santé maternelle	Vraisemblable	Invraisemblable	Invraisemblable
6. Combattre le VIH/SIDA, la malaria et d'autres maladies	Vraisemblable	Vraisemblable	Vraisemblable
7. Protection de l'environnement	Invraisemblable	Invraisemblable	Invraisemblable
8. Promouvoir un partenariat global pour le développement	Invraisemblable	Invraisemblable	Invraisemblable

Source : Programme des Nations Unies pour le Développement, [Le Togo et les Objectifs du Millénaire pour le Développement](#)

18. Le gouvernement a élaboré une nouvelle stratégie pour la réduction de la pauvreté (« Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi – SCAPE ») pour la période 2013-2017, à la suite d'un processus de consultation nationale. Cette nouvelle stratégie comprend cinq principaux piliers : (i) développement des secteurs à fort potentiel de croissance ; (ii) renforcement

¹⁰ République Togolaise, Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013 – 2017, Version semi définitive, Janvier 2013 .

¹¹ République Togolaise, Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013 – 2017, Version semi définitive, Janvier 2013 .

¹² Banque Mondiale, [Togo : Fiche-pays](#)

des infrastructures économiques ; (iii) développement du capital humain, de la protection sociale et emploi ; (iv) renforcement de la gouvernance ; et (v) promotion d'un développement participatif, équilibré et durable.¹³

¹³ République Togolaise, Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013 – 2017, Version semi définitive, Janvier 2013 .

CHAPITRE 3.

PARTICIPATION AUX ACTIVITES ECONOMIQUES ET AUX ETUDES

19. Ce chapitre étudie l'allocation du temps des enfants au Togo et se concentre particulièrement sur la participation des enfants aux activités économiques et à l'école. L'analyse dans ce chapitre et dans les chapitres suivants est basée sur les données de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants de 2010 (ENTE 2010), une enquête des ménages à représentativité nationale conçue pour étudier l'ampleur et la nature du travail des enfants dans le pays. L'enquête a collecté les informations sur le travail et l'allocation du temps des enfants, y inclus leur participation à l'emploi et aux activités domestiques, les heures de travail effectuées, les risques liées au milieu de travail et les problèmes de santé.

3.1 Ampleur du travail des enfants

RÉSUMÉ

- Plus de 719,000 enfants togolais âgés de 5 à 14 ans étaient impliqués dans des activités économiques en 2010, soit environ 44% des enfants de ce groupe d'âge
- Les données agrégées sur la participation des enfants aux activités économiques masquent des variations significatives par rapport à l'âge, aux revenus du ménage et au milieu de résidence, avec des implications importantes pour la mise en œuvre des politiques et pour le ciblage

20. **La participation des enfants aux activités économiques reste une problématique essentielle au Togo.** 44% des enfants âgés de 5 à 14 ans, soit 719 000 en nombre absolu, étaient impliqués dans des activités économiques en 2010 (résultat non présenté).¹⁴ Presque tous ces enfants sont impliqués dans des travaux à abolir conformément à la législation togolaise (voir la section 3.8). Ce chapitre se concentre principalement sur les enfants en âge de scolarisation primaire, donc de 6 à 14 ans au lieu que de 5 à 14 ans, afin d'analyser l'interaction entre le travail et la scolarisation. 47% des enfants âgés de 6 à 14 ans, environ 697 000 enfants en nombre absolu, étaient impliqués dans des activités productives en 2010 (voir Tableau 1).

Une façon d'analyser l'interaction entre le travail des enfants et la scolarisation consiste à désagréger les enfants en quatre groupes distincts par rapport à leur statut d'activité – occupés économiquement uniquement, scolarisés uniquement, occupés et scolarisés et inactifs (Tableau 1). Cette décomposition montre que 49% des enfants de 6 à 14 ans allaient exclusivement à l'école en 2010 et 41% travaillaient tout en allant à l'école. Environ 6% des enfants travaillaient exclusivement, c'est à dire ils travaillaient sans aller à l'école,

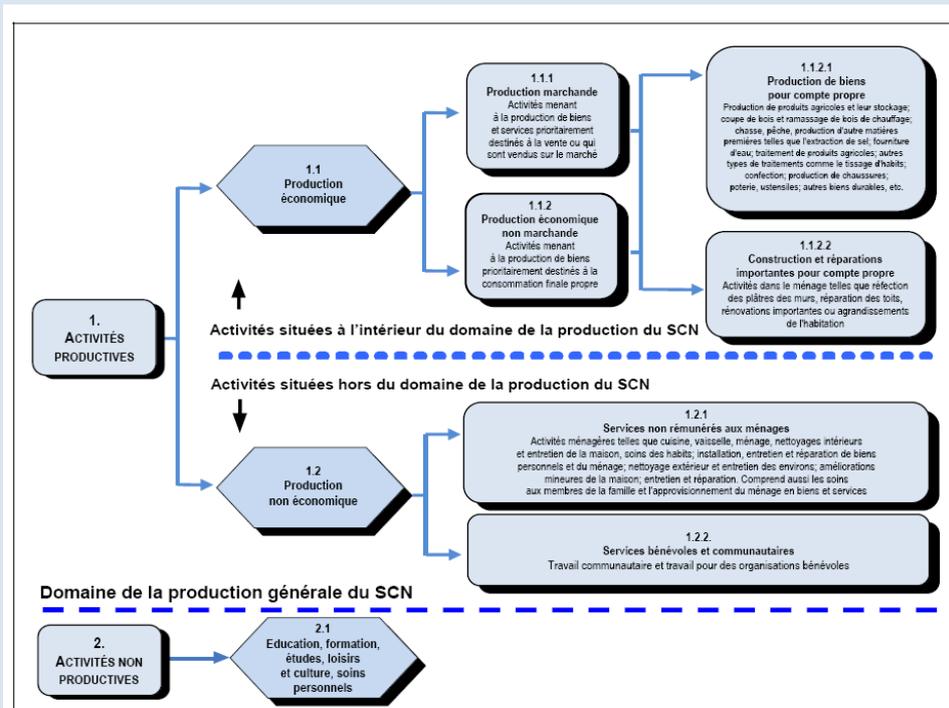
¹⁴ Les *enfants occupés économiquement* est un concept large qui inclut les activités liées à toutes les productions marchandes et à certains type de production non marchande (essentiellement la production des biens pour usage personnel) (voir aussi l'encadré 1). Ce concept inclut le travail dans le secteur formel et informel, et le travail tant bien au sein du ménage qu'à son extérieur.

tandis que le restant 4% des enfants âgés de 6 à 14 ans ne poursuivaient ni études ni travail (mais ils étaient probablement impliqués dans d'autres activités productives). En nombre absolu, environ 84 000 enfants travaillaient exclusivement, 725 000 étaient exclusivement scolarisés et 613 000 enfants combinaient le travail à l'école, tandis que les restants 67 000 enfants ne travaillaient ni allaient à l'école (Tableau 2).

Encadré 4. Travail des enfants et travail des enfants à abolir : une note sur la terminologie

Les concepts et les définitions utilisés pour catégoriser le travail des enfants et le travail des enfants à abolir (et pouvoir faire une distinction entre les deux) sont incohérents dans les statistiques publiés et dans les études, et cela crée une confusion et complique la comparaison parmi pays. Dans cette étude le terme **“travail des enfants”** est utilisé pour définir toute activité productive exercée par les enfants. Les activités productives à leur tour, sont définies comme toutes les activités relevant du domaine de la production, c'est à dire, toute activité qui peut être déléguée à une autre personne avec le même résultat espéré. Cela inclut la production de biens et la fourniture des services au sein ou à l'extérieur du ménage de l'individu.

En conformité avec les normes statistiques sur le travail des enfants définies au cours de la 18eme Conférence Internationale des Statisticien du Travail (Res. II), l'étude fait la différence entre deux grandes catégories d'enfants travailleurs - les enfants occupés économiquement et les enfants exerçant d'autres activités productives. La définition **d'enfants occupés économiquement** fait référence au Système de Comptabilité Nationale (SCN) (Rev. 1993), qui est le cadre de référence conceptuel qui définit les normes statistiques internationales pour mesurer l'économie de marché. Cela inclut les enfants impliqués dans toute forme de production marchande et dans certains type de production non marchande, y inclus la production de bien pour leur propre usage. Les **enfants exerçant d'autres activités productives** incluent ceux qui exercent des activités qui ne rentrent pas dans le domaine du SCN. Il s'agit notamment d'activités exercées par des membres du ménage en faveur du propre ménage et de ses membres, c'est à dire, les services domestiques.



Le terme **“travail des enfants à abolir”** est utilisé en référence à un sous ensemble du travail des enfants qui a nature dangereuse, négative ou indésirable pour les enfants et qui doit être éliminé. Il peut inclure les enfants en activité économique et les enfants exerçant

Encadré 4.

Travail des enfants et travail des enfants à abolir : une note sur la terminologie

d'autres activités productives. Trois conventions internationales – La Convention internationale des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la Convention de l'OIT No. 182 (Pires Formes du Travail des Enfants) et la Convention de l'OIT No 138 (Age minimum) - fournissent les normes internationales relatives au travail des enfants à abolir et le cadre de réponse à ce phénomène.

Le travail des enfants à abolir dans le contexte du Togo est défini essentiellement par la loi no. 2006-010 du 13 décembre 2006 portant Code du travail (Code du travail de 2006). Les définitions statistiques utilisées pour mesurer le travail des enfants à abolir dans le contexte du Togo sont présentées dans la section 3.8 de ce rapport.

Tableau 1. Statut d'activité des enfants par genre et milieu de résidence, enfants âgés de 6 à 14 ans, pourcentages

Caractéristiques		Catégories de statut d'activité mutuellement exclusives				(a)&(c) Ensemble des enfants occupés économiquement	(b)&(c) Ensemble des enfants scolarisés	(a)&(d) Ensemble des enfants non scolarisés
		(a) Occupés économiquement uniquement	(b) Scolarisés uniquement	(c) Occupés économiquement et scolarisés	(d) Inactifs			
Genre	Garçon	5.0	47.6	43.3	4.1	48.3	90.9	9.1
	Fille	6.4	50.0	38.7	5.0	45.1	88.7	11.3
Résidence	Urbain	2.1	69.8	25.3	2.8	27.4	95.1	4.9
	Rural	7.7	36.3	50.5	5.5	58.2	86.8	13.2
Total 6-14		5.6	48.7	41.2	4.5	46.8	89.9	10.1

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau 2. Statut d'activité des enfants par genre et milieu de résidence, enfants âgés de 6 à 14 ans, nombre absolu

Caractéristiques		Catégories de statut d'activité mutuellement exclusives				(a)&(c) Ensemble des enfants occupés économiquement	(b)&(c) Ensemble des enfants scolarisés	(a)&(d) Ensemble des enfants non scolarisés
		(a) Occupés économiquement uniquement	(b) Scolarisés uniquement	(c) Occupés économiquement et scolarisés	(d) Inactifs			
Genre	Garçon	40 604	387 926	352 275	33 617	392 879	740 201	74 221
	Fille	42 897	336 862	261 048	33 498	303 945	597 910	76 395
Résidence	Urbain	11 689	384 479	139 509	15 489	151 198	523 988	27 177
	Rural	71 813	340 310	473 813	51 627	545 626	814 123	123 439
Total 6-14		83 501	724 788	613 323	67 115	696 824	1 338 111	150 616

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau 3. Statut d'activité des enfants par sexe et milieu de résidence, enfants âgés de 15 à 17 ans, pourcentages

Caractéristiques		Catégories de statut d'activité mutuellement exclusives				(a)&(c) Ensemble des enfants occupés économiquement	(b)&(c) Ensemble des enfants scolarisés	(a)&(d) Ensemble des enfants non scolarisés
		(a) Occupés économiquement uniquement	(b) Scolarisés uniquement	(c) Occupés économiquement et scolarisés	(d) Inactifs			
Genre	Garçon	17.6	32.7	45.6	4.0	63.2	78.3	21.6
	Fille	22.5	39.1	32.9	5.5	55.4	72.0	28.0
Résidence	Urbain	17.2	53.6	23.7	5.5	40.9	77.3	22.7
	Rural	21.7	19.0	55.5	3.8	77.2	74.5	25.5
Total 15-17		19.6	35.3	40.5	4.6	60.1	75.8	24.2

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau 4. Statut d'activité des enfants par genre et milieu de résidence, enfants âgés de 15 à 17 ans, nombre absolu

Caractéristiques		Catégories de statut d'activité mutuellement exclusives				(a)&(c) Ensemble des enfants occupés économiquement	(b)&(c) Ensemble des enfants scolarisés	(a)&(d) Ensemble des enfants non scolarisés
		(a) Occupés économiquement uniquement	(b) Scolarisés uniquement	(c) Occupés économiquement et scolarisés	(d) Inactifs			
Genre	Garçon	41 951	77 877	108 593	9 484	150 543	186 470	51 434
	Fille	35 813	62 402	52 434	8 781	88 247	114 836	44 593
Résidence	Urbain	32079	100 311	44 280	10 317	76 359	144 591	42 395
	Rural	45685	39 968	116 747	7 948	162 432	156 715	53 632
Total 15-17		77,763	140 279	161 027	18 264	238 790	301 306	96 027

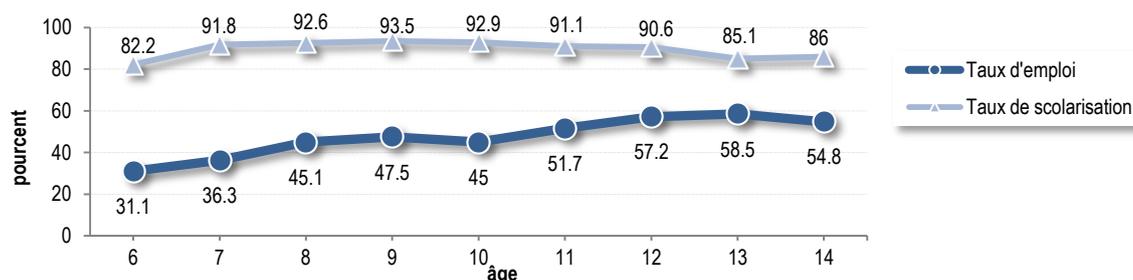
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

21. L'incidence du travail parmi les enfants âgés de 15 à 17 ans est plus élevée et correspond à 60% en 2010, mais moins d'enfants en cette tranche d'âge se trouvent dans une situation de travail à abolir (voir section 2.8). Le statut d'activité était quelque peu différent pour les enfants âgés de 15 à 17 ans : un pourcentage inférieur parmi eux étaient uniquement scolarisés (35%) et un pourcentage supérieur étaient occupés économiquement uniquement (20%) en 2010 (Tableau 3). Cela n'a rien de surprenant étant donné qu'entre 15 et 17 ans s'effectue la transition de l'école à la vie économiquement active au Togo. Les performances des jeunes sur le marché de l'emploi sont discutées en détails dans le chapitre 4 de ce rapport.

22. L'agrégation des chiffres portant sur l'activité des enfants masque d'importantes différences en fonction de l'âge, du genre, du milieu de résidence (Tableau 1, Figure 1 and Figure 2). Ces différences sont examinées ci-dessous. (Les déterminantes du travail des enfants au niveau du ménage et de la communauté sont analysés dans la Section 2.7 de ce rapport).

- **Age** : La participation des enfants aux activités économiques augmente en fonction de l'âge (Figure 1). Cette tendance est largement due au fait que la productivité des enfants (et donc le coût opportunité de poursuite de l'école) augmente également avec l'âge. Cependant il paraît important de noter que le nombre de très jeunes enfants participants aux activités économiques est loin d'être négligeable. 31% des enfants de 6 ans étaient déjà occupés économiquement dans l'année de référence 2010. Ce phénomène qui touche les enfants en très jeune âge constitue une préoccupation politique majeure, étant donné qu'ils sont le plus vulnérables aux abus sur le lieu de travail, les plus exposés aux risques de mauvaise santé et blessures dues au travail et les plus affectés par les répercussions négatives sur leur éducation. La participation à l'école atteint son maximum à l'âge de 9 ans puis décroît par la suite à mesure que les enfants quittent l'école pour entrer sur le marché du travail et/ou sont contraints d'effectuer d'avantages de tâches ménagères.

Figure 1. Statut d'activité des enfants par âge



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

- Genre** : Les filles sont légèrement moins susceptibles que les garçons de participer aux activités économiques (45% contre 48%) et d'être scolarisées (89% contre 91%). Il est nécessaire de rappeler cependant que les tâches domestiques, majoritairement effectuées par les filles, ne sont pas prises en compte dans ces estimations (voir section 3.2). Par ailleurs, les filles sont souvent plus présentes dans les formes de travail des enfants les moins visibles, comme les services domestiques chez un ménage tiers, qui peuvent être sous estimés dans les enquêtes ménages.

Encadré 5. Statistiques plus récentes sur le travail des enfants

Le *Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être* (QUIBB 2011) fournit des statistiques plus récentes sur le travail des enfants et leur scolarisation au Togo. Les estimations basées sur le QUIBB 2011 indiquent un taux plus faible de participation des enfants aux activités économiques qui se situe à 44%, soit 690 000 enfants en nombre absolu, pour le même groupe d'âge, c'est-à-dire de 6 à 14 ans (Tableaux A et B). La plus grande différence est au niveau des enfants travailleurs qui vont également à l'école, ce groupe est en effet substantiellement moins important dans les estimations de l'enquête QUIBB 2011. Les différences dans la fréquentation scolaire sont moindres, quoi que le QUIBB 2011 indique des taux de fréquentation légèrement plus faibles pour tous les sous-groupes d'enfants. Toutefois, il est difficile de comparer les résultats entre l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants de 2010 et l'enquête QUIBB de 2011, étant donné que les deux enquêtes ont utilisés des méthodologies et définitions différentes pour mesurer le travail des enfants et cela limite leur comparabilité. En termes de composition du travail des enfants, l'enquête QUIBB 2011 confirme les résultats de l'enquête de 2010 et indique que le travail des enfants est essentiellement un phénomène rural et qui est plus répandu parmi les garçons que les filles.

Tableau A. Statut d'activité des enfants par genre et milieu de résidence, groupe d'âge de 6 à 14 ans, pourcentages

Caractéristiques	Catégories de statut d'activité mutuellement exclusives				(a)&(c) Ensemble des enfants occupés économiquement	(b)&(c) Ensemble des enfants scolarisés	(a)&(d) Ensemble des enfants non scolarisés	
	(a) Occupés économiquement uniquement	(b) Scolarisés uniquement	(c) Occupés économiquement et scolarisés	(d) Inactifs				
Genre	Garçons	7.1	47.1	40.8	5	47.9	87.9	12.1
	Filles	8.9	51.7	31.7	7.7	40.6	83.4	16.6
Résidence	Urbain	1.5	78.2	15.6	4.7	17.1	93.8	6.2
	Rural	11	35.6	46.3	7.1	57.3	81.9	18.1
Total 6-14		7.9	49.4	36.4	6.3	44.3	85.8	14.2

Source : Estimations du programme UCW à partir du Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être, 2011

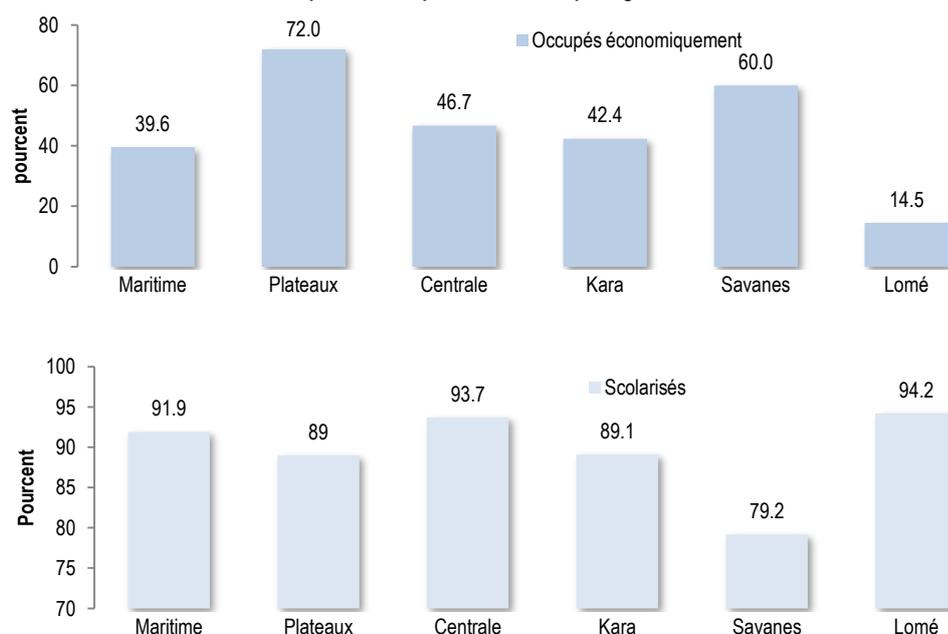
Tableau B. Statut d'activité des enfants par genre et milieu de résidence, groupe d'âge de 6 à 14 ans, nombre absolu

Caractéristiques		Catégories de statut d'activité mutuellement exclusives				(a)&(c) Ensemble des enfants occupés économiquement	(b)&(c) Ensemble des enfants scolarisés	(a)&(d) Ensemble des enfants non scolarisés
		(a) Occupés économiquement uniquement	(b) Scolarisés uniquement	(c) Occupés économiquement et scolarisés	(d) Inactifs			
Genre	Garçons	55 774	372 609	322 547	39 407	378 320	695 156	95,181
	Filles	67 148	392 233	240 540	58 328	307 687	632 772	125,476
Résidence	Urbain	7 318	391 870	78 453	23 783	85 771	470 324	31,101
	Rural	115 604	372 971	484 633	73 952	600 237	857 604	189,556
Total 6-14		122 921	764 841	563 086	97 735	686 008	1 327 928	220 656

Source : Estimations du programme UCW à partir du Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être, 2011

- Milieu de résidence** : l'implication des enfants dans les activités productives au Togo est plus répandue en milieu rural. Plus de 58% des enfants en milieu rural étaient occupés économiquement en 2010 contre 27% en milieu urbain (Tableau 1). En nombre absolu, la différence dans la participation des enfants aux activités économiques par milieu de résidence est encore plus accentuée : en 2010 on comptait 546 000 enfants économiquement occupés en milieu rural et 151 000 en milieu urbain (Tableau 2). Les enfants en milieu rural sont également défavorisés dans leur scolarisation. Le taux de scolarisation des enfants en milieu rural était environ 8 points de pourcentage inférieur à celui des enfants en milieu urbain en 2010.

Figure 2. Enfants de 6 à 14 ans économiquement occupés et scolarisés, par région

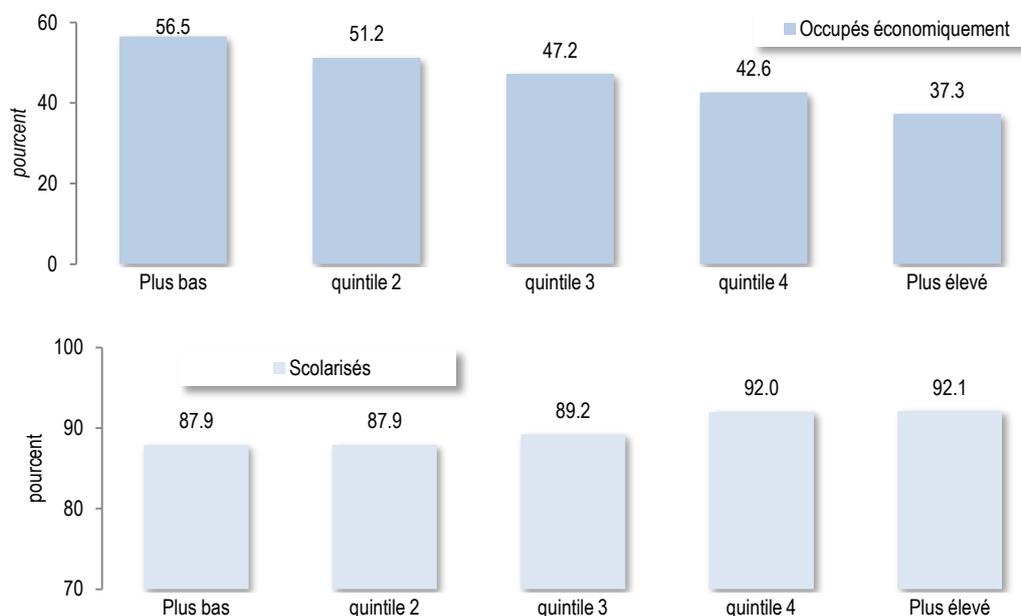


Source : Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

- Région de résidence** : le taux de participation des enfants aux activités économiques est strictement lié à leur région de résidence. Les données régionales reportées dans la Figure 2 témoignent d'importantes différences entre les régions, soulignant la nécessité de cibler

géographiquement les efforts d'élimination du travail des enfants. Environ 15% des enfants étaient occupés économiquement à Lomé en 2010, par exemple, contre 60 et 72% dans les régions de Savanes et Plateaux respectivement. Les variations parmi régions en termes de fréquentation scolaire sont également larges, avec la région des Savanes enregistrant un retard considérable par rapport au contexte national.

Figure 3. Enfants de 6 à 14 ans économiquement occupés et scolarisés, group d'âge 6- 14 ans, par quintile de dépense des ménages



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

- Revenus du ménage.** Le travail des enfants est négativement corrélé aux revenus des ménages, c'est-à-dire que le pourcentage d'enfants occupés économiquement se réduit au fur et à mesure que les revenus du ménage (mesurés par les dépenses du ménage) augmentent (Figure 3). La participation aux activités économiques est toutefois élevée aussi parmi les enfants des ménages les plus aisés- environ 37% des enfants appartenant à ce groupe sont économiquement occupés. Ces résultats sont consistants avec l'évidence au niveau international qui témoigne que la pauvreté (mesuré par le revenu, la consommation, l'indice de richesse, etc.) est un facteur important dans le travail des enfants. Les enfants sont souvent obligés de travailler parce que leur survie ainsi que celle de leur famille en dépendent.

3.2 Participation des enfants aux tâches ménagères

RÉSUMÉ

- Plus de 4 enfants sur 5 âgés de 6 à 14 ans participent aux tâches ménagères dans leur vie quotidienne, alourdissant leur charge totale de travail.
- 39% des enfants doivent faire face au triple engagement constitué par le travail, les tâches ménagères et la scolarisation, avec des lourdes conséquences sur le temps à leur disposition pour les études, le repos et les loisirs.

23. Une large partie des enfants togolais exécutent des services non rémunérés au sein du ménage (tâches ménagères). Ces services dépassent

les frontières de production établies par le système de comptabilité nationale (SNC) et sont donc généralement exclus des estimations publiées relatives au travail des enfants (voir l'Encadré 4 sur la terminologie utilisée). Plus de quatre enfants sur cinq de 6 à 14 ans effectuaient régulièrement des tâches ménagères au cours de l'année de référence 2010. La proportion de filles effectuant des tâches ménagères est supérieure à celle des garçons et ignorer cette forme de travail introduirait des biais dans les estimations sur l'incidence du travail « en faveur » des garçons (Figure 4). La participation aux tâches domestiques est plus répandue parmi les enfants vivant en milieu rural par rapport à ceux vivant en milieu urbain (résultat pas présenté). Ce résultat est probablement attribuable à la meilleure couverture et à la proximité des services de base en milieu urbain, ce qui réduit la nécessité de demander aux enfants d'exécuter certaines typologies de tâches.

Encadré 6. Tâches ménagères et travail des enfants à abolir

La participation des enfants aux tâches ménagères est également un élément important dans le débat sur les activités des enfants.

Si les garçons occupés économiquement sont plus nombreux que les filles, la situation est renversée quand il s'agit des tâches ménagères. Les implications en termes d'égalité entre les garçons et les filles de ces différents modèles utilisés pour mesurer le travail des enfants sont claires – en n'incluant pas les tâches ménagères dans l'examen du travail des enfants, on sous-évalue la participation des filles au travail des enfants par rapport à celle des garçons.

Mais alors, comment peut-on mesurer le travail des enfants dans les tâches ménagères ? Force est de constater que, malheureusement, aucun critère de mesure clair n'a encore été établi. La résolution sur la mesure du travail des enfants qui ressort de la dix-huitième Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) recommande que l'on considère les tâches ménagères comme un travail des enfants aux fins de mesure, et, conformément à la recommandation no. 190 de l'OIT, elle cite les tâches ménagères effectuées *a)* pendant de longues heures, *b)* dans un environnement insalubre, impliquant l'utilisation d'équipements peu sûrs ou le transport de charges lourdes, *c)* dans des lieux dangereux, etc. comme étant des critères généraux de danger.

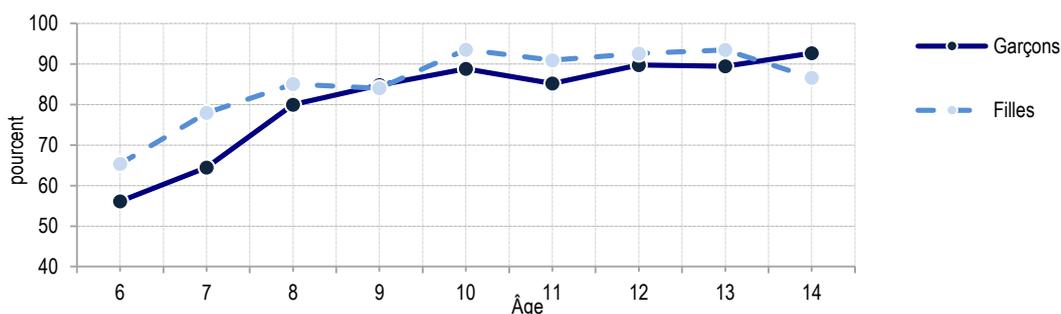
Cela étant dit, la résolution ne fournit aucune directive spécifique concernant, par exemple, la définition de «longues heures» aux fins de mesure ; elle se limite à préciser qu'il s'agit là d'un domaine dans lequel d'autres progrès doivent être faits tant du point de vue du concept que de la méthode.

Certaines statistiques publiées sur le travail des enfants appliquent un seuil temporel de 28 heures, au-delà duquel les tâches ménagères sont classées dans la catégorie du travail des enfants. Mais ce seuil, bien qu'utile pour permettre l'insertion des tâches ménagères dans les définitions statistiques du travail des enfants, est fondé sur l'idée de base que les tâches ménagères interfèrent avec la scolarité et ne constitue pas une norme de mesure approuvée.

A l'autre extrême, le fait de considérer comme des enfants travailleurs tous les enfants qui passent au moins une partie de leur temps à accomplir des tâches ménagères serait clairement trop exhaustif, dans la mesure où le fait d'aider à la maison pendant une partie limitée de son temps est considéré dans la plupart des sociétés comme normal et bénéfique à l'apprentissage de l'enfant.

Source : Programme UCW, 2010. Tous unis dans la lutte contre le travail des enfants : Rapport inter-agences en vue de la conférence mondiale sur le travail des enfants de la Haye de 2010 – Programme UCW, Genève, 2010

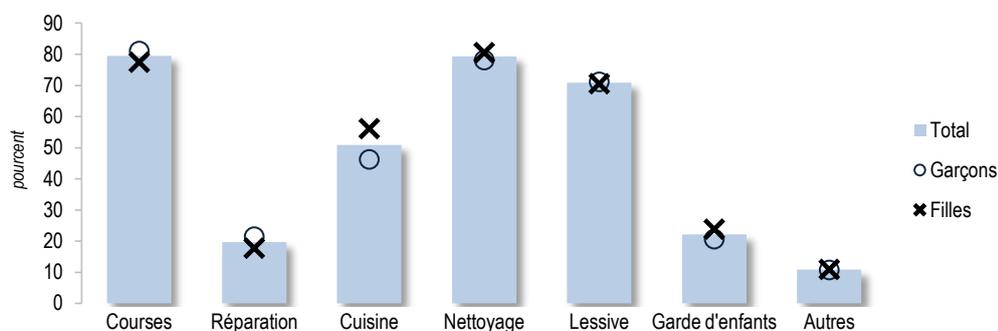
Figure 4. Participation aux tâches ménagères, par genre et par âge



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

24. Faire des courses, nettoyer, faire la lessive et cuisiner sont les formes les plus courantes de tâches ménagères effectuées par les enfants (Figure 5). Les garçons qui effectuent les tâches ménagères sont plus souvent impliqués dans des activités de réparation et les filles sont plus souvent responsables de cuisiner, mais généralement il est surprenant de constater que les différences entre filles et garçons dans les typologies de tâches au sein du ménage sont assez limitées. Les typologies de tâches reportées dans la Figure 5 ne sont pas mutuellement exclusives - en effet, la plupart (69%) des enfants qui participent aux tâches ménagères sont responsables d'effectuer plusieurs tâches au sein du ménage.

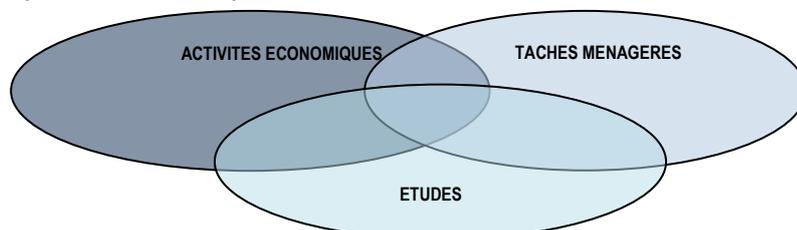
Figure 5. Typologie de tâches ménagères effectuées par les enfants, groupe d'âge de 6 à 14 ans, par genre



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

25. Prendre en considération les travaux domestiques ajoute un degré de complexité à l'analyse de l'allocation du temps des enfants. Comme illustré dans la Figure 6, les enfants peuvent combiner les tâches ménagères avec la participation à l'école et/ou au marché du travail. Cette vision plus complexe - mais également plus complète - des activités des enfants est décrite dans la Figure 7.

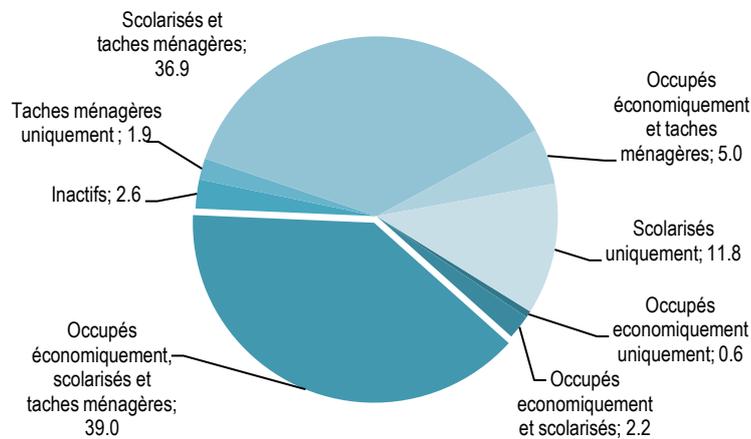
Figure 6. Allocation du temps des enfants



26. L'un des faits marquants qui émerge en analysant les activités des enfants d'une manière complète est la proportion importante d'enfants qui sont occupés économiquement, participent aux tâches ménagères et fréquentent l'école. 39% des enfants font face au triple engagement du travail, des tâches ménagères et de l'école, ce qui engendre évidemment des conséquences négatives sur le temps et l'énergie consacrée aux études et sur leur capacité à exercer leur droit au repos et au loisir. Près de 37% des enfants accomplissent des tâches ménagères tout en fréquentant l'école. Seulement 12% des enfants fréquentent l'école sans responsabilités liées aux activités économiques ou ménagères. Moins de 3% des enfants togolais restent totalement inactifs, c'est-à-dire qu'ils ne sont concernés ni par l'école ni par une forme de travail. Les différences dans le statut d'activité par rapport au genre ne sont pas larges ; pour les deux sexes, le groupe qui cumule les trois activités (travail, tâches ménagères et école) compte le plus grand nombre d'enfants.

Figure 7. Statut d'activité des enfants de 6 à 14 ans, tâches ménagères comprises, par genre

(a) Total



(b) Garçons

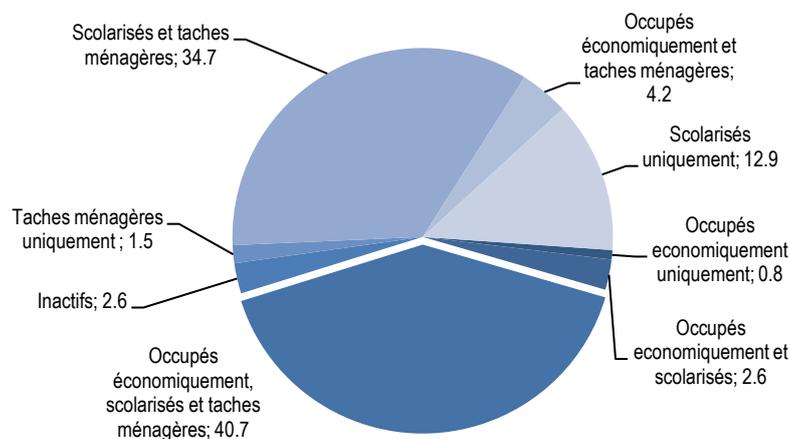
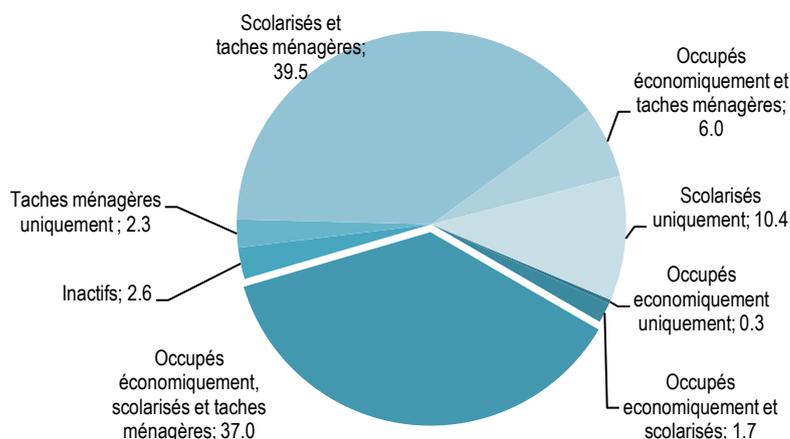


Figure 7. Statut d'activité des enfants de 6 à 14 ans, tâches ménagères comprises, par genre

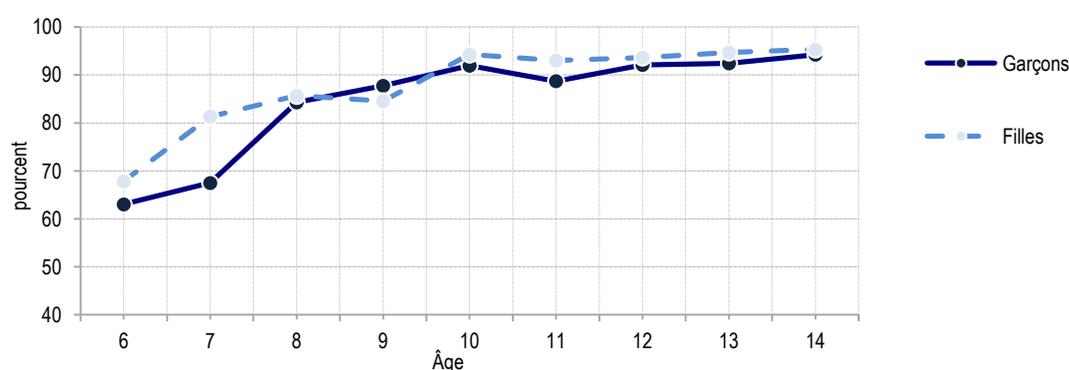
(c) Filles



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

27. La participation des enfants aux activités économiques et aux travaux domestiques doivent être combinés afin d'avoir une mesure totale de la participation des enfants au travail. Développer cette mesure combinée toutefois n'est pas simple, étant donné que cela nécessite de décider comment pondérer le temps passé à exercer des tâches ménagères par rapport au temps passé à exercer une activité économique. Le débat sur cela reste ouvert, et il est nécessaire de mieux comprendre si le travail domestique a les mêmes implications sur le bien-être des enfants que l'activité économique (voir Encadré 6).

Figure 8. Participation totale des enfants au travail, mesure combinée (activités économiques et travaux domestiques), par âge et genre



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

28. Si on utilise une mesure combinée de travail, on constate que la participation au travail des enfants togolais âgés de 6 à 14 ans augmente à 86%, ce qui correspond à plus de 1,3 millions d'enfants. Cette mesure combine la participation des enfants aux activités économiques et non économiques telle que définie dans le questionnaire de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants au Togo de 2010, c'est à dire les enfants ayant passé au moins une heure exerçant une activité économique ou ayant participé aux

tâches ménagères la semaine qui a précédé l'enquête. En utilisant cette mesure combinée, la participation des filles au travail est supérieure à celle des garçons pour presque toutes les tranches d'âges (Figure 8). Cela met en évidence encore une fois que mesurer le travail des enfants uniquement à travers leur participation aux activités économiques sous-estime l'implication des filles au travail par rapport aux garçons.

3.3 Enfants orphelins

RÉSUMÉ

- La condition d'orphelin est très répandue au Togo, et touche environ 11% des enfants âgés de 6 à 14 ans.
- Les enfants orphelins sont plus vulnérables à la participation aux activités économiques et à la marginalisation scolaire.

29. La condition d'orphelin est très répandue au Togo, en partie à cause de l'épidémie du VIH/SIDA.¹⁵ Les estimations dérivant du *Questionnaire Des indicateurs Base Du Bien-Etre (QUIBB) 2011*¹⁶ du Togo indiquent que presque 174 000 enfants togolais âgés de 6 à 14 ans sont orphelins de mère¹⁷, de père¹⁸ ou double orphelins¹⁹, soit 11% des enfants de ce groupe d'âge (Tableau 5). Presque 8% des enfants ont perdu leur père, 3% ont perdu leur mère et 1% ont perdu les deux parents. Un nombre plus important d'enfants, 228 00, soit 15% des enfants de 6 à 14 ans, vivent dans un foyer d'accueil. Le placement des enfants en foyer d'accueil fait référence aux situations dans lesquelles les parents sont vivants mais l'enfant est placé dans un autre ménage. Les effets de la condition d'orphelin et du placement des enfants sur la participation aux activités économiques et scolaires doivent ainsi faire objet d'une attention politique particulière.

Tableau 5. Statut parental, enfants âgés de 6 à 14 ans, par genre

Statut parental	Garçons		Filles		Total	
	No.	%	No.	%	No.	%
Orphelin de père	60 093	7.5	59 032	7.7	119 125	7.6
Orphelin de mère	21 167	2.7	18 333	2.4	39 499	2.5
Double orphelin	7 421	0.9	8 391	1.1	15 812	1.0
Non orphelin	610 544	88.9	551 009	88.8	1 161 552	88.8
Dont : Enfants placés	98 476	12.3	129 259	16.9	227 735	14.6

Source: Estimations du programme UCW à partir du Questionnaire Des indicateurs Base Du Bien-Etre (QUIBB) 2011

30. Les enfants orphelins sont plus vulnérables à la participation aux activités économiques. Le taux de participation aux activités économiques est 6 points de pourcentage supérieur pour les enfants qui ont perdu un ou les deux parents par rapport aux enfants qui ne sont pas orphelins (51% contre

¹⁵ Il y avait 66 000 enfants de moins de 18 ans ayant perdu un ou les deux parents à cause du SIDA dans l'année de référence 2009. Source: UNAIDS, Report on the Global AIDS Epidemic, 2010.

¹⁶ Les estimations sur la condition d'orphelin sont basées sur l'enquête du Togo QUIBB 2011, étant donné que l'Enquête sur le Travail des Enfants ne permet pas d'identifier le statut d'orphelin des enfants.

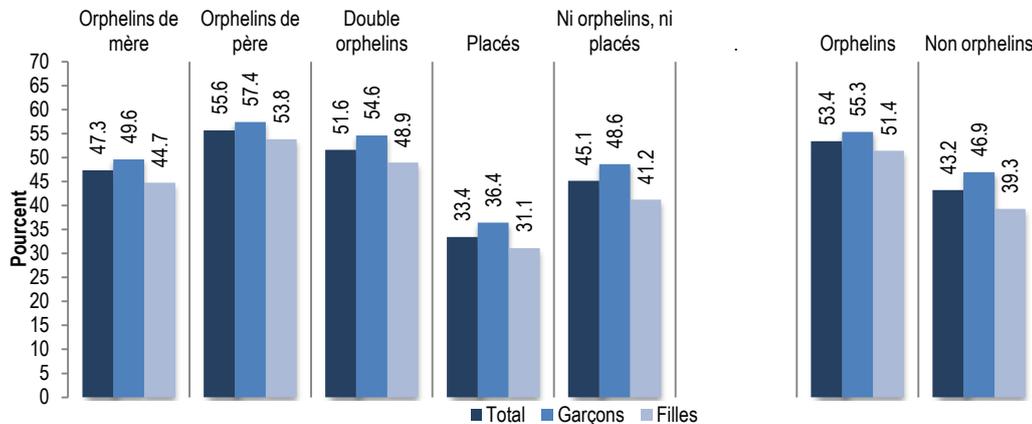
¹⁷ Mère décédée.

¹⁸ Père décédé.

¹⁹ Les deux parents décédés.

45%) (Figure 9). Les garçons orphelins semblent particulièrement exposés à ce risque : leur participation aux activités économiques est de 4 points de pourcentage supérieure par rapport aux filles orphelines, et presque 8 points de pourcentage supérieure par rapport aux non orphelins. Les données présentées peuvent toutefois sous-estimer la vulnérabilité des enfants orphelins au phénomène du travail des enfants, en effet le *Questionnaire Des indicateurs Base Du Bien-Etre* ne collecte pas les informations sur les enfants de la rue ou sur les pires formes de travail des enfants, qui affectent notamment les orphelins les plus défavorisés.

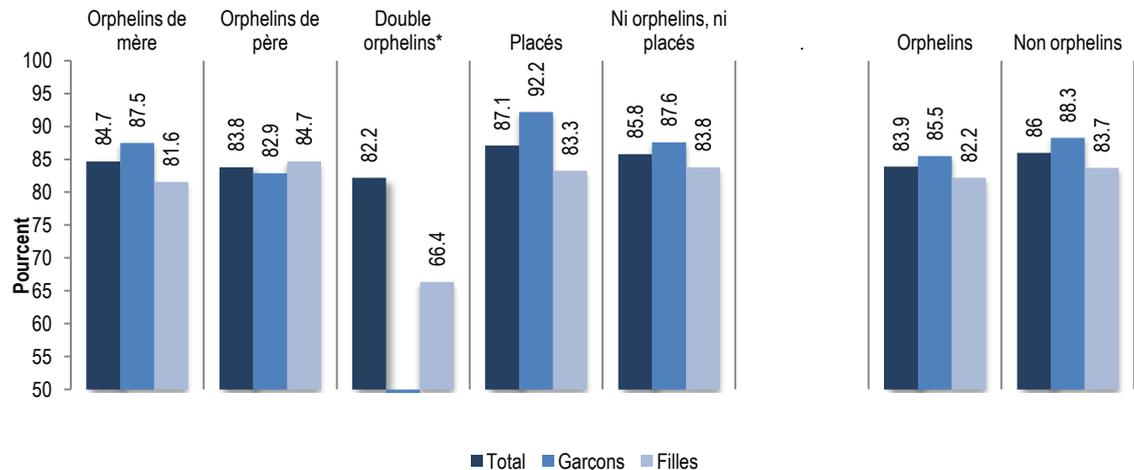
Figure 9. Enfants occupés économiquement, groupe d'âge de 6 à 14 ans, par statut parental et genre



Source: Estimations du programme UCW à partir du Questionnaire Des indicateurs Base Du Bien-Etre (QUIBB) 2011

31. Les enfants orphelins sont également moins susceptibles d'être scolarisés. Les différences entre orphelins et non orphelins sont toutefois peu prononcées – le taux de fréquentation scolaire des enfants orphelins est environ 2 point de pourcentage inférieur à celui des enfants non orphelins. Les plus défavorisées en terme de scolarisation sont les filles qui ont perdu les deux parents – le taux de scolarisation de ce groupe de fille est 18 points inférieure à celui des filles non orphelines. Les enfants placés, à différence des orphelins, ne semblent pas défavorisés dans leur scolarisation. Leur taux de scolarisation est équivalent à celui des enfants qui ne sont ni orphelins ni placés.

Figure 10. Enfants scolarisés, groupe d'âge de 6 à 14 ans, par statut parental et genre



Note : * La pourcentage des garçons scolarisés y qui sont double orphelins n'est pas disponible en raison du nombre limité d'observations.
Source: Estimations du programme UCW à partir du Questionnaire Des indicateurs Base Du Bien-Etre (QUIBB) 2011

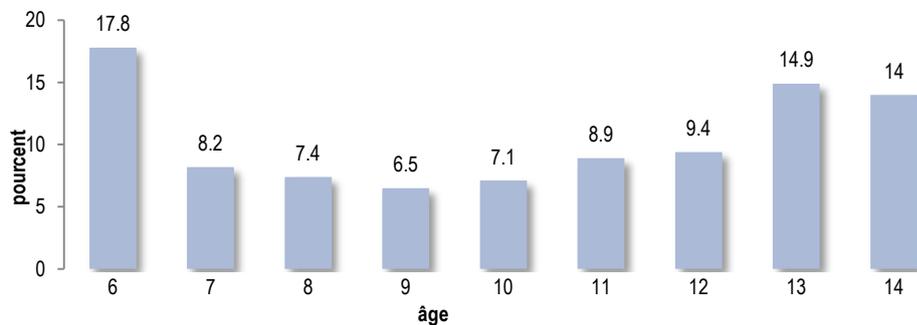
3.4 Enfants non scolarisés

RÉSUMÉ

- Il y a un nombre important d'enfants non scolarisés au Togo, en partie à cause des exigences du travail.
- La plupart des enfants non scolarisés souffrent de ce que l'UNESCO définit comme "pauvreté éducationnelle", c'est à dire, ils possèdent moins de quatre ans d'éducation, et auraient besoin d'accéder aux opportunités d'apprentissage alternatives.

32. Les enfants non scolarisés constituent une autre importante priorité politique au Togo. Environ 151 000 enfants âgés de 6 à 14 ans, soit 10% de ce groupe d'âge, étaient non scolarisés en 2010. Une partie de ces enfants sont susceptibles d'intégrer le système scolaire tardivement. Toutefois même restreignant l'analyse aux enfants âgés de 9 à 14 ans, et donc excluant les enfants les plus jeunes qui sont les plus susceptibles d'ingérer le système scolaire, on compte 91 000 enfants non scolarisés en 2010, soit 9,7% des enfants dans le groupe d'âge de 9 à 14 ans. Qu'est-ce que ces enfants non scolarisés font ? Comme discuté ci-dessous, la plupart sont impliqués dans les travaux domestiques, dans les activités productives ou dans les deux activités.

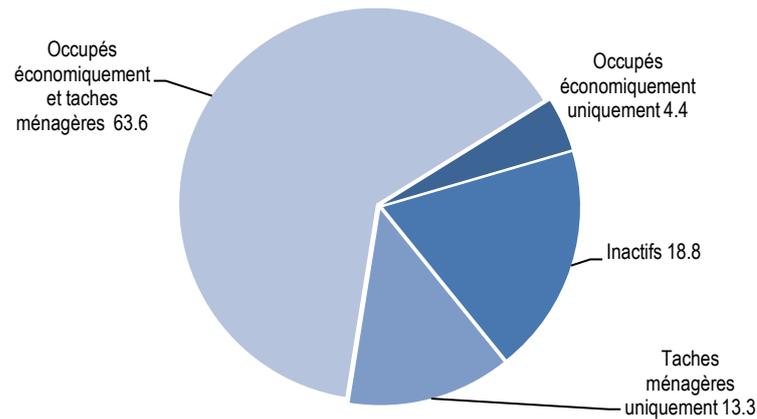
Figure 11. Enfants non scolarisés, par âge



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

33. 81% des enfants non scolarisés appartenant au groupe d'âge de 9 à 14 ans sont occupés dans des activités productives. De manière plus spécifique, environ 4% des enfants non scolarisés de ce groupe d'âge sont exclusivement occupés dans des activités économiques, 13% sont exclusivement impliqués dans l'exécution des tâches ménagères et 64% cumulent les deux activités (Figure 12). Environ 19% des enfants non scolarisés ne sont impliqués dans aucune forme de travail. Ces données mettent en évidence le lien étroit entre l'abolition du travail des enfants et la promotion de l'éducation. En termes d'implication politique, comme discuté plus largement dans la suite de ce rapport, comprendre l'interaction entre le travail des enfants et la scolarisation des enfants est crucial pour parvenir à promouvoir l'Éducation pour Tous et abolir le travail des enfants.

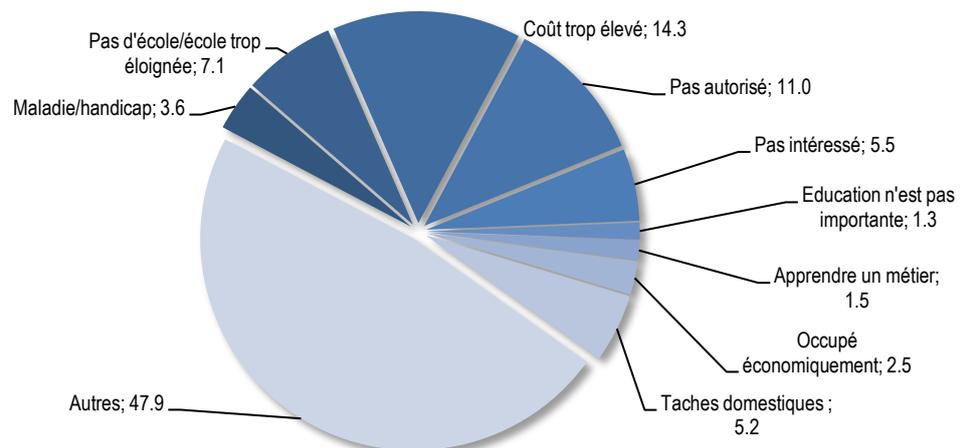
Figure 12. Statut d'activité des enfants non scolarisés, groupe d'âge de 9 à 14 ans



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

34. Mais les exigences de l'emploi ne sont pas les seuls déterminants de l'absence des enfants de l'école. Parmi les enfants qui n'ont jamais fréquenté l'école,²⁰ par exemple, les exigences liées au travail ou aux tâches ménagères sont citées comme la principale raison de non scolarisation uniquement par 8% des enfants. Les facteurs liés à l'offre scolaire, et notamment l'accès à l'école et les coûts de la scolarisation, étaient beaucoup plus importants pour expliquer la non scolarisation et étaient cités par le 21% des répondants. L'attitude à l'égard de la scolarisation est un autre facteur important. Environ 18% des répondants ont indiqué ne pas être scolarisés parce qu'ils jugent cela peu important ou pas intéressant, ou parce que ils n'étaient pas autorisés par leurs parents (Figure 13).

Figure 13. Raisons évoquées pour expliquer la non scolarisation des enfants de 9 à 14 ans



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

35. Assurer un accès aux opportunités d'apprentissage alternatives aux enfants non scolarisés est important pour leur assurer l'acquisition des compétences et connaissances nécessaires dans leur vie professionnelle

²⁰ Dans l'Enquête sur le Travail des Enfants au Togo des questions relatives au fait de ne pas fréquenter l'école sont demandé uniquement aux enfants qui n'ont jamais été scolarisés.

adulte. Le Tableau 6 analyse dans les détails les besoins d'éducation alternative pour les enfants de 9 à 14 ans ²¹ (les besoins d'éducation alternative pour les enfants plus âgés et les jeunes adultes sont analysés dans le Chapitre 4 de ce rapport). Les données suggèrent que les besoins en éducation alternative sont considérables : environ 75 000, soit 82% des enfants non scolarisés de 9 à 14 ans, souffrent de ce que l'UNESCO définit comme "pauvreté éducationnelle", c'est à dire, ils possèdent moins de quatre ans d'éducation, ce qui est considéré comme le niveau minimum nécessaire pour acquérir les compétences d'alphabétisation de base. Au sein de ce groupe, 67 000 enfants souffrent d'une "extrême pauvreté éducationnelle", c'est-à-dire ils possèdent moins de deux ans d'éducation. L'indicateur de pauvreté éducationnelle est toutefois susceptible de sous-estimer les besoins réel d'éducation alternative, étant donné que l'alphabétisation de base ne représente pas à elle-même un indicateur adéquat et complète des compétences de base nécessaire pour entrer avec succès sur le marché du travail.

Tableau 6. **Enfants non scolarisés (ENS) de 8 à 14 ans avec moins de 2 et 4 ans d'éducation**

Age	Extrême pauvreté éducationnelle (ENS avec < 2 ans d'éducation)		Pauvreté éducationnelle (ENS < 4 ans d'éducation)		Total ENS
	No.	% des ENS totaux	No.	% des ENS totaux	
9	9 567	84.4	11 018	97.2	11 337
10	13 400	90.8	14 017	95.0	14 761
11	7 775	85.7	8 415	92.7	9 075
12	14 815	80.8	15 546	84.8	18 328
13	10 697	55.0	12 564	64.5	19 465
14	10 780	59.7	13 225	73.2	18 056
Total 9-14	67 034	73.6	74 785	82.2	91 022

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

3.5 Nature du travail des enfants

RÉSUMÉ

- Le travail des enfants est majoritairement concentré dans le secteur agricole et au sein de l'unité familiale
- Des conditions de travail dangereuses pour les enfants sont répandues de façon alarmante au Togo

36. Afin de comprendre la nature du travail des enfants et de localiser les enfants travailleurs dans l'économie, il est nécessaire d'obtenir des informations sur les diverses caractéristiques du travail des enfants. Cette section expose, à l'aide d'analyses descriptives, un nombre important de caractéristiques de l'emploi. Dans le but de fournir une image détaillée de la localisation des enfants dans l'économie, une répartition par secteur d'activité pour les enfants travailleurs est effectuée.²² Une décomposition par statut d'activité a également été effectuée afin de mieux comprendre comment le travail des enfants est réalisé. Le nombre moyen d'heures de travail, qui représente un indicateur indirect des conséquences du travail des enfants sur

²¹ Encore une fois les enfants plus jeunes, de 6 à 9 ans, sont exclus de ces considérations étant donné qu'ils sont susceptibles d'entrer tardivement dans le système scolaire, comme discuté précédemment.

²² Basée sur les normes de Classification Internationale Industrielle de toutes les activités économiques (International Standard Industrial Classification of All Economic Activities (ISIC Rev. 3))

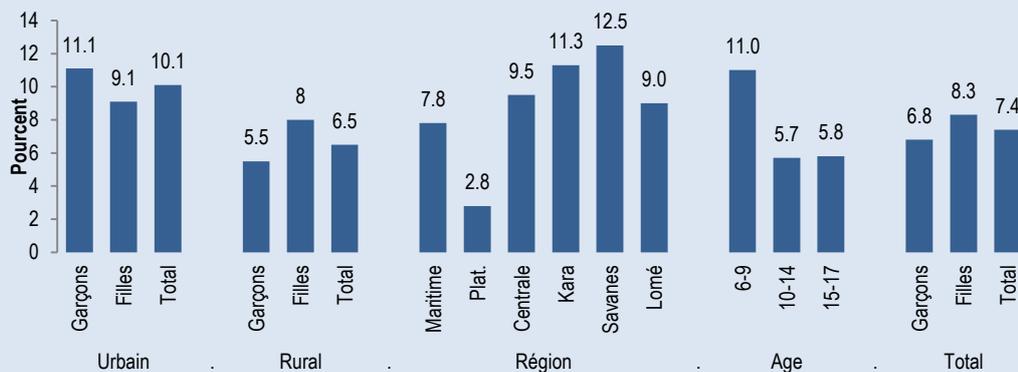
l'éducation et la santé, est également reporté. L'exposition des enfants à des conditions de travail dangereuses est présentée, en utilisant les informations de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants.

Encadré 7. Les enfants travailleurs domestiques

Environ 7% des enfants togolais de 6 à 17 ans, soit 69 000 enfants en nombre absolu, sont employés comme travailleurs domestiques selon les estimations de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants de 2010 (Figure A). Toutefois le nombre réel d'enfants travailleurs domestiques pourrait être plus élevé, étant donné que l'enquête ENTE 2010 n'est pas été en mesure d'identifier complètement cette forme de travail caché. Le phénomène des enfants travailleurs domestiques représente une problématique importante, étant donné qu'il se pratique dans des maisons privées, à l'abri de la vue publique et échappe aux inspections. Les enfants impliqués sont donc particulièrement vulnérables à l'exploitation. À la lumière de la Convention n° 189 de l'OIT concernant le travail décent pour le travailleuses et travailleurs domestiques, par le biais de l'Ordre No. 1464/MTEFP/DGTLIS du 12 Novembre 2007 (Ordre No. 1464), le travail domestique des enfants est considéré comme travail dangereux et est interdit aux enfants d'âge inférieur de 18 ans.

Selon l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants au Togo, le travail domestique touche les enfants tant en milieu urbain que rural, mais est plus répandu en milieu urbain. Bien que souvent considéré comme une forme de travail qui touche surtout les filles, l'ENTE indique qu'il y a plus de garçons que de filles exerçant des travaux domestiques en milieu urbain. Cette tendance est renversée en milieu rural. Le pourcentage d'enfants travailleurs domestiques varie considérablement parmi les régions, de moins de 3% dans la région des Plateaux à plus de 11% dans la Kara et presque 13% dans la région de Savanes. Les enfants travailleurs domestiques togolais sont souvent très jeunes- en effet les enfants d'âge inférieure à 10 ans constituent presque la moitié (46%) des enfants travailleurs domestiques âgés de 6 à 17 ans. En terme absolu, il y a 32 000 enfants de 6 à 9 ans sur les 69 000 enfants travailleurs domestiques.

Figure A. Participation aux travaux domestiques, par genre, milieu de résidence, région et âge



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

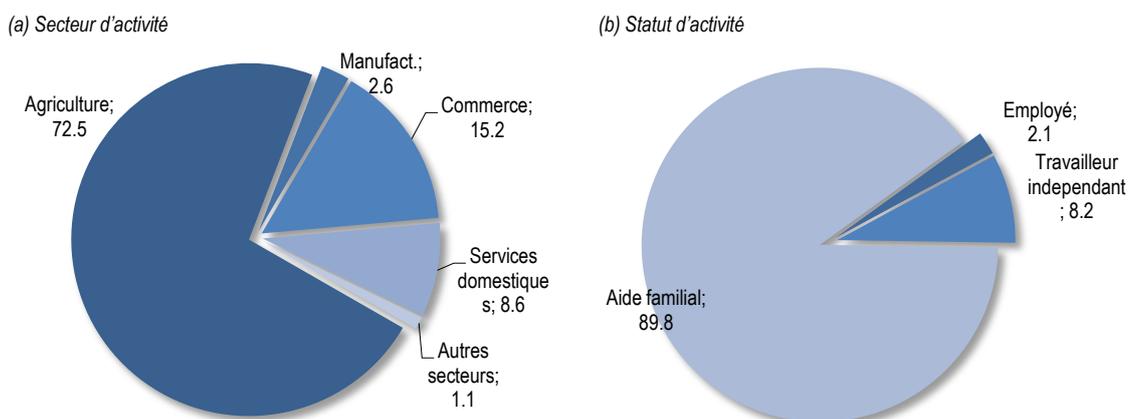
Les filières et mécanismes de recrutement des enfants travailleurs domestiques sont complexes, souvent même difficiles à démêler dans leur interconnexions. Les enfants travailleurs domestiques trouvent du travail avec l'intervention au moins d'un de leurs parents ou tuteurs. Les familles pourvoyeuses, par des informations obtenues souvent de porte en porte ou « de bouche à oreille », identifient de façon informelle des familles ou des individus qui cherchent des enfants pouvant être à leur service à domicile. Une fois ces familles identifiées, une brève « investigation » permet de se renseigner sur leur moralité. Les résultats de cette enquête étant toujours positifs, le contact est noué et un contrat oral tacite portant sur le salaire et le mode de versement est établi. Dès cet instant, l'enfant pourrait être livré à la famille requérante sans autres formalités. Les enfants travailleurs sont sans qualification particulière. Les tâches à eux confiées sont diverses : assistance lors de la préparation des repas, vaisselle, entretien de la maison, garde d'enfants, garde de la maison, lessive, et les corvées d'eau.^(a). D'autres informations soulignent les conditions difficiles des enfants togolais travailleurs domestiques. Leurs conditions de travail sont des plus précaires. Au départ, rien n'a été précisé à l'enfant relativement à la nature des tâches ni aux modalités de leur exécution. L'analyse rapide conduite par le IPEC/Togo (2012) révèle que les enfants travailleurs domestiques sont souvent occupés puisqu'ils travaillent pour la plupart plus de 12 heures par jour ^(a). Une communication de la

Confédération Syndicale Internationale (CSI) signale des conditions dangereuses et/ou similaires au travail forcé dans lesquelles se trouvent beaucoup d'enfants travailleurs domestiques^(b). Selon les allégations de la CIS, les enfants travailleurs domestiques n'ont souvent pas de jour de repos et reçoivent une rémunération minimale ou nulle. Ils sont victimes de violences physiques et verbales et d'abus sexuels, et n'ont souvent aucune opportunité d'éducation.

Note : (a) Programme International pour l'Abolition du travail des enfants IPEC/Togo (2012), Analyse rapide du travail domestique des enfants au Togo, Bureau International du Travail ; (b) Communication de la Confédération Syndicale Internationale, comme citée dans le rapport de la 100^e conférence internationale du travail « 2011 Report of the Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations (articles 19, 22 and 35 of the Constitution). Report III (Part 1A) General Report and observations concerning particular countries, International Labour Office, Geneva. »

37. L'agriculture est le secteur qui emploie le plus grand nombre d'enfants au Togo. 72% des enfants de 6 à 14 ans occupés économiquement en 2010 y sont affectés, suivi du commerce (15%), des services domestiques (9%) et de la manufacture (3%) (Figure 14). Les enfants travaillant dans les services domestiques sont discutés plus en détail dans l'Encadré 7. La presque totalité des enfants occupés économiquement (90%) travaillent en qualité d'aide familial non rémunéré (Figure 14). Les autres enfants occupés économiquement sont pour la plupart des travailleurs indépendants (8%). Très peu d'enfants économiquement actifs sont des salariés auprès des structures formelles (2%). La faible proportion d'enfants travailleurs possédant un emploi rémunéré dans le secteur formel est significative puisque seuls ces enfants sont normalement perçus par les régimes d'inspection du travail. Les capacités d'inspection sont cependant faibles et les inspections systématiques se révèlent incapables de couvrir même l'ensemble des entités du secteur formel.

Figure 14. Secteur et statut d'activité des enfants de 6 à 14 ans occupés économiquement (pourcenta)



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau 7. Secteur et statut d'activité des enfants de 6 à 14 ans occupés économiquement

		Statut d'activité			Total
		Employé	Travailleur indépendant	Aide familiale	
Secteur d'activité	Agriculture	0.6	5.7	93.7	100
	Manufacture	11.0	31.9	57.1	100
	Commerce	2.8	18.8	78.4	100
	Services domestiques	1.8	0.4	97.7	100
	Autres secteurs	27.2	24.7	48.1	100

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

38. Le statut d'activité varie quelque peu par rapport au secteur d'activité. Comme exposé dans le Tableau 8, les enfants occupés dans le secteur de l'agriculture et dans les services domestiques ont presque dans leur totalité un

statut d'aide familial. Les enfants travailleurs indépendants se situent surtout dans les secteurs du commerce et de la manufacture, mais le statut d'aide familial est toujours prédominant également dans ces deux secteurs.

39. La nature du travail des enfants semble dépendre énormément de leur lieu de résidence. Il n'est pas surprenant de constater que le secteur agricole est prédominant en milieu rural, les secteurs de l'agriculture et du commerce sont tous les deux importants en milieu urbain. Le travail des enfants dans les services domestiques est plus répandu dans le milieu urbain, mais il est présent également en milieu rural. Environ 12% des enfants occupés en milieu urbain se situent dans le secteur des services domestiques contre 8% des enfants en milieu rural (voir Encadré 7). Les statuts d'employé salarié et celui de travailleur indépendant sont plus répandus en milieu urbain, mais le statut d'aide familial reste prédominant tant en milieu rural que urbain.

Tableau 8. Secteur et statut d'activité des enfants de 6 à 14 ans occupés économiquement, par milieu de résidence et genre

Secteur et statut		Résidence		Genre	
		Urbain	Rural	Garçons	Filles
Secteur d'activité	Agriculture	38.0	81.1	78.5	64.6
	Manufacture	4.5	2.2	3.6	1.4
	Commerce	43.6	8	8.7	23.5
	Services domestiques	12.7	7.6	7.8	9.7
	Autres	1.2	1.1	1.4	0.9
	Total	100	100	100	100
Statut d'activité	Employé	5.1	1.3	1.8	2.5
	Travailleur indépendant	15.5	6.1	8.2	8.1
	Aide familial	79.4	92.7	90	89.4
	Total	100	100	100	100

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

40. La dimension du genre semble jouer un rôle important dans la composition sectorielle des activités économiques des enfants. Les filles occupées économiquement sont beaucoup plus susceptibles d'être impliquées dans les activités du commerce que les garçons (24% contre 9%), mais légèrement moins susceptibles d'être impliquées dans les activités agricoles (65% contre 79%). Ce dernier secteur reste tout de même prédominant tant pour les filles que pour les garçons. La présence des garçons prédomine dans le secteur de la manufacture (4% contre 1%). Il y a des différences mineures dans le statut d'activité par rapport au genre ; pour les deux sexes le statut d'aide familiale est prédominant.

Encadré 8.

L'importance relative de la production des enfants

La question de l'importance de la production des enfants dans le cadre de l'économie togolaise dans son ensemble n'est pas discutée dans le texte principal de ce rapport. Une façon pour aborder cette question est d'analyser le pourcentage d'enfants sur l'emploi total. Le tableau A, qui reporte la composition de la force de travail par tranche d'âge, indique que les enfants jouent un rôle économique très important. Les enfants âgés de 6 à 14 ans représentent presque un quart (24%) de l'emploi total. Le travail des enfants est relativement plus important dans le secteur agricole, où les enfants représentent environ 30% de l'emploi total.

Tableau A. Importance relative des enfants sur l'emploi total, par secteur d'activité

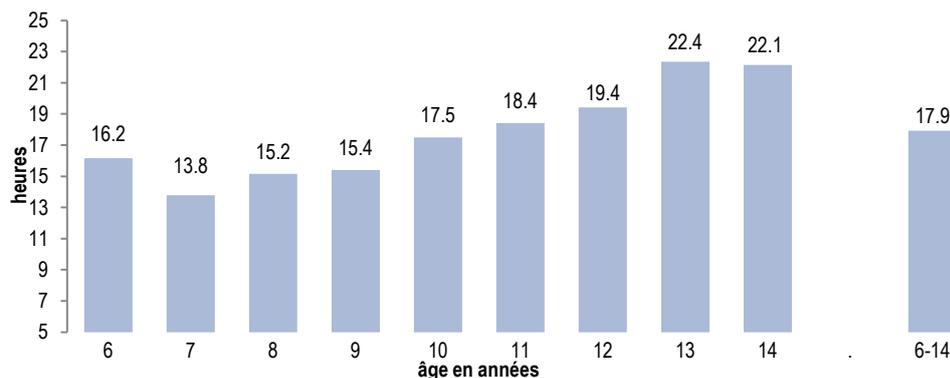
	% des travailleurs totaux			Total
	Enfants âgés de 6 à 14 ans	Jeunes âgés de 15 à 24 ans	Adultes âgés de 25 à 64 ans	
Agriculture	30.3	21.3	48.4	100
Manufacture	17.0	30.4	52.6	100
Commerce	18.3	22.4	59.3	100
Services*	9.8	23.7	66.5	100
Autre	14.1	24.9	61.1	100
Total	23.5	22.7	53.8	100

*Le secteur "services" inclue les services domestiques

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

41. Le nombre d'heures travaillées fournit des indications sur la façon dont le travail affecte la santé et l'éducation. Les enfants de 6 à 14 ans consacraient en moyenne 18 heures par semaine à une activité économique dans l'année de référence 2010 (Figure 15). La durée du travail augmente avec l'âge, et atteint une moyenne de 22 heures par semaine pour les enfants âgés de 13 ans. Il n'y a pas une grande différence dans la durée du travail entre garçons et filles (17,8 heures contre 18 heures), ni entre les enfants en milieu urbain et rural (17,5 heures contre 18 heures)(Tableau 9). Il n'est pas surprenant de constater que les heures de travail sont négativement corrélées à la fréquentation scolaire : les enfants économiquement occupés non scolarisés consacrent en moyenne le double du temps au travail (31 heures) que les enfants scolarisés économiquement occupés (16 heures) (Tableau 9). En analysant ces statistiques il ne faut pas oublier qu'une proportion importante des enfants engagés dans une activité économique (94%) doivent aussi consacrer une partie non négligeable de leur temps à des activités ménagères, ce qui alourdi encore plus leur charge totale de travail.

Figure 15. Moyenne d'heures de travail par semaine, par âge



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

Tableau 9. Moyenne d'heures de travail par semaine, enfants de 6 à 14 ans, par statut d'activité, genre et résidence

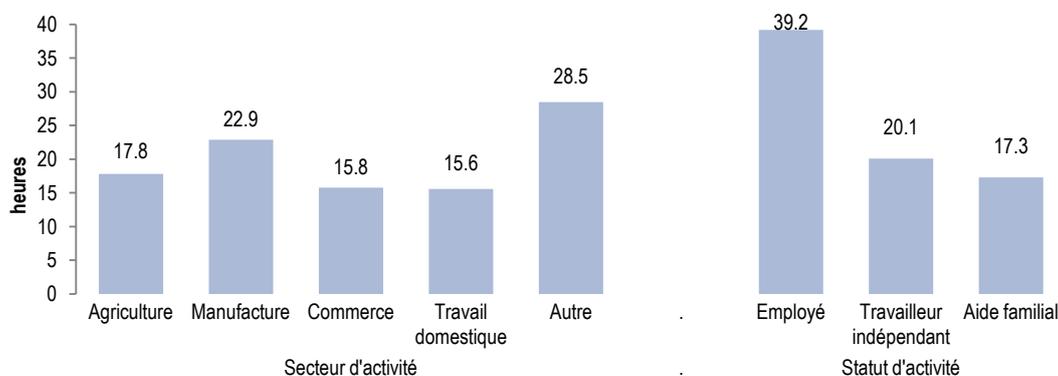
		Statut d'activité		
		Travail uniquement	Travail et études	Total ^(a)
Genre	Garçons	30.7	16.3	17.8
	Filles	31.0	15.9	18.0
Résidence	Urbain	36.1	15.9	17.5
	Rural	30.0	16.2	18.0
Total		30.9	16.1	17.9

Notes: (a) Cela fait référence à tous les enfants qui travaillent, sans prendre en compte leur scolarisation.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

42. Il y a d'importantes différences dans la durée du travail selon le statut d'activité. Les enfants ayant un statut d'employés salariés consacrent au travail chaque semaine en moyenne le double d'heures par rapport aux enfants travailleurs indépendants ou aides familiaux (Figure 16). Les différences parmi les secteurs d'activités dans les heures de travail hebdomadaires sont moindres – la durée du travail moyenne est supérieure dans le secteur de la manufacture (22,9 heures), suivi par l'agriculture (17,8 heures), le commerce (15,8 heures) et le travail domestique (15,6 heures). Les informations sur le travail domestique provenant de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants doivent toutefois être interprétées avec précaution, étant donné que les enquêtes nationales souvent sont des instruments inadéquats pour capturer pleinement cette forme cachée de travail des enfants.

Figure 16. Moyenne d'heures de travail par semaine, par secteur et statut d'activité

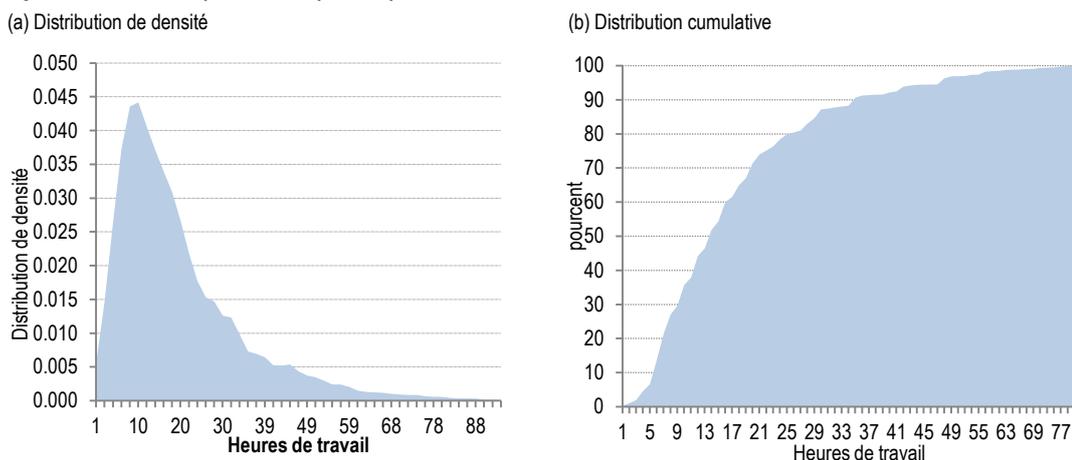


Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

43. Masqué par ces statistiques agrégées, un important sous-groupe d'enfants effectue des heures extrêmement longues de travail. Ceci est illustré dans la Figure 17 qui représente la distribution de densité et la distribution cumulative des enfants travailleurs par heures de travail. La distribution des enfants travailleurs par heure de travail indique que bien que la plus part des enfants soient concentrés autour de 12 heures par semaines, il y a cependant une proportion importante d'enfants dans l'extrémité de la distribution effectuant des heures de travail exceptionnellement longues. De façon similaire, la distribution cumulative des enfants par heure de travail indique que plus de 30% des enfants économiquement actifs effectuent au moins 20 heures de travail par semaine, et 15%, c'est-à-dire 80 000 en nombre absolu, effectuent plus de 30 heures par semaine. Ces enfants font partie des plus désavantagés puisque les exigences imposées par leur travail leur empêchent d'exercer leur droits à fréquenter l'école, étudier, pratiquer des loisirs et se reposer. Par ailleurs, une exposition prolongée aux risques de leur

lieu de travail accroît la probabilité que ces enfants contractent des maladies et des blessures liées au travail.

Figure 17. Enfants occupés économiquement par heures de travail

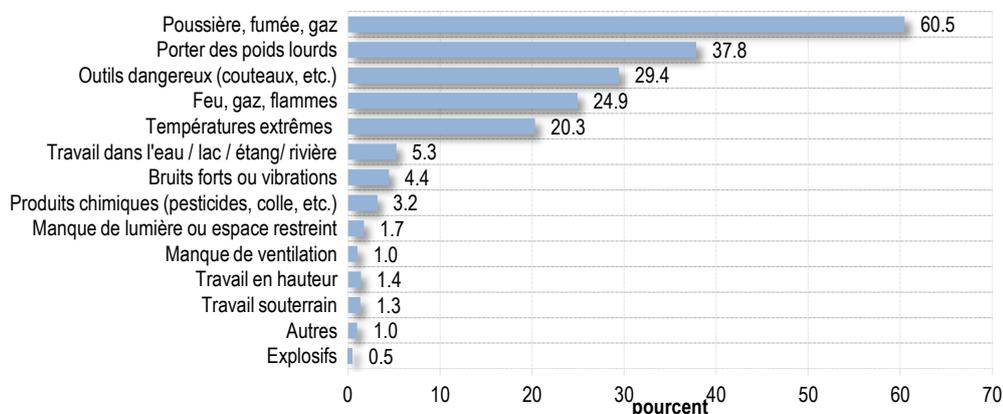


Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

4.4. Il est alarmant de constater que des conditions de travail dangereuses sont très répandues dans les milieux de travail où se trouvent les enfants.

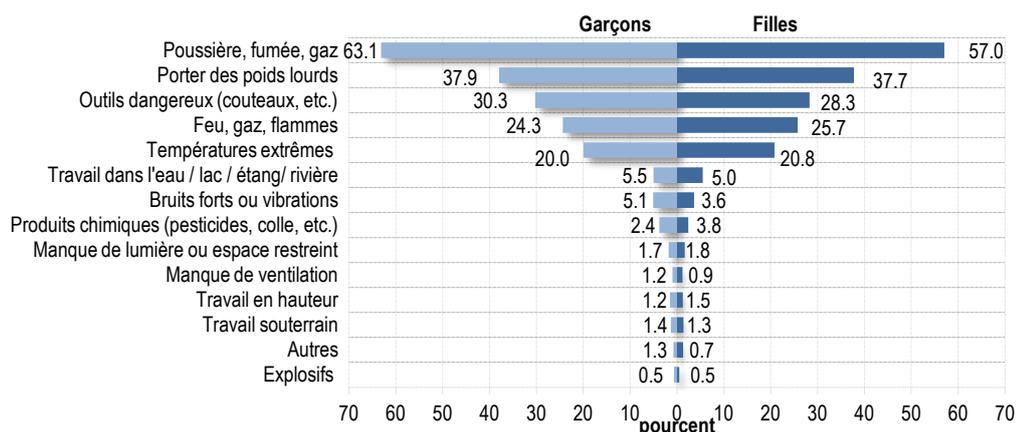
L'exposition aux conditions dangereuses est l'un des facteurs les plus importants qui détermine les conséquences du travail sur la santé et la sécurité des enfants. En total, 580 000 enfants âgés entre 6 et 14 ans, soit 83% des enfants occupés économiquement, ont été exposés au moins à une des conditions dangereuses reportées dans la Figure 18. Les conditions hygiéniques malsaines (poussière, fumé, vapeur et gaz), l'utilisation d'outils dangereux, les températures extrêmes sont parmi les conditions de travail dangereuses auxquelles sont plus fréquemment exposés les enfants. Comme reporté dans la Figure 19, il n'y a pas de larges différences entre garçons et filles dans l'exposition aux conditions dangereuses sur le lieu de travail.

Figure 18. Risques et dangers auxquels sont exposé les enfants occupés économiquement, 6 à 14 ans (% d'enfants occupés économiquement)



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Figure 19. Risques et dangers auxquels sont exposés les enfants occupés économiquement, by genre, 6 à 14 ans (% d'enfants occupés économiquement)



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

45. La dangerosité du travail des enfants diffère entre milieu urbain et milieu rural. Le Tableau 10 présente les risques et dangers auxquels les enfants sont exposés par genre et par milieu de résidence. Bien que les résultats ne montrent aucune différence significative par rapport au genre, l'exposition aux conditions dangereuses est bien plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain. Plus de 86% des enfants ruraux occupés économiquement travaillent dans des conditions dangereuses comparés à 73% des enfants occupés économiquement en milieu urbain en 2010. En nombre absolu, la différence est encore plus importante. Plus de 470 000 enfants en milieu rural sont sujets à des conditions de travail dangereuses tandis que le nombre d'enfants dans la même situation en milieu urbain est de 110 000 en 2010 (Tableau 10). Le phénomène du travail des enfants en milieu rural n'est donc pas uniquement plus vaste qu'en milieu urbain (voir Tableau 1) mais il expose également les enfants à des risques plus importants sur leur sécurité et leur santé.

Tableau 10. Enfants occupés économiquement exposés à des conditions dangereuses, par genre et par milieu de résidence, 6 à 14 ans (% d'enfants occupés économiquement)

Genre	Urbain		Rural		Total	
	No.	%	No.	%	No.	%
Garçons	54 177	71.5	272 794	86.0	326 971	83.2
Filles	56 228	74.5	198 564	86.9	254 793	83.8
Total	110 405	73.0	471 358	86.4	581 763	83.5

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

3.6 L'impact du travail des enfants sur l'éducation

RÉSUMÉ

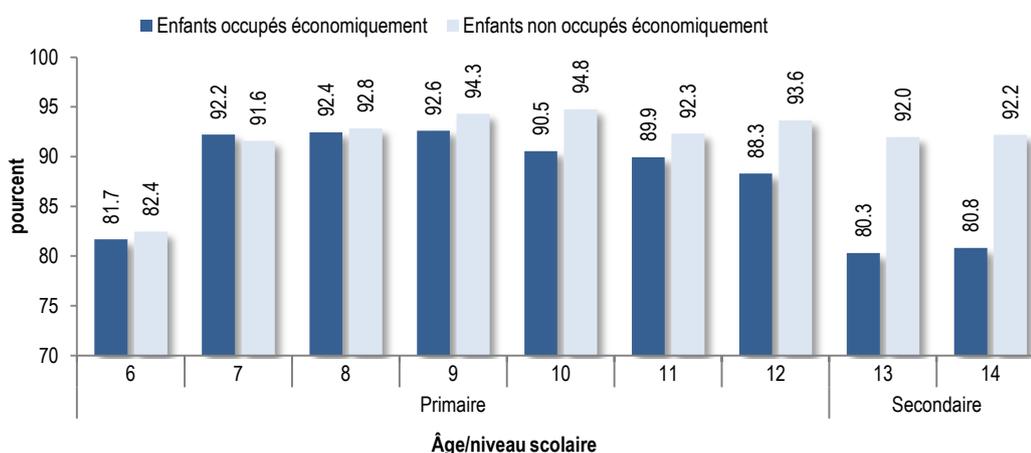
- Le travail des enfants va de paire avec des taux plus faibles de fréquentation et de survie scolaire.
- Une éducation compromise représente le principal lien entre le travail des enfants et les résultats d'emploi des jeunes.

46. Le degré d'interférence du travail sur l'éducation des enfants est l'un des déterminants les plus importants de l'impact à long terme d'une expérience précoce de travail. La réduction des possibilités éducatives constitue le

principal lien entre d'une part le travail des enfants et d'autre part les résultats de l'emploi des jeunes. De manière évidente, si les exigences de l'emploi signifient que l'enfant doit interrompre sa scolarité ou est moins susceptible de réussir en classe, alors l'enfant n'accumulera pas le capital humain nécessaire pour obtenir un emploi lui permettant de gagner sa vie une fois entré dans l'âge adulte. Cette section analyse l'impact du travail des enfants sur l'éducation. Les liens entre le travail des enfants, les niveaux de capital humain et les résultats de l'emploi des jeunes seront examinés en plus amples détails dans le Chapitre 4 de ce rapport.

47. Le taux de fréquentation scolaire²³ des enfants travailleurs est nettement inférieur à celui des enfants non travailleurs. En moyenne, le taux d'enfants scolarisés est de l'ordre de 88% chez les enfants de 6 à 14 ans occupés économiquement, mais il se situe à 92% chez les enfants du même groupe d'âge qui ne sont pas occupés économiquement. L'écart tend à se creuser davantage avec l'âge et il est particulièrement marqué pour les enfants du niveau secondaire. L'écart dans la fréquentation scolaire passe de 5 point de pourcentage pour la dernière année d'école primaire (à 12 ans) à environ 12 points de pourcentage pour la deuxième année de l'école secondaire (à 14 ans) (Figure 20). Nous ne disposons d'aucune donnée sur la régularité de la fréquentation scolaire au Togo, c'est-à-dire la fréquence des absences et des retards en classe, bien qu'il soit probable que la fréquentation de l'école de manière régulière soit affectée négativement par la participation aux activités économiques.

Figure 20. Taux de fréquentation scolaire, par statut d'activité et par âge/niveau scolaire



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

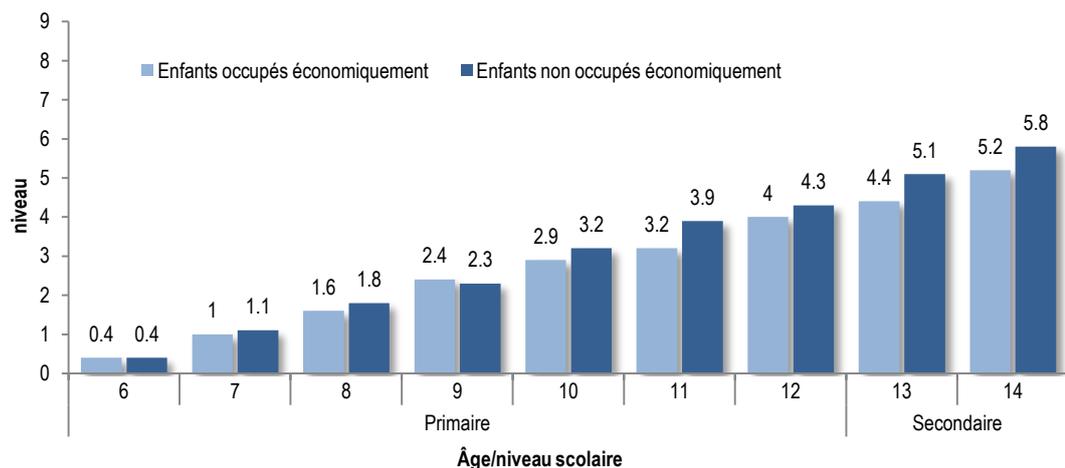
48. Les données sur le niveau d'éducation des enfants en fonction de leur âge, démontrent que la progression scolaire des enfants occupés économiquement est légèrement retardée par rapport à celle des enfants non occupés économiquement. L'écart entre le niveau d'éducation des enfants occupés et non occupés économiquement augmente avec l'âge, et s'accroît en particulier à partir du cycle secondaire après l'âge de 14 ans (Figure 21). Toutefois étant donné que les enfants occupés économiquement sont plus susceptibles d'abandonner l'école précocement, et étant donné que les enfants qui quittent l'école sont probablement ceux avec le plus de retard

²³ Le taux de fréquentation scolaire utilisé ici fait référence aux enfants scolarisés au moment de l'enquête. Ainsi le concept est plus restrictif que celui de taux de scolarisation puisque le taux de fréquentation scolaire exclut les enfants officiellement inscrits dans les registres de l'école mais qui n'y vont pas.

scolaire, l'écart reporté dans la Figure 21 pourrait sous-estimer l'écart réel dans le niveau d'achèvement scolaire entre ces deux groupes d'enfants, c'est-à-dire l'écart qu'on aurait pu observer en absence d'abandons sélectifs.

49. La différence dans le niveau achevé d'éducation des enfants en fonction de leur âge pourrait en grande partie être la conséquence des répétitions de classe dues à la faible performance scolaire. Toutefois autres facteurs peuvent entrer en jeu : le faible niveau d'éducation achevé pourrait également refléter une entrée tardive dans le système scolaire des enfants occupés économiquement, ou un plus haut taux d'absentéisme qui a comme conséquence des répétitions de classe. Il est nécessaire d'avoir des informations sur la capacité d'apprentissage et sur les résultats scolaires pour avoir un cadre plus complet de l'impact de la participation aux activités économiques sur la capacité d'un enfant à apprendre de manière efficace une fois en classe. Il est raisonnable toutefois de penser que les exigences du travail limitent le temps et l'énergie nécessaire à l'enfant pour étudier, ce qui peut impacter négativement sur ses performances académiques.

Figure 21. Niveau d'études des enfants scolarisés, par statut d'activité et par âge



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

50. Le travail des enfants est également associé à une espérance de vie scolaire plus faible (EVS). L'espérance de vie scolaire correspond au nombre total d'années de scolarisation qu'un enfant peut s'attendre à compléter.²⁴ Des valeurs plus élevées d'espérance de vie scolaire indiquent une plus grande probabilité d'achever un niveau d'éducation plus élevé.²⁵ L'EVS, présentée dans la Figure 22, indique qu'un enfant économiquement actif peut s'attendre à passer moins de temps à l'école relativement à un enfant qui ne travaille pas. Jusqu'à l'âge de 12 ans la différence dans l'espérance de vie est d'environ un an. La différence diminue après cet âge, mais continue à favoriser les enfants qui ne travaillent pas.

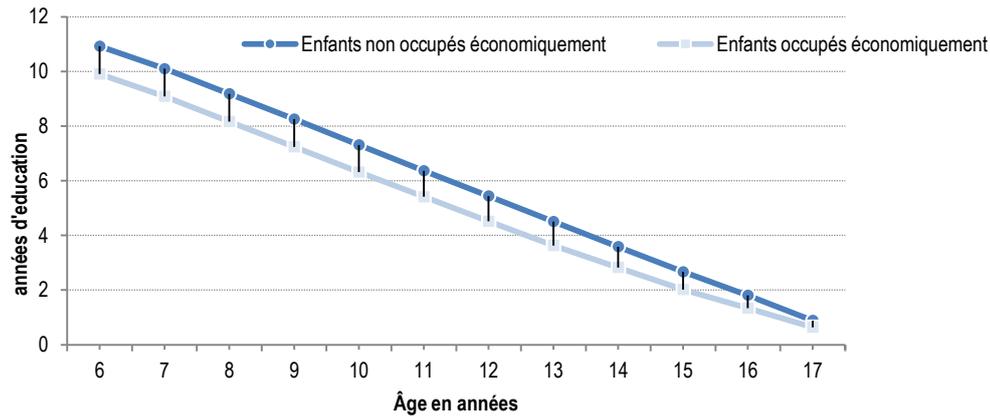
²⁴ L'EVS est calculée de la manière suivante :

$$EVS_a^t = \sum_{i=a}^{i=n} \frac{A_i^t}{P_i^t}$$

où: A_a^t – taux de scolarisation observée par âge i ($i=a, a+1, \dots, n$) dans l'année t ; n – limite maximal d'âge de scolarisation; P_i^t – population d'âge i dans l'année scolaire t .

²⁵ Toutefois le nombre d'années de scolarisation ne coïncide pas avec le nombre de classes complétées, à cause de l'éventuelle répétition des classes.

Figure 22. Esperance de vie scolaire, par statut d'activité et par âge



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

3.7 Les déterminants du travail des enfants

RÉSUMÉ

- Les décisions du ménage par rapport au travail des enfants sont déterminées par un ensemble de facteurs tant individuels que communautaires.
- L'âge et le genre de l'enfant, la structure du ménage, le statut d'orphelin, la possession de terre et de bétail et l'exposition aux chocs sont, entre autre, des déterminants importants de la participation des enfants aux activités économiques.

51. Généralement, les enfants ne décident pas de la manière dont ils vont disposer de leur temps (sauf dans le cas où ils vivent seuls). Si l'on s'intéresse aux raisons pour lesquelles les enfants sont amenés à travailler, il faut se pencher sur les motifs qui poussent les parents à faire travailler leurs enfants plutôt que de les envoyer à l'école ou de les garder à la maison sans les faire travailler. Tant les considérations socio culturelles qu'économiques sont importantes dans ce contexte. Les ménages sont influencés par les coûts perçus du travail des enfants ainsi que par les bénéfices de l'éducation. Toutefois les facteurs qui affectent la prise de décision concernant le travail et la scolarisation des enfants vont bien au-delà des facteurs économiques. Les normes sociales, les attitudes culturelles et les perceptions, par exemple, par rapport à la scolarisation des filles et à leur mariages en jeune âge, jouent aussi un rôle important dans la prise de décision des ménages sur la scolarisation et le travail. Tant les considérations socio-culturelles qu'économiques sont importantes dans ce contexte.

52. Cette section, basée sur une analyse économétrique effectuée à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants (2010), tente d'identifier certains des facteurs influant sur les décisions parentales relatives à l'utilisation du temps de leurs enfants. Les corrélations entre les décisions relatives au travail et à la scolarisation des enfants ont été déterminées conjointement à travers un modèle probit bivarié. Un modèle économique simple de comportement du ménage a été appliqué pour établir les spécifications empiriques.²⁶

²⁶ Pour des informations plus détaillées sur le modèle, voir Cigno, A.; Rosati, F.C. 2005. "The economics of child labour" (New York, NY, Oxford University Press). L'analyse conduit dans cette section est

53. Le Tableau A7 dans l'Annexe Statistique présente les statistiques descriptives des variables utilisées dans l'analyse économétrique. Ces variables sont décrites ci-dessous :

- *Caractéristiques de l'enfant et du ménage.* On a utilisé un ensemble de variables de contrôle pour prendre en considération les caractéristiques de l'enfant et celles du ménage. Ces variables de contrôle incluent : l'âge de l'enfant (âge, âge au carré); une variable dichotomique indiquant le genre (garçon); le nombre de membres dans le ménage (taille du ménage); le nombre d'enfants âgés de 0 à 4 ans dans le ménage (n. fratrie), le nombre d'adultes (n. adultes) et le nombre de membre du ménage âgés de plus de 65 ans (n. de personnes âgées) et un ensemble de variables dichotomiques pour indiquer le niveau d'éducation du chef du ménage (primaire, secondaire ou supérieure). Des variables dichotomiques pour contrôler pour le milieu de résidence ont également été incluses.
- *Orphelins.* L'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants permet une identification seulement partielle du statut d'orphelin. Le questionnaire demande uniquement si la mère et/ou le père biologique vivent dans le ménage. On a construit une variable dichotomique "orphelin" qui équivaut à 1 si la mère et le père de l'enfant ne vivent pas dans le ménage et 0 autrement. Cette variable représente une approximation pour le statut d'orphelin, étant donné qu'elle identifie également les enfants placés ou les parents absents temporairement pour d'autres raisons.
- *Niveau des dépenses du ménage.* Une variable dichotomique a été créée qui a valeur 1 si le ménage a un niveau des dépenses inférieures à 50,000 CFA, et 0 autrement (si les dépenses du ménage sont supérieures à 50,000 CFA). Le questionnaire permet d'identifier les dépenses mensuelles moyennes du ménage en tranches progressives²⁷.
- *Accès au marché du crédit.* Une variable dichotomique a été créée qui a valeur 1 si le ménage a demandé et obtenu un prêt, et 0 autrement (crédit). Les raisons pour demander un prêt sont variées. Plus de 35% des ménages avec enfants âgés de 6 à 14 ans ont demandé un crédit pour subvenir aux dépenses de base du ménage, 24% des ménages pour démarrer une nouvelle activité économique ou pour améliorer l'activité déjà existante et 21% pour faire face à des dépenses de santé (voir Tableau A6 dans l'annexe pour plus de détails).
- *Possessions du ménage.* Le questionnaire permet d'identifier si le ménage possède du terrain et du bétail. Deux variables dichotomiques ont été créées pour prendre en considération les effets de ces deux variables : une variable prend la valeur 1 si le ménage possède du terrain sans tenir compte de sa taille (propriétaire de terrain), et une variable qui prend valeur 1 si le ménage possède du bétail (propriétaire de bétail).
- *Chocs.* L'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants contient un ensemble de questions relatives à l'incidence des chocs (voir l'Encadré 9 pour une plus description plus approfondie). Afin d'isoler l'effet de chaque type de choc sur la probabilité que l'enfant aille à l'école ou au travail, on a créé un

conditionnée pas les données disponibles. Malgré l'ampleur de l'enquête, des informations potentiellement importantes manquent. En particulier, il est difficile de capturer le prix relatif de travail des enfants : indicateurs sur les rendements de l'éducation, du travail et des tâches domestiques ne sont pas facilement disponibles (pour une discussion sur le rôle joué par les variables non observées voir Deb and Rosati, *Determinants of Child Labour and School Attendance: The Role of Household Observables*, December 2002).

²⁷ Inférieures à 10,000 CFA, entre 10,000 et 29,000 CFA, entre 29,000 et 50,000 CFA, entre 50,000 et 70,000 CFA, entre 70,000 et 90,000 CFA, entre 90,000 et 110,000 CFA, supérieures à 110,000 CFA.

ensemble de variables dichotomiques qui prennent la valeur 1 si l'événement s'est manifesté au cours de l'année qui a précédé l'enquête. Les variables mesurent si le ménage a été affecté par: un désastre naturel (désastre naturel); un choc économique; la perte d'emploi d'au moins un des membres actifs du ménage ou la perte de leur activité économique (perte d'emploi/perte d'activité économique d'un membre du ménage); la maladie, blessure ou mort d'un membre actif du ménage (maladie/blessure/mort d'un membre actif du ménage); la perte de récolte (perte de récolte) ou de bétail (perte de bétail); et pour finir une variable prend en considération un ensemble d'autres chocs mineurs (autres chocs).

54. Les résultats de l'analyse économétrique sont présentés dans le Tableau 11 et sont discutés ci-dessous.

Tableau 11. Déterminants du travail et de la scolarisation des enfants âgés de 6 à 14 ans, effets marginaux avec estimations probit

Variables explicatives		Travail seulement	Etudes seulement	Travail et études	Ni travail ni études
Age et genre de l'enfant	Age	-0.044 (4.88)**	-0.047 (2.05)*	0.159 (6.92)**	-0.068 (7.55)**
	Age carré	0.002 (5.44)**	0.001 (0.60)	-0.006 (5.54)**	0.003 (7.20)**
	Garçon	-0.011 (2.02)*	0.0001 (0.03)	0.024 (1.76)	-0.013 (2.59)**
Structure du ménage	N. fratrie	0.012 (3.78)**	-0.006 (0.73)	-0.019 (2.23)*	0.013 (4.25)**
	Taille du ménage	-0.002 (1.30)	0.004 (1.16)	-0.001 (0.38)	-0.001 (0.73)
	N. adultes	0.003 (0.81)	0.004 (0.36)	-0.013 (1.18)	0.005 (1.35)
	N. de personnes âgées (âgés de >65)	-0.013 (1.81)	0.009 (0.53)	0.017 (0.97)	-0.013 (1.94)
Statut d'orphelin	Orphelin	0.049 (5.57)**	-0.090 (3.93)**	0.008 (0.34)	0.033 (4.04)**
Genre et éducation du chef du ménage ^(a)	Homme	0.029 (3.10)**	-0.036 (1.67)	-0.018 (0.81)	0.025 (2.79)**
	Primaire	-0.027 (3.86)**	0.028 (1.65)	0.024 (1.39)	-0.025 (3.69)**
	Secondaire ou supérieure	-0.038 (5.09)**	0.067 (3.72)**	-0.002 (0.09)	-0.027 (3.80)**
Caractéristiques du ménage	Dépenses du ménage inférieures à 50 000 FCFA	0.008 (0.95)	-0.016 (0.86)	0.005 (0.24)	0.004 (0.57)
	Accès à l'eau courante	-0.005 (0.73)	0.023 (1.34)	-0.019 (1.08)	0.001 (0.11)
	Accès au crédit	-0.008 (1.00)	0.046 (2.37)*	-0.042 (2.17)*	0.004 (0.56)
	Propriétaire de terrain	0.016 (2.46)*	-0.088 (5.72)**	0.080 (5.16)**	-0.007 (1.25)
	Propriétaire de bétail	0.005 (0.75)	-0.078 (4.70)**	0.090 (5.43)**	-0.017 (2.67)**
Chocs	Désastres naturels	-0.015 (1.82)	0.054 (2.58)**	-0.036 (1.71)	-0.003 (0.33)
	Chocs économiques	-0.009 (0.58)	0.007 (0.20)	0.011 (0.31)	-0.009 (0.61)
	Autres types de chocs	0.002 (0.12)	-0.058 (1.59)	0.071 (1.95)	-0.015 (1.04)

Tableau 11. Déterminants du travail et de la scolarisation des enfants âgés de 6 à 14 ans, effets marginaux avec estimations probit

Variables explicatives		Travail seulement	Etudes seulement	Travail et études	Ni travail ni études
	Perte d'emploi/d'activité économique pour un membre du ménage	-0.004 (0.33)	-0.076 (2.76)**	0.109 (3.91)**	-0.028 (2.33)*
	Perte de récolte	0.018 (2.20)*	-0.062 (2.96)**	0.040 (1.91)	0.004 (0.47)
	Perte de bétail	-0.041 (4.12)**	0.168 (7.01)**	-0.128 (5.31)**	0.001 (0.08)
	Maladie/blessure/morte d'un membre actif du ménage	0.021 (2.96)**	-0.040 (2.24)*	0.006 (0.33)	0.013 (2.02)*
	Milieu de résidence et région ^(b)				
	Urbain	-0.041 (3.61)**	0.126 (5.15)**	-0.072 (2.92)**	-0.013 (1.19)
	Maritime	0.038 (3.81)**	-0.257 (10.78)**	0.249 (10.44)**	-0.031 (3.25)**
	Plateaux	-0.011 (1.00)	-0.059 (2.29)*	0.103 (3.95)**	-0.032 (2.93)**
	Centrale	0.003 (0.33)	0.005 (0.21)	-0.014 (0.58)	0.006 (0.59)
	Kara	0.041 (4.04)**	-0.127 (5.15)**	0.074 (2.99)**	0.012 (1.26)
	Lomé	-0.010 (0.70)	0.092 (2.80)**	-0.097 (2.94)**	0.015 (1.12)

Note: les écart types figurant entre parenthèses; * significatif au 5%; ** significatif au 1%. Catégories de référence : (a) non scolarisé; (b) Savanes
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

55. **Âge.** L'analyse démontre que la probabilité de mise au travail augmente avec l'âge de l'enfant. Nous n'avons pas assez d'informations pour déterminer l'importance relative des deux raisons pouvant expliquer cette tendance, à savoir l'augmentation du coût d'opportunité de la scolarisation à mesure que l'enfant grandit et le manque d'accès à l'enseignement au-delà du cycle primaire.

56. **Genre.** Les choix parentaux en matière de scolarisation et de travail semblent varier en fonction du sexe de l'enfant. A niveau égal de revenu des ménages, de niveau d'étude des parents et d'autres facteurs pertinents, les garçons sont moins susceptibles de travailler uniquement que les filles. Il convient de signaler que ces résultats ne prennent pas en compte la participation aux travaux ménagers, qui n'ont pas été inclus comme variable dans l'analyse multivariée. Les données descriptives présentées précédemment semblent indiquer que le sexe de l'enfant est aussi un facteur important d'attribution des tâches ménagères – la part des filles qui exercent des travaux domestiques est supérieure à celle des garçons à tout âge.

57. **Structure du ménage.** Les enfants qui appartiennent à des ménages avec plusieurs jeunes enfants, et donc plusieurs personnes dépendantes à nourrir, sont plus susceptibles de travailler. La présence de jeunes frères et sœur âgés entre 0 et 4 ans augmente la probabilité que l'enfant ne participe ni à l'école ni au travail. Ce dernier résultat pourrait s'expliquer par une majeure implication de l'enfant dans le garde de la jeune fratrie et d'autres tâches ménagères.

58. **Statut d'orphelin.** Le taux d'enfants orphelins est malheureusement très élevé au Togo et il est donc important de déterminer l'effet de la condition d'orphelin sur la fréquentation scolaire et la mise au travail. Les résultats de la régression montrent que les enfants qui ont perdu leurs deux parents ont d'avantage tendance à se livrer à un travail et à ne pas pouvoir fréquenter

l'école. Les enfants orphelins ont une probabilité de travailler uniquement qui est de 5 point de pourcentage supérieure aux enfants non orphelins et une probabilité de fréquenter l'école qui est de 9 points de pourcentage inférieure. De plus, les enfants orphelins sont plus susceptibles d'être inactifs ; ceci pourrait indiquer que les orphelins de mère et de père sont plus souvent gardés à la maison, hors de l'école et de l'activité économique, sûrement pour effectuer des tâches domestiques.

59. Niveau d'éducation du chef du ménage. L'accroissement du niveau d'éducation des parents a un effet positif et significatif sur la réduction du travail des enfants. Les enfants des ménages dont le chef possède un niveau d'éducation plus élevé sont plus susceptibles de fréquenter l'école uniquement et moins susceptibles de travailler uniquement. Il est important de rappeler que ces résultats sont obtenus à égalité de niveau de revenus, c'est-à-dire qu'ils sont indépendants des effets du revenu du ménage. L'une des explications possibles est que les parents plus instruits se rendent mieux compte des rendements apportés par l'éducation, et/ou sont mieux placés pour aider leurs enfants à exploiter le potentiel de revenus que représente cet investissement.

60. Lieu de résidence. Le lieu de résidence des enfants a une influence sur l'utilisation de leur temps, et témoigne ainsi la nécessité de prévoir des interventions ciblées géographiquement, afin de réduire le travail des enfants et accroître leur fréquentation scolaire. A égalité d'autres facteurs, les enfants qui résident en milieu urbain sont moins susceptibles de travailler et plus susceptibles d'aller à l'école. La région de résidence affecte aussi l'utilisation du temps entre le travail et l'école ; les enfants qui vivent à Lomé sont confrontés à un risque inférieur de participer aux activités économiques et à une majeure probabilité d'aller à l'école que les enfants vivant dans les autres régions.

61. Possession de terrain et de bétail. Le fait que le ménage possède du terrain ou du bétail a une influence significative sur l'allocation du temps des enfants entre le travail et l'école. Une raison pour cela est que quand le ménage possède de la terre ou du bétail il y a une augmentation de la demande d'emploi au sein de l'unité familiale, qui contrebalance l'effet de revenus associé à la possession de la terre ou du bétail. La possession de terrain et du bétail augmente considérablement la probabilité que l'enfant participe aux activités économiques et réduit la probabilité qu'il soit scolarisé. En contrôlant pour d'autres variables, la probabilité de travailler exclusivement des enfants qui vivent dans des ménages possédant du terrain par rapport aux autres enfants est supérieure de 2 points de pourcentage et leur probabilité de travailler et fréquenter conjointement l'école est de 8 points de pourcentage supérieure. Par contre leur probabilité de fréquenter l'école exclusivement est de 9 points de pourcentage inférieure.

De façon similaire, les enfants qui appartiennent aux ménages qui possèdent du bétail ont une probabilité de combiner l'école et le travail de 9 points de pourcentage supérieure et une probabilité de fréquenter exclusivement l'école de 8 points de pourcentage inférieure par rapport aux enfants qui appartiennent aux ménages qui ne possèdent pas de bétail.

62. Exposition aux chocs. Plus de deux enfants togolais sur trois vivent dans des ménages qui ont été affectés par des chocs (voir Encadré 6). Sur le plan des interventions à mettre en place il est donc important de déterminer l'impact des chocs sur la prise de décision concernant la participation des enfants au travail et à l'école. L'analyse économétrique suggère que les chocs individuels ou idiosyncratiques ont un impact significatif, quoique la nature de l'impact dépende de la typologie du choc. La maladie, blessure ou mort d'un membre actif du ménage sont associées avec une majeure probabilité de mise au travail de l'enfant et une mineure probabilité de scolarisation. La perte de récolte a un impact similaire. Ces résultats suggèrent que le travail des enfants fait partie

intégrante de la stratégie des ménages pauvres pour mitiger les risques sociaux, en réduisant ainsi leur vulnérabilité face à une perte soudaine de revenus qui affecte le bien être du ménage. Cette évidence suggère donc la nécessité d'interventions qui ont l'objectif de réduire la vulnérabilité des ménages comme mécanisme pour lutter également contre le travail des enfants.

63. Il est toutefois à noter qu'un choc tel que la perte de bétail a un impact opposé, c'est à dire que cela réduit la probabilité que l'enfant soit mis au travail (tant de façon exclusive qu'en combinaison avec la scolarisation). Probablement cela reflète un fort effet de substitution (c'est à dire, moins de bétail signifie que moins d'enfants sont nécessaires pour le surveiller) et cet effet l'emporte sur l'effet de perte de revenus du au choc.

Encadré 9. Exposition au chocs et travail des enfants

Il y a de plus en plus d'évidence au niveau international qui indique que l'exposition aux chocs influence les décisions des ménages relatives au travail et à la scolarisation des enfants (voir, for exemple, Guarcello et al, 2009). De manière spécifique, l'évidence suggère que les ménages sont obligés de faire recours au travail des enfants comme tampon contre les chocs négatifs. En autres mots, certains ménages, si confrontés à un choc, répondent en retirant les enfants de l'école et en les envoyant au travail afin de subvenir à leur besoins. Les politiques qui réduisent la vulnérabilité des ménages et les aident à faire face aux conséquences négatives des chocs peuvent donc contribuer à réduire le travail des enfants et protéger leur éducation. Les chocs subis par les ménages peuvent être de différente forme et les conséquences peuvent dépendre de leur nature spécifique. Les politiques nécessaires pour gérer les risques et aider les ménages à y répondre devraient donc varier selon la nature du choc subi.

L'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants au Togo de 2010 contient un ensemble de questions relatives à l'occurrence des chocs. Les chocs peuvent être regroupés en deux grandes catégories : collectifs et individuels (idiosyncratique). Les chocs collectifs incluent les événements tels que la sécheresse, les épidémies, une augmentation générale des prix, etc. Les chocs individuels incluent la perte d'emploi, la morte d'un membre actif du ménage et la perte d'emploi/d'activité économique pour un membre du ménage. Les ménages peuvent subir plusieurs de ces chocs.

Tableau A. Pourcentage des ménages ayant subi des chocs collectifs ou individuels (en pourcentage du total du ménage)

		Chocs individuels	
		Oui (%)	No (%)
Chocs collectifs	Oui (%)	15.5	6.1
	No (%)	17.3	61.2

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Le Tableau A montre la distribution des ménages ayant subi des chocs individuels ou collectifs, les deux types de chocs conjointement ou aucun choc. Environ 40% des ménages déclarent avoir subi un ou plusieurs chocs au cours de l'année qui a précédé l'enquête ; parmi eux, 6% déclarent avoir subi un choc collectif, 17% un choc individuel et 16% déclarent avoir subi les deux chocs. 37% des ménages exposés à un ou plusieurs chocs déclarent avoir eu une baisse de revenus à cause de cela (résultat pas présenté).

Tableau B. Pourcentage des ménages ayant subi les différents types de chocs

Type de chocs		%	Déviaton standard
Chocs collectifs	Désastre naturels	12.9	0.335
	Chocs économiques	5.4	0.226
	Autres type de chocs ^(a)	3.2	0.177
Chocs individuels	Perte d'emploi/activité économique d'un membre du ménage	5.8	0.234
	Maladie/blessure/morte d'un membre actif du ménage	18.0	0.384
	Perte de récolte	11.7	0.321
	Perte de bétail	6.5	0.247

Note: (a) "Autres chocs collectifs" inclue : épidémie et autres chocs

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Le Tableau B présente la décomposition de l'incidence des différents types de chocs sur les ménages. 18% des ménages ont été affectés par la maladie/blessure/morte d'un membre actif du ménage au cours de l'année qui a précédé l'enquête, et environ 13% des ménages ont été victimes d'un désastre naturel. Environ 12% et 7% ont subi la perte de récolte et la perte de bétail, respectivement. Si ces deux derniers types de chocs pourraient être liés à des désastres naturels, les statistiques descriptives ne montrent aucune corrélation ou concomitance entre la perte de récolte ou de bétail et les désastres naturels, indiquant ainsi que d'autres facteurs peuvent en être la cause. Pour finir, presque 6% des ménages déclarent avoir subi la perte d'emploi/d'activité économique d'un membre du ménage.

Combien d'enfants appartiennent aux ménages affectés par les chocs ? Cette question est particulièrement pertinente dans la discussion concernant l'impact des chocs sur la scolarité et le travail des enfants. Le Tableau C indique que l'exposition des enfants aux chocs est très élevée – plus de deux enfants togolais sur trois appartiennent à un ménage qui a subi un choc. Les enfants en milieu rural sont légèrement plus exposés que leurs homologues en milieu urbain, mais la différence n'est pas élevée. Une plus grande partie des enfants sont exposés à des chocs individuels (46%) plutôt que collectifs (23%).

Tableau C. Pourcentage d'enfants de 6 à 14 ans appartenant à des ménages ayant subi des chocs, par type de choc et milieu de résidence

Type de choc		Résidence		
		Urbain	Rural	Total
Chocs collectifs	Desastres naturels	8.1	19.3	15.1
	Chocs économiques	8.0	2.7	4.6
	Autres types de chocs ^(a)	4.5	2.9	3.5
Chocs individuels	Perte d'emploi/activité économique d'un membre du ménage	11.3	4.1	6.8
	Maladie/blessure/morte d'un membre actif du ménage	15.9	18.1	17.3
	Perte de récolte	4.2	19.7	14.0
	Perte de bétail	1.7	11.3	7.8
Total		67.8	70.5	69.1

Note: (a) "Autres chocs collectifs" inclue : épidémie et autres chocs

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

64. Le travail des enfants est un phénomène complexe et les facteurs identifiés ci-dessus ne constituent pas une liste exhaustive des variables pouvant entrer en jeu. Des données supplémentaires et une analyse plus fine sont nécessaires pour mieux comprendre les circonstances qui amènent les enfants à travailler. Il faudra notamment recueillir des informations plus complètes sur la disponibilité d'infrastructures, l'accès à l'école et la qualité de l'éducation, l'accès aux marchés du crédit ainsi que la couverture des programmes de protection sociale. Comme nous l'avons évoqué au début de cette section, le choix parental d'envoyer un enfant à l'école ou au travail dépend tant des considérations économiques que des facteurs socio-culturels, et la compréhension de ces facteurs mérite d'être plus approfondie. Les conditions très particulières qui font qu'un enfant se trouve pris dans les pires formes de travail autres que les travaux dangereux, ne sont pas saisies dans les enquêtes auprès des ménages traditionnelles, et devraient aussi faire l'objet de recherches spécifiques.

3.8 Travail des enfants à abolir

RÉSUMÉ

- Le travail des enfants à abolir est un concept plus étroite que celui d'enfant économiquement actif, et fait référence à tout travail susceptible de nuire, d'avoir des effets négatifs ou indésirables sur les enfants conformément à la législation nationale et aux normes de travail internationales.
- Le travail des enfants à abolir est très répandu au Togo : environ 933 000 enfants âgés de 5 à 17 ans, soit 46% des enfants dans cette tranche d'âge, sont impliqués dans des formes de travail à abolir a l'égard de la législation nationale.

65. Avant de clore la discussion sur le travail des enfants, il est important de s'intéresser à une dernière question- l'ampleur du phénomène du « travail des enfants à abolir ». Le travail des enfants à abolir est un concept plus étroite que celui d'enfant économiquement actif, et fait référence à tout travail susceptible de nuire, d'avoir des effets négatifs ou indésirables sur les enfants conformément à la législation nationale et aux normes de travail internationales.²⁸ Ce particulier groupe d'enfants travailleurs mérite une attention particulière dans l'élaboration des réponses politiques. Cette section présente les estimations du travail à abolir mesurées selon les nouvelles directives mondiales²⁹ et en référence à la législation nationale sur le travail des enfants à abolir.

66. La loi n° 2006-010 du 13 décembre 2006 portant Code du travail (Code du travail de 2006) définit le cadre légal principal en référence au travail des enfants à abolir dans le pays. L'article 150 du Code du travail de 2006 dispose que les enfants de moins de 15 ans ne peuvent être employés dans aucune entreprise ni réaliser aucun type de travail, même pour leur propre compte. L'article 151, alinéa 4, du Code du travail de 2006 dispose que les enfants ne peuvent être affectés aux pires formes de travail susceptibles de nuire à leur santé, à leur sécurité ou à leur moralité. L'arrêté n° 1464/MTEFP/DGTLS du 12 novembre 2007 (arrêté n° 1464), adopté après avis du Conseil national du travail et des lois sociales, détermine la nature des travaux interdits aux enfants en application de l'article 151, alinéa 4, du Code du travail de 2006. Il comporte en annexe une liste de travaux pour lesquels il est interdit d'employer des enfants de moins de 18 ans. Ainsi pour donner une estimation complète du travail des enfants à abolir en accord avec la législation nationale, il est nécessaire de prendre en compte tous les enfants économiquement actifs âgés de 5 à 14 ans, ainsi que les enfants plus vieux, de 15 à 17 ans, engagés dans les pires formes du travail.

67. Le travail des enfants à abolir mesuré en ces termes est très répandu au Togo. Environ 719 000 enfants de moins de 15 ans étaient économiquement occupés et 214 000 enfants de 15 à 17 étaient engagés dans les pires formes du travail dans l'année de référence 2010. La somme de ces deux groupes donne

²⁸ Trois principales conventions internationales- la Convention Internationale des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant, la Convention du BIT N. 182 (Pires Formes du travail), et la Convention du BIT N. 138 Convention No. 138 (Age Minimum) - définissent le concept de travail des enfants à abolir ainsi qu'un cadre légal pour le combattre.

²⁹ Les lignes guide mondiales pour définir les statistiques sur le travail des enfants à abolir sont définies dans la Résolution II (2008) de la Dix-huitième Conférence Internationale des Statisticiens sur le Travail des Enfants (ICLS). Pour plus de détails faire référence à : Resolution II, Resolution Concerning Statistics of Child Labour, cité en : International Labour Organization, *Report of the Conference, 18th International Conference of Labour Statisticians, Geneva, 24 November-5 December 2008. Resolution II*. Rpt. ICLS/18/2008/IV/FINAL, International Labour Office, Geneva, 2009.

un total de 933 000 enfants de 5 à 17 ans engagés dans de formes de travail à abolir.

68. Il est important de souligner qu'il s'agit de la limite inférieure des estimations du travail des enfants à abolir, étant donné qu'on ne considère pas dans cette analyse les "pires formes de travail des enfants autres que les travaux dangereux". Ces formes extrêmes de travail des enfants incluent le trafic d'enfants, l'exploitation sexuelle, l'esclavage, et l'implication des enfants dans des activités illicites.³⁰ Au Togo, ainsi que dans la plupart des pays, les informations concernant l'implication des enfants dans les pires formes de travail autres que les travaux dangereux sont très rares. Cela est dû tant aux difficultés méthodologiques de conduire des recherches à ce sujet qu'à la sensibilité culturelle. L'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants (2010) et les autres enquêtes auprès des ménages n'ont pas été conçues en vue d'étudier convenablement les enfants impliqués dans les pires formes de travail autres que les travaux dangereux. Une recherche mieux ciblée qui utilise des instruments d'enquête spécialisés est nécessaire pour avoir des informations plus complètes sur ce groupe particulièrement vulnérable d'enfants travailleurs.

Tableau 12. Estimation de l'ampleur du travail des enfants à abolir en accord avec la législation nationale ^(a)

		(A)		(B)		(C)=(A)&(B)	
		Enfants économiquement actifs âgés de 5 à 14 ans		Enfants dans les pires formes de travail âgés de 15 à 17 ans ^(a)		Travail des enfants à abolir - enfants âgés de 5 à 17 ans	
		%	No.	%	No.	%	No.
Genre	Garçons	45.2	404 617	55.4	131 856	47.3	536 473
	Filles	42.8	314 310	51.6	82 334	44.4	396 644
Résidence	Urbain	25.3	152 922	37.4	69 968	28.2	222 890
	Rural	55.2	566 005	68.6	144 222	57.5	710 227
Total		44.1	718 926	53.9	214 190	46.0	933 117

Notes: (a) En raison des contraintes imposées par les données, pour des objectifs de mesure statistique, le travail des enfants à abolir concerne toute personne âgée de 5 à 17 ans qui au cours d'une période de temps donnée a exercé une ou plusieurs des activités suivantes: activité économique avant l'âge minimum d'admission à l'emploi; activité économique dans le secteur d'activités désignées dangereuses (pêche; mines et forages; maçonnerie, menuiserie; peinture, électricité, plomberie, mécanique, forge électromécanique; travail du cuir et textile); activité économique dans les professions désignées dangereuses selon l'ARRETE N°1464/MTEFP/DGTLIS (bûcheron; charbonnier; mineur; carrier; maçon-tâcheron; ferrailleur; menuisier, ébéniste, artisan article en bois; autres métiers menuisier et maçon non classés; électricien; peintre en bâtiment; taxi man, taxi-moto; forgeron; mécanicien automobile; mécanicien moto et vélo; soudeur; autre métier de mécanique; teinturier / artisan du textile; marchand ambulancier; garçons de courses; travail domestique; manœuvre en bâtiment); longues heures de travail; autres conditions dangereuses de travail (explosives; travail souterrain; travail en hauteur; manque de ventilation; lieu de travail restreint et manque de lumière; produits chimiques (pesticides, glues, etc.); bruits forts et vibrations; travail dans l'eau / lac / étang / rivière; températures extrêmes; feu, gaz et flammes; outils dangereux (couteaux etc.); poussière, fumée, vapeur, gaz).

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

69. Un nombre considérable parmi les enfants les plus jeunes, âgés de 5 à 14 ans, sont également impliqués dans de travaux dangereux. En total 641 000 enfants en cette tranche d'âge sont exposés à des conditions de travail dangereuses. Comme discuté dans la section 3.5 de ce rapport, les conditions hygiéniques malsaines (poussière, fumé, vapeur et gaz), l'utilisation d'outils

³⁰ Plus précisément, "les pires formes du travail autres que les travaux dangereux" fait référence à l'Art. 3(a)-(c) de la Convention N. 182 du BIT: (a) toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés; (b) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques; et (c) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes.

dangereux, les températures extrêmes sont parmi les conditions de travail dangereuses auxquelles sont plus fréquemment exposés les enfants. Pour ces enfants les risques liés au travail vont bien au-delà d'une éducation compromise. Ils sont confrontés à des menaces directes pour leur santé, sécurité et morale, et pour cette raison ce problème doit constituer une importante priorité politique. La liste des conditions dangereuses contenue dans l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants (2010) n'est pas alignée à la liste des formes de travail dangereuses établie dans l'arrêté n° 1464/MTEFP/DGTLS du 12 novembre 2007 (arrêté n° 1464), mais cette enquête nous donne toutefois un aperçu de la nature dangereuse du travail des enfants au Togo.

3.9 Pires formes de travail des enfants autres que les travaux dangereux

70. Les activités qualifiées d'intrinsèquement condamnables incluent toute forme d'esclavage, de traite, de servitude pour dettes, de travail forcé (qui inclut le recrutement forcé des enfants en vue de leur utilisation dans les conflits armés), d'exploitation d'enfants aux fins de prostitution et de pornographie et d'activités illicites. Les données statistiques concernant les enfants impliqués dans les pires formes de travail autres que les travaux dangereux sont extrêmement rares. Ces enfants constituent une population « rare » et « insaisissable ». Rares, car ils ne représentent qu'une faible fraction de l'ensemble de la population enfantine ; insaisissables parce qu'ils sont difficiles à découvrir et à recenser. Les enquêtes auprès des ménages n'ont pas été conçues afin d'étudier convenablement ces types de population et de produire des données représentatives.

71. **Traite des enfants**³¹ : Les enfants sont recrutés par les trafiquants dans quasiment toutes les régions du pays et sont trafiqués pour satisfaire la forte demande en travail domestique et sur les marchés, vers Lomé et vers d'autres pays de l'Afrique de l'ouest et Centrale comme le Nigeria, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Burkina-Faso, le Gabon et le Congo. La plupart des victimes de la traite viennent d'endroits situés autour de Vogon, Sokodé et Tchamba, mais aussi d'autres localités comme la Préfecture de Sotouboua.

72. À l'intérieur du pays, les enfants, et particulièrement les filles, sont trafiqués des régions rurales vers Lomé où il y a une très forte demande en domestiques. Même si aucune des régions du Togo n'est épargnée par le phénomène de la traite, la Maritime et la Centrale sont les deux régions les plus touchées par le recrutement pour la traite interne.

73. Les moyens de transport dépendent du lieu de destination des victimes. Pour les personnes victimes de la traite à l'intérieur du pays, le transport se fait généralement par la route dans des camions, des voitures ou des bus remplis de passagers. La plupart des voyages sont très inconfortables et peuvent durer plusieurs jours par des chemins de brousse et de mauvaises routes. Habituellement, le voyage commence dans le village. Les personnes victimes de la traite montent dans des véhicules avec le trafiquant qui les accompagne jusqu'aux villes de destinations comme Lomé ou Kara. Les personnes victimes de la traite vers des pays étrangers sont confrontées à des voyages plus dangereux où il faut traverser des frontières et rejoindre des ports. Dans la

³¹ UNESCO et Programme intersectoriel élimination de la pauvreté (2007), la traite des personnes au Togo : Facteurs et recommandations, Document Stratégique série Pauvreté n° 14.4 (F), Paris

plupart des cas, les personnes victimes de la traite sont amenées du village ou de la communauté rurale vers des points de rassemblement à l'intérieur du pays puis elles sont emmenées vers d'autres points de rassemblement dans des pays voisins comme le Bénin et le Nigeria.

74. Les enfants victimes de la traite subissent des épreuves immenses et des mauvais traitements et il a été signalé que beaucoup d'entre eux sont privés de nourriture et sont physiquement et sexuellement agressés pendant leur interminable attente. Ces enfants sont exposés à des risques très graves et peuvent même trouver la mort.

75. Dans une recherche de l'UNESCO, les principaux facteurs explicatifs de la traite des enfants semblent être les suivants: la pauvreté ; le VIH et SIDA et les orphelins du SIDA ; certaines réalités sociales et culturelles (la discrimination fondée sur le genre et l'âge, les mariages précoces et le confiage des enfants dans des familles d'accueil) ; l'absence d'enregistrement des naissances ; le cadre législatif insuffisant ; le manque d'opportunités d'emplois ; le faible taux d'accès à l'éducation, les redoublements, et les programmes d'éducation inadaptés aux besoins du marché de l'emploi.

Encadré 10. L'exploitation sexuelle commerciale des enfants dans la commune de Lomé

La lutte contre le travail et le trafic des enfants devient une préoccupation de taille dans la perspective de la promotion des droits de l'enfant au Togo. Lomé, la capitale du Togo, est particulièrement touchée par le phénomène de l'exploitation sexuelle de l'enfant.

Une analyse de l'Association la Providence et de l'ONG JATO conduite à Lomé sur un échantillon de 150 filles victimes révèle que la majorité des enfants victimes de l'exploitation sexuelle commerciale (62 pourcent) sont âgés de 10 à 17 ans.

67,4 pourcent de filles interrogées ont une existence légale ou officielle, c'est-à-dire possèdent un acte de naissance. Par contre, 15,3 pourcent affirment ne pas en posséder et 16 pourcent ignorent si elles en ont ou pas. Quand bien même leur niveau d'instruction se révèle relativement bas, on remarque que la majorité des filles victimes de l'exploitation sexuelle commerciale à Lomé sont allées à l'école au moins une fois. Alors que 20,7 pourcent des filles disent n'avoir aucune instruction, 55,3 pourcent déclarent avoir fréquenté l'école primaire et 22 pourcent le collège. Cette situation révèle aussi une autre réalité, celle de l'abandon scolaire, un phénomène qui pourrait avoir la même source que la prostitution : le manque de soutien.

Quant aux coûts de la prestation, les filles (77,4 pourcent) offrent leur sexualité contre une somme comprise entre 500 et 2000 francs CFA.

La majorité des filles mineures se livrant à l'exploitation sexuelle commerciale ne vivent pas avec leurs parents directs ou proches. Une question de l'étude a été de savoir comment les filles sont arrivées au travail du sexe. Généralement ces filles ne prennent pas toutes seules le risque de cette aventure. Elles y sont conduites par des parents ou des connaissances, qui, au départ, leur promettent de les faire engager comme domestiques, comme serveuses de bar. C'est finalement la maltraitance dont elles sont victimes qui les conduit à la prostitution. 48 pourcent des enfants victimes de l'exploitation sexuelle commerciale sont rentrés dans l'activité par l'intermédiaire des amies ; 26,7 pourcent des enfants victimes déclarent avoir subi la contrainte. Le motivation n'étant souvent que celle de satisfaire les besoins les plus élémentaires : manger, se vêtir, etc. Par exemple, lorsqu'on leur demande de préciser, beaucoup de filles touchées par l'enquête affirment que leur plus grand souci est de « trouver le pain quotidien, de pouvoir payer leur loyer ».

La majorité des filles victimes de l'exploitation sexuelle commerciale contactées à Lomé (65,3 pourcent) ont eu leur premier rapport sexuel entre 10 et 15 ans. Cette situation constitue une violation du droit des enfants. 58,7 pourcent contre seulement 30 pourcent des filles victimes de l'exploitation sexuelle commerciale dans la commune de Lomé affirment que leur premier rapport sexuel a passé contre leur volonté. Un enfant victime de viol est en réalité un enfant sexuellement et psychologiquement détruit à vie.

Association la Providence et ONG JATO (2010), Analyse diagnostique de la situation générale de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants dans la commune de Lomé, Lomé

CHAPITRE 4.

LA SITUATION DES JEUNES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

76. L'objectif de ce chapitre est d'analyser la situation des jeunes togolais âgés de 15 à 24 ans sur le marché du travail. L'analyse met en évidence les multiples défis que les jeunes rencontrent quand ils rentrent sur le marché du travail. Les jeunes à Lomé souffrent d'un taux de chômage élevé tandis que les jeunes qui résident en dehors de la capitale sont touchés par un taux élevé de sous-emploi. L'emploi des jeunes est dominé par des travaux à faible productivité, non rémunéré. Environ 85% des jeunes travailleurs n'ont pas un statut de salariés (ils sont travailleurs indépendants ou aides familiaux). Moins d'un jeune travailleur sur dix a un contrat formel de travail et quatre jeunes travailleurs sur cinq vivent en dessous du seuil de pauvreté. La qualité du travail est faible particulièrement en dehors de la capitale. La petite minorité des jeunes diplômés fait face à des grandes difficultés à trouver un emploi sécurisé de long terme, mais la qualité du travail qu'ils peuvent trouver est nettement meilleure. Toutes ces défis sur le marché du travail sont analysés dans le détail dans la section ci-dessous.

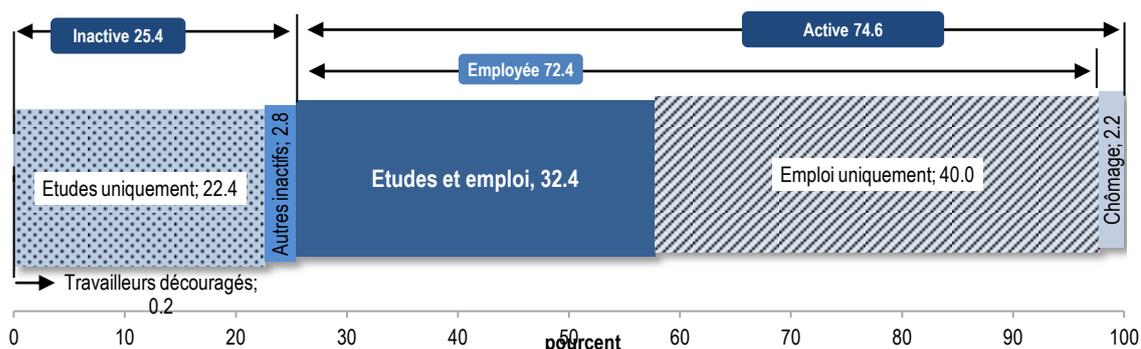
4.1 Statut d'activité des jeunes

RÉSUMÉ

- Trois jeunes togolais sur quatre sont économiquement actifs ; presque tous les jeunes qui ne sont pas sur le marché du travail sont des étudiants.
- Les difficultés d'emploi des jeunes se reflètent surtout par des taux de sous-emploi élevés et par une faible qualité du travail plutôt que par le chômage.

77. **Trois jeunes togolais sur quatre âgés de 15 à 24 ans sont déjà économiquement actifs.** La Figure 23, qui décrit la décomposition de la population jeune par statut d'activité, montre que ce large groupe de jeunes actifs se partage entre ceux qui travaillent uniquement (qui représentent 40% de tous les jeunes) et ceux qui cumulent le travail et les études (32%). Un pourcentage limitée des jeunes est au chômage (2%). Le plus grand désavantage des jeunes sur le marché du travail se traduit par des taux élevés de sous-emploi et des emplois de faible qualité, comme discuté dans les sections suivantes de ce chapitre. Presque tous les jeunes qui ne sont pas sur le marché du travail sont des étudiants ; la proportion d'inactifs, qui sont des travailleurs découragés ou des jeunes qui ne sont ni sur le marché du travail, ni étudiants, est assez limitée. Le faible taux de découragement se traduit par un faible taux de chômage *élargi* (voir Encadré 11 pour les définitions). Ces questions seront ultérieurement analysées dans les sections suivantes de ce chapitre.

Figure 23. Décomposition de la population jeune par statut d'activité



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Encadré 11. Définitions

Le taux de participation à la force de travail est défini comme la proportion de ceux qui participent à la force de travail sur la population total en âge de travailler, exprimé en pourcentage. La force de travail à son tour est définie comme l'ensemble des personnes économiquement occupés et des chômeurs.

Actif occupé : une personne est considérée active occupée s'il/elle a travaillé au moins une heure la semaine qui a précédé l'enquête pour un paiement (ou sans paiement), un profit, une rémunération en nature, ou pour une activité économique familiale. Une personne est également considérée active occupée s'il/elle n'a pas travaillé au cours de la période de référence mais a un travail.

Un chômeur est défini comme une personne qui n'a pas travaillé la semaine qui a précédé l'enquête mais qui a recherché un travail et est disponible à travailler.

Chômage élargi. Dans plusieurs contextes nationaux il peut y avoir des personnes qui ne sont pas sur le marché du travail mais qui veulent travailler et qui ne recherchent pas activement un travail parce que, par exemple, sont conscients que les opportunités de travail sont limitées (nommés souvent "travailleurs découragés"). Dans le cas où les travailleurs découragés sont introduit dans la définition de chômeurs, on parle de chômage élargi.

Inactif : la population inactif est composée de ceux qui ne sont pas dans la force de travail. La somme du taux d'inactifs et du taux des participants à la force de travail sur l'ensemble de la population en âge de travailler est équivalente à 100.

78. Les statistiques nationales masquent des variations importantes de la situation des jeunes sur le marché du travail selon leur âge, genre et milieu de résidence. Les Tableau 13 et Tableau 14, qui reportent respectivement la décomposition des statuts d'activités et les principaux indicateurs agrégés du marché du travail par rapport à ces trois variables, illustrent les principales tendances.

- **Résidence.** Le statut du marché du travail varie considérablement entre milieu rural et urbain, et cela reflète les importantes différences structurelles dans le marché du travail dans ces milieux. La participation au marché du travail est bien plus élevée parmi les jeunes ruraux (88% des jeunes) que parmi les jeunes urbains (68% des jeunes), mais le chômage est

concentré surtout en milieu urbain (cela touche environ 6% des jeunes actifs) et est négligeable en milieu rural (moins de 1% des jeunes actifs). Globalement la participation aux études varie de façon limitée entre le milieu urbain (55% des jeunes) et le milieu rural (54% des jeunes). Une décomposition de la population étudiante indique toutefois que les jeunes en milieu urbain sont beaucoup plus susceptibles d'étudier exclusivement (30% contre 15%) tandis que les jeunes en milieu rural sont plus susceptibles de combiner les études au travail (40% contre 25%).

Tableau 13. Décomposition de la population, personnes âgées de 15 à 24 ans, par milieu de résidence, genre et tranche d'âge

		Décomposition de la force de travail (% population)						Total
		Population inactive			Population active			
		Travailleurs découragés ^(a)	Etudiants	Autres inactifs	Employée		Chômeurs ^(c)	
					Etudiants ^(b)	Non étudiants		
Résidence	Urbain	0.2	30.3	3.9	24.9	37.0	3.7	100
	Rural	0.1	14.6	1.7	39.8	43.1	0.8	100
Genre	Garçons	0.1	24.0	2.4	38.9	32.2	2.4	100
	Filles	0.2	20.5	3.3	24.3	49.7	2.1	100
Tranche d'âge	15-19	0.2	28.3	2.6	40.7	27.2	1.0	100
	20-24	0.1	12.7	3.1	18.8	61.1	4.2	100
Total		0.2	22.4	2.8	32.4	40.0	2.2	100

Notes : (a) Les travailleurs découragés sont définis comme ceux qui ne travaillent pas, déclarent ne pas chercher un travail parce que ils se sentent découragés par rapport au succès de trouver un travail, mais ils accepteraient un emploi si on leur offrait un. (b) Il y a environ 1,4% d'observations manquantes sur la fréquentation scolaire des jeunes âgés de 15 à 24 ans et environ 0,7% d'observations manquantes sur la fréquentation scolaire des jeunes travailleurs. (c) Il y a environ 5% d'observations manquantes sur le statut de chômage pour les jeunes non employés âgés de 15 à 24 ans, ce qui représente environ 1% de la population totale des jeunes.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau 14. Indicateurs agrégés du marché du travail pour les personnes de 15 à 24 ans, par milieu de résidence, genre et tranche d'âge

Catégories		Participation au marché du travail (% pop.)	Participation à l'éducation (% pop.)	Inactivité ou non scolarisation (% pop.)	Taux d'emploi (% actifs)	Taux de chômage ^(a) (% actifs)	Taux de chômage élargi ^(b) (% pop. active étendue)
Résidence	Urbain	68.2	54.8	3.9	94.3	5.7	7.1
	Rural	87.7	53.5	1.7	99.1	0.9	1.2
Genre	Garçons	77.0	62.5	2.4	96.8	3.2	3.7
	Filles	79.1	44.0	3.3	97.3	2.7	3.8
Tranche d'âge	15-19	73.1	68.4	2.6	98.5	1.5	2.3
	20-24	85.5	31.0	3.1	95.0	5.0	5.7
Total		77.9	54.1	2.8	97.0	3.0	3.8

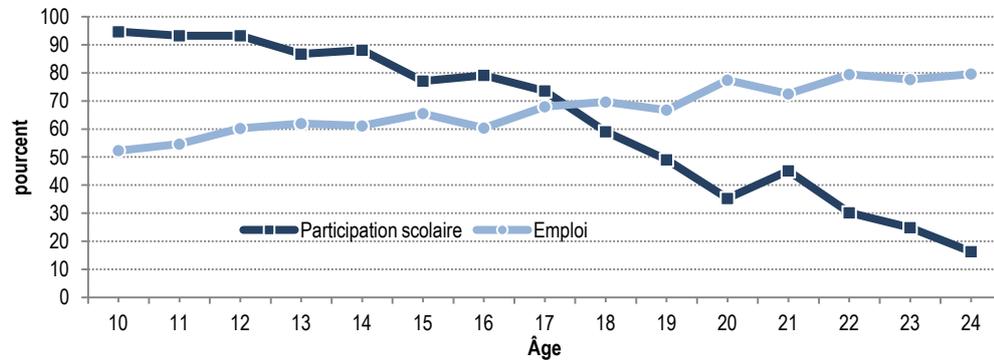
Notes : (a) Il y a environ 5% observations manquantes sur le statut de chômage pour les jeunes non employés âgés de 15 à 24 ans, ce qui représente environ 1% de la population totale des jeunes. (b) Le chômage élargi inclue aussi bien les chômeurs que les individus qui ne travaillent pas mais qui accepteraient une offre d'emploi. (c) Le taux de chômage élargi est la somme des chômeurs et des individus prêts à travailler exprimé comme pourcentage de la population active étendue. A son tour la population active étendue inclue les individus qui ne travaillent pas mais qui sont prêts à travailler et la population active

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

- **Âge.** Comme on pouvait s'y attendre, la participation à l'emploi augmente avec l'âge tandis qu'une tendance opposée prévaut pour la participation aux études. Toutefois la moitié des jeunes participe déjà à l'emploi à l'âge de 10 ans (Figure 24), soulignant la transition précoce vers le marché de l'emploi au Togo et le fait qu'une grande partie de ces jeunes travailleurs étaient déjà des enfants travailleurs. Il y a une chute importante dans la participation aux études dans la période de transition de l'adolescence vers l'âge de jeunes adultes. Les jeunes

adultes (c'est-à-dire de 20 à 24 ans) sont plus représentés dans l'emploi, mais la participation des adolescents (c'est-à-dire de 15 à 19 ans) à l'emploi est également importante. Les jeunes adultes économiquement actifs sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adolescents économiquement actifs, mais il faut noter que le taux de chômage pour ces jeunes adultes équivaut seulement à 5%.

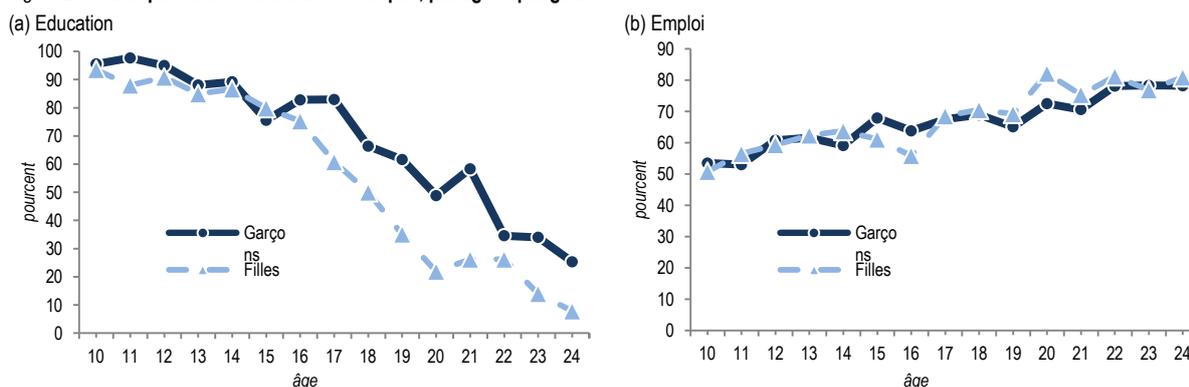
Figure 24. Participation à l'éducation et aux activités économiques, par âge



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

- Genre.** La plus grande différence entre les jeunes garçons et les jeunes filles est leur participation aux études. La proportion des jeunes garçons qui étudient est 20 points de pourcentage supérieure à celle des jeunes filles, avec des conséquences évidentes sur les possibilités d'emploi qui peuvent s'ouvrir dans la transition vers la vie adulte. Le Tableau 13 montre que la plus grande différence entre les garçons et les filles par rapport à leur scolarisation se situe dans le groupe de ceux qui *combinent* éducation et emploi – les garçons sont beaucoup plus susceptibles que les filles de continuer leur éducation une fois entrés dans la force de travail. Par contre, le taux de participation à la force de travail et le taux de chômage diffèrent peu entre jeunes hommes et jeunes femmes.
- Age et genre.** Les disparités de genre dans la participation aux études augmentent avec l'âge (Figure 25). La participation à l'éducation pour les jeunes femmes se réduit considérablement dans la période de transition de l'adolescence vers l'âge de jeunes adultes, bien plus que pour les jeunes hommes. Moins de 50% des jeunes femmes poursuivent leurs études après l'âge de 18 ans, et leur participation à l'éducation se réduit à 20% après l'âge de 20 ans. Les jeunes hommes par contre ont la tendance à être scolarisés plus longtemps ; les étudiants représentent 60% des jeunes hommes à l'âge de 18 ans et presque 50% à l'âge de 20 ans. La participation à l'emploi diffère peu par genre – la participation à l'emploi est à un niveau similaire pour les jeunes hommes et femmes à tous les âges. Pour les deux sexes, l'emploi augmente graduellement entre l'âge de 10 à 24 ans et atteint environ 80% à l'âge de 24 ans tant pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes.

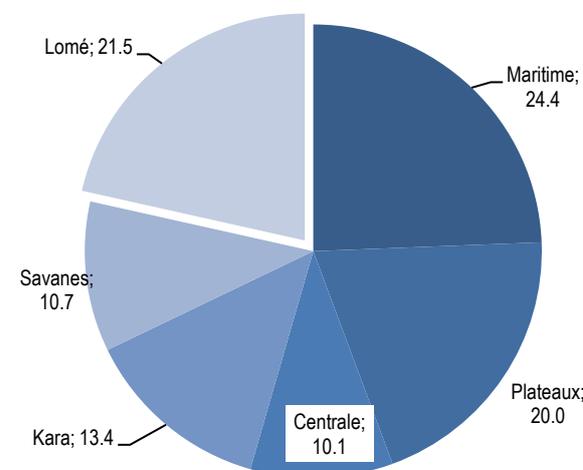
Figure 25. Participation à l'éducation et à l'emploi, par âge et par genre



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

79. Les estimations nationales masquent également une grande différence dans la situation du marché du travail des jeunes entre la région de la capitale Lomé et les autres régions. Comme présenté dans le Tableau 15, les jeunes à Lomé, qui représentent environ un cinquième des tous les jeunes du pays, ont une participation bien plus faible à la force de travail. Seulement 57% des jeunes à Lomé sont économiquement actifs, comparé à 74% pour la région qui a la deuxième plus faible participation des jeunes à la force de travail (Centrale). Les jeunes à Lomé sont beaucoup plus susceptibles d'être au chômage. En effet, le chômage des jeunes est une préoccupation uniquement dans la région de la capitale, où le taux de chômage atteint environ 15% ; les niveaux de chômage ailleurs sont négligeables. Les difficultés du marché du travail dans les autres régions se reflètent par des niveaux élevés de sous-emploi et par une faible qualité des emplois, comme discuté plus largement dans les sections suivantes.

Figure 26. Distribution de la population jeune par région



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau 15. Indicateurs agrégés du marché du travail pour les personnes de 15 à 24 ans, par région

Région	Participation au marché du travail (% pop.)	Participation à l'éducation (% pop.)	Inactivité ou non scolarisation (% pop.)	Taux d'emploi (% actifs)	Taux de chômage ^(a) (% actifs)	Taux de chômage élargi ^(b) (% pop. active étendue)
Maritime	86.1	52.7	2.8	99.2	0.8	1.0
Plateaux	85.9	57.0	0.5	99.0	1.0	1.0
Centrale	73.7	65.8	1.9	99.5	0.5	1.3
Kara	75.6	61.3	3.6	99.1	0.9	1.8
Savanes	95.7	42.8	1.1	100.0	0.0	0.0
Lomé	56.6	55.8	6.3	85.3	14.7	17.5

Notes : (a) Il y a environ 5% observations manquantes sur le statut de chômage pour les jeunes non employés âgés de 15 à 24 ans, ce qui représente environ 1% de la population totale des jeunes. (b) Le chômage élargi inclut aussi bien les chômeurs que les individus qui ne travaillent pas mais qui accepteraient une offre d'emploi. (c) Le taux de chômage élargi est la somme des chômeurs et des individus prêts à travailler exprimé comme pourcentage de la population active étendue. A son tour la population active étendue inclut les individus qui ne travaillent pas mais qui sont prêts à travailler et la population active
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Encadré 12. Statistiques plus récentes sur le emploi des jeunes

Le *Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être* (QUIBB 2011) fournit des statistiques plus récentes sur le emploi des jeunes et leur scolarisation au Togo.

Le Tableau A, qui décrit la décomposition de la population jeune par statut d'activité, montre que ce large groupe de jeunes actifs se partage entre ceux qui travaillent uniquement (qui représentent 38 pourcent de tous les jeunes) et ceux qui cumulent le travail et les études (27 pourcent). Un pourcentage limitée des jeunes est au chômage (2 pourcent). Cependant, une grande proportion de jeunes est inactif, c'est à dire non au marché du travail ni à l'éducation, ce qui représente 10 pourcent de la population des jeunes.

L'enquête QUIBB 2011, en ligne avec l'Enquête sur l'le Travail des Enfants 2010, indique que le chômage des jeunes est un phénomène essentiellement rural. La participation à l'éducation est légèrement plus élevé pour les jeunes vivant dans les zones urbaines (54 pourcent), comparativement à leurs pairs vivant dans les zones rurales (49 pourcent).

Tableau A. Décomposition de la population, personnes âgés de 15 à 24 ans, par milieu de résidence, genre et tranche d'âge

		Décomposition de la force de travail (% population)					Total
		Population inactives		Population active			
		Etudiants	Autres inactifs	Employée		Chômeurs ^(a)	
		Etudiants	Non étudiants				
Résidence	Urbain	36.3	13.5	15.1	31.5	3.7	100
	Rural	12.7	7.3	36.1	43.5	0.3	100
Genre	Garçons	27.2	5.4	35.9	29.6	1.9	100
	Filles	18.8	14.7	17.7	47.1	1.7	100
Tranche d'âge	15-19	28.5	7.8	36	27	0.7	100
	20-24	16.1	12.9	15.3	52.7	3.2	100
Total		23.0	10.0	26.9	38.3	1.8	100

Notes : (a) Est considérée comme chômeur, toute personne dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans qui n'a pas travaillé pendant les sept derniers jours qui ont précédé l'enquête, qui a recherché un travail pendant les sept derniers jours et qui est prête à travailler durant les quatre semaines suivant l'enquête.

Source : Estimations du programme UCW à partir du Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être, 2011.

La plus grande différence entre les jeunes garçons et les jeunes filles est leur participation aux études. La proportion des garçons qui étudient est d'environ 65 pourcent comparativement à 38 pourcent des femmes, avec des conséquences évidentes sur les possibilités d'emploi qui peuvent s'ouvrir dans la transition vers la vie adulte (Tableau B).

La participation à l'emploi augmente avec l'âge tandis qu'une tendance opposée prévaut pour la participation aux études. Les jeunes adultes économiquement actifs sont plus susceptibles d'être au chômage que les adolescents économiquement actifs, en partie en raison d'une baisse de la participation à l'éducation et de la transition vers le marché de l'emploi, qui sont liés à la transition à l'âge adulte.

Tableau B. Indicateurs agrégés du marché du travail pour les personnes de 15 à 24 ans, par milieu de résidence, genre et tranche d'âge

Catégories		Participation au marché du travail (% pop.)	Participation à l'éducation (% pop.)	Inactivité ou non scolarisation (% pop.)	Taux d'emploi (% actifs)	Taux de chômage ^(a) (% actifs)
Résidence	Urbain	50.2	54.1	13.4	92.7	7.3
	Rural	80.0	49.0	7.2	99.6	0.4
Genre	Garçons	67.4	64.7	5.2	97.2	2.8
	Filles	66.5	37.5	14.7	97.4	2.6
Tranche d'âge	15-19	63.7	65.3	7.7	98.9	1.1
	20-24	71.1	33.4	12.8	95.5	4.5
Total		66.9	51.3	9.9	97.3	2.7

Notes : (a) Est considérée comme chômeur, toute personne dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans qui n'a pas travaillé pendant les sept derniers jours qui ont précédé l'enquête, qui a recherché un travail pendant les sept derniers jours et qui est prête à travailler durant les quatre semaines suivant l'enquête.

Source : Estimations du programme UCW à partir du Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être, 2011..

Encadré 12. **Statistiques plus récentes sur le emploi des jeunes**

L'enquête QUIBB 2011 confirme aussi que le taux de chômage est plus élevé à Lomé que dans les autres régions (tableau C).

Tableau C. Indicateurs agrégés du marché du travail pour les personnes de 15 à 24 ans, par région

Région	Participation au marché du travail (% pop.)	Participation à l'éducation (% pop.)	Inactivité ou non scolarisation (% pop.)	Taux d'emploi (% actifs)	Taux de chômage ^(a) (% actifs)
Maritime	67.1	48.8	13.1	98.8	1.2
Plateaux	74.8	50.8	6.6	99.4	0.6
Centrale	71.7	59.3	7.5	99.1	0.9
Kara	85.7	56.7	4.8	97.4	2.6
Savanes	87.9	41.4	4.6	99.9	0.1
Lomé	42.9	51.5	15.7	90.2	9.8

Notes : (a) Est considérée comme chômeur, toute personne dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans qui n'a pas travaillé pendant les sept derniers jours qui ont précédé l'enquête, qui a recherché un travail pendant les sept derniers jours et qui est prête à travailler durant les quatre semaines suivant l'enquête.

Source: Estimations du programme UCW à partir du Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être, 2011.

Toutefois, il est difficile de comparer les résultats entre l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants de 2010 et l'enquête QUIBB de 2011, étant donné que les deux enquêtes ont utilisés des méthodologies et définitions différentes pour mesurer le emploi des jeunes et cela limite leur comparabilité.

80. Une analyse multivariée permet une évaluation plus approfondie des facteurs associés à l'emploi des jeunes. Une régression économétrique a permis d'estimer le lien entre la probabilité d'emploi des jeunes et un ensemble de caractéristiques de l'individu et du ménage. Les principaux résultats, présentés dans le Tableau 16, sont résumés ci-dessous.

- **Un niveau plus élevé d'éducation réduit** la probabilité d'avoir un emploi. Ceci est sans doute le résultat du fait que les jeunes avec un niveau plus élevé d'éducation sont restés sur le marché du travail pour moins de temps et qu'ils ont un salaire de réserve plus élevé. Etant donné que l'éducation des jeunes est corrélée avec le niveau de richesse du ménage, les jeunes les plus éduqués ont plus des moyens pour faire face à des périodes de chômage. Ce résultat *per se*, toutefois, donne peu d'informations sur le lien entre le capital humain et le succès sur le marché du travail. Le niveau de capital humain et les résultats sur le marché du travail sont discutés avec plus de détails dans la Section 3.4.
- **La pauvreté** augmente la probabilité d'emploi, et cela n'est pas surprenant étant donné que les jeunes pauvres n'ont pas les moyens de continuer leur scolarisation et de faire face à des périodes de chômage.
- **La possession de terre et de bétail** augmente également la probabilité d'emploi, vraisemblablement parce que les jeunes des ménages ayant ces biens ont accès à des opportunités d'emploi au sein de l'activité familiale.
- **L'accès au crédit** rend les jeunes moins susceptibles d'avoir un emploi, peut-être la raison de cela est que le crédit permet aux ménages d'anticiper les revenus de ses membres et d'investir davantage dans leur éducation.

Tableau 16. Déterminants du travail des jeunes de 15 à 24 ans, effets marginaux après une estimation probit avec des écarts types robustes

Variables explicatives		dy/dx	z
Age et sexe du jeune	Age	0.0604	1.30
	Age au carré	-0.0010	-0.84
	Fille	0.0109	0.62
Niveau d'éducation du jeune	Primaire	-0.0216	-0.67
	Secondaire	-0.1553***	-5.44
Caractéristiques du ménage	Sexe du chef de ménage masculin	0.0079	0.38
	Taille du ménage	-0.0040	-1.14
	No. fratrie 0-4 ans	0.0256**	2.00
	Dépenses du ménage inférieures à 50 000 FCFA	0.0642***	3.13
	Accès à l'eau courante	-0.0155	-0.78
	Crédit au cours de l'année passée ⁽¹⁾	-0.0952***	-4.04
	Propriétaire de terre ⁽²⁾	0.0718***	3.33
	Propriétaire de bétail ⁽³⁾	0.0886***	3.94
Chocs	Désastres naturels	-0.0577**	-2.07
	Chocs économiques	0.0208	0.57
	Autres types de chocs	-0.0443	-1.07
	Perte d'emploi/activité économique d'un membre du ménage	0.0353	1.10
	Perte de récolte	0.0262	0.79
	Perte de bétail	-0.0721**	-2.12
	Maladie/blessure/morte d'un membre actif du ménage	0.0467**	1.99
Indicateurs du marché du travail local	Demande de travail ⁽⁴⁾	1.5589***	6.38
	Offre de travail ⁽⁵⁾	0.0561	0.46
Résidence	Urbain	-0.0565*	-1.85

Notes : La catégorie de référence pour l'éducation des jeunes est : aucune éducation ; la catégorie de référence des régions : Savanes ; (1) Les membres du ménages ont eu un crédit au cours des 12 mois passés ; (2) Le ménage possède de la terre ; (3) Le ménage possède du bétail ; (4) La demande de travail est approximée par le ration d'adultes employé sur la population âgés de de 25 à 55 ans; and (5) L'offre de travail est approximée par la pourcentage des jeunes sur la population en âge de travailler ;
*** significatif au 1%, ** significatif au 5%, * significatif au 10%

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

- L'exposition aux **chocs individuels ou collectifs** (voir aussi Encadré 9) influence la probabilité d'emploi des jeunes. La nature de l'impact, toutefois, semble dépendre de la typologie du choc subi. L'exposition à un désastre naturel réduit la probabilité d'emploi des jeunes, sans doute à cause des amples pertes économiques associées au choc. La perte de bétail réduit également la probabilité d'emploi des jeunes. La maladie ou la morte d'un membre du ménage, au contraire, augmentent la probabilité d'emploi des jeunes, vraisemblablement parce que le jeune dans cette situation assume des plus grandes responsabilités et aide à subvenir aux besoins du ménage.
- **La demande locale d'emploi**, mesuré par le rapport entre les travailleurs et la population des personnes âgés de 25 à 55 ans, a un important impact positif sur la probabilité d'avoir un emploi, en soulignant ainsi le fait que l'emploi des jeunes est dicté en grande partie par la structure générale du marché du travail.
- **Le milieu de résidence** joue un rôle important dans la probabilité d'emploi. Les jeunes vivant en milieu urbain sont moins susceptibles d'avoir un emploi que les jeunes en milieu rural, et ceci reflète à nouveau les différences dans la structure du marché du travail des jeunes en milieu urbain et rural. Cette différence est en quelque sorte compensée par le

pourcentage plus réduit des jeunes en milieu urbain en situation de sous-emploi, comme discuté dans la 3.2 de ce rapport.

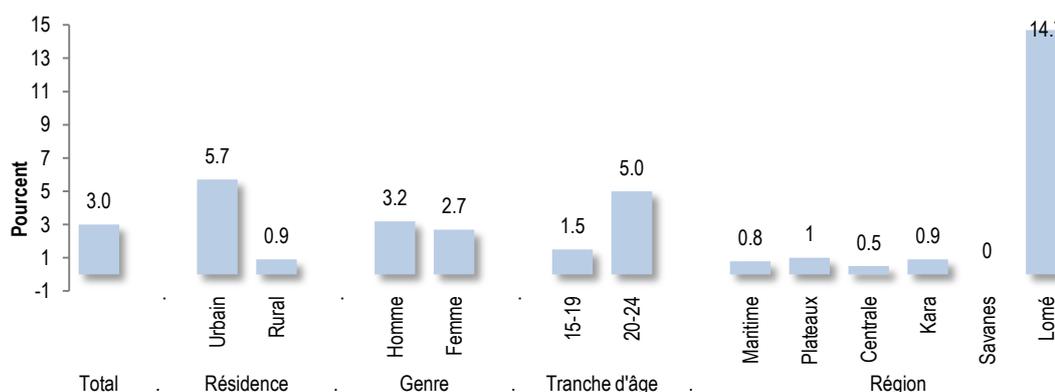
4.2 L'accès des jeunes aux emplois

RÉSUMÉ

- Les taux de chômage parmi les jeunes togolais sont faibles à l'exception de la région de la capitale Lomé.
- Les niveaux de sous-emploi, ou "chômage caché", sont toutefois bien plus élevés.

81. Les taux de chômage parmi les jeunes togolais sont faibles à l'exception de la région de la capitale Lomé. Environ 3% des jeunes dans la force de travail sont sans emploi. Comme présenté dans la Figure 27, les jeunes économiquement actifs âgés de 20 à 24 ans sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les jeunes de 15 à 19 ans, et les jeunes actifs en milieu urbain sont plus de cinq fois plus susceptibles d'être au chômage que les jeunes actifs ruraux. Les plus grandes différences dans le chômage des jeunes toutefois se trouvent parmi régions – le chômage des jeunes est essentiellement limité à la région de Lomé, où ce taux se situe à environ 15% ; dans les autres régions le chômage des jeunes est négligeable.

Figure 27. Taux de chômage (en pourcentage de la population active de 15 à 24 ans), par milieu de résidence, genre, tranche d'âge et région



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

82. Les niveaux de chômage "élargi" parmi les jeunes sont légèrement plus élevés. Le taux de chômage élargi permet une mesure plus complète du problème du chômage des jeunes car ce concept capture également les chômeurs découragés, c'est à dire ceux qui souhaitent travailler mais ne recherchent pas activement un emploi car ils sont pessimistes sur leurs perspectives d'emploi. Le taux de chômage élargi s'établi à environ 4% pour la population totale des 15 à 24 ans, et s'élève à 17% dans la région de Lomé. (Annexe Figure A3).

83. Il est important de souligner que ni le taux de chômage ni le taux de chômage élargi n'apportent une description complète des difficultés des jeunes sur le marché du travail au Togo. Pourquoi ? Dans les pays tels que le Togo, où la pauvreté demeure répandue, un grand nombre des jeunes ne peuvent pas se permettre de rester au chômage pour une longue période et ils sont obligés d'accepter des travaux occasionnels, notamment dans le secteur agricole. Dans ces circonstances, les difficultés dans le marché du travail sont mieux capturées

par les indicateurs de *sous-emploi* et de *qualité* de l'emploi. Le sous-emploi est discuté ci-dessous. La qualité de l'emploi est discutée dans la Section 4.3.

84. Le sous-emploi des jeunes, appelé également "chômage caché", est très élevé au Togo. Le taux de sous-emploi est défini comme le nombre de personnes en situation de sous-emploi exprimée en pourcentage du total des personnes en emploi. Une personne est en situation de sous-emploi s'il/elle travaille moins de 40 heures par semaine.³² Comme présenté dans la Figure 28 environ un tiers des jeunes employés est sous-employé en accord avec cette définition. Le sous-emploi est plus élevé parmi les jeunes ruraux (33% des jeunes employés) que les jeunes urbains (27%), et parmi les jeunes hommes (33%) que les jeunes femmes (27%). Le taux élevé de sous-emploi signale la sous-utilisation substantielle des capacités productives en dehors de la capitale.

85. L'analyse faite sur l'indicateur de sous-emploi met en évidence la différence des difficultés d'emploi que les jeunes rencontrent à Lomé par rapport aux autres régions du pays. Lomé a de loin le taux de chômage le plus élevé mais le taux de sous-emploi le plus faible. En d'autres termes, s'il est vrai que l'indicateur de chômage suggère que les jeunes en dehors de Lomé ont moins de difficultés à trouver un travail, l'indicateur de sous-emploi présenté plus haut suggère que ces travaux ont la tendance à être à temps partiel. Cette tendance est particulièrement prononcée dans la région Centrale, où le taux de chômage des jeunes est inférieure à 1% mais le taux de sous-emploi s'élève presque à 43%.

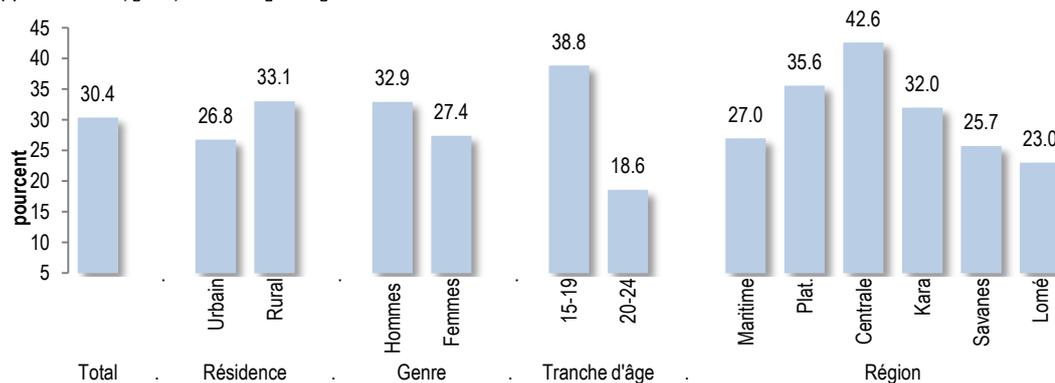
86. La variation du sous-emploi par rapport à l'âge est considérable. Les travailleurs âgés de 15 à 19 ans ont une possibilité plus que double d'être sous-employés par rapport aux travailleurs plus âgés (39% contre 19%). Ce résultat en grande partie reflète le fait que les plus jeunes travailleurs sont beaucoup plus susceptibles de travailler à temps partiels afin de continuer leurs études. Comme présenté dans le Tableau 13, Presque 41% des jeunes âgés de 15 à 19 ans sont des étudiants travailleurs, comparés à seulement 19% des jeunes âgés de 20 à 24 ans.

87. Le sous-emploi est bien plus élevé dans l'agriculture et le commerce que dans les autres secteurs. Plus de 38% des jeunes travailleurs dans ces deux secteurs sont sous-employés, comparés à 22% dans les services, 18% dans la construction et 13% dans la manufacture. Comme discuté ci-après, l'agriculture et le commerce sont également les deux secteurs où la plupart (72%) des jeunes travailleurs se trouvent. Ces deux secteurs semblent jouer un rôle important dans l'absorption des jeunes travailleurs incapables de trouver un travail à temps plein dans d'autres secteurs de l'économie.

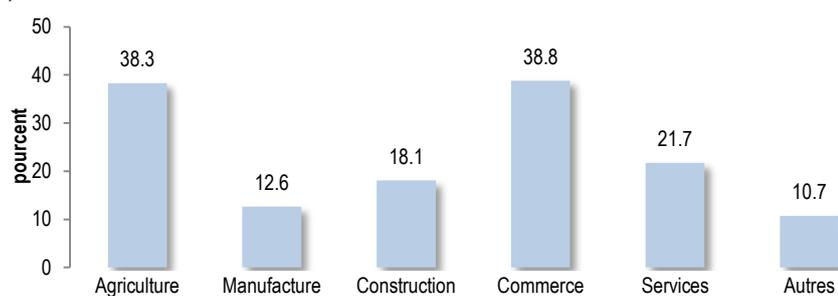
³² Le sous-emploi relatif au temps de travail est l'approximation la plus appropriée pour mesurer une sous-utilisation de la force de travail, étant donné qu'il s'agit de la seule composante du sous-emploi qui peut être mesurée par la communauté des statisticiens du travail sur la base des critères acceptés et clairement définis. Le sous-emploi relatif au temps de travail est mesuré comme le pourcentage sur la totalité des travailleurs de ceux qui travaillent moins de 40 heures par semaine et qui veulent et/ou sont disponibles pour travailler plus. Toutefois, étant donné que l'Enquête sur le Travail des Enfants de 2010 ne contient pas d'informations sur le désir de travailler plus, on a retenu dans ce rapport le seuil de 40 heures par semaine pour mesurer le taux de sous-emploi.

Figure 28. Taux de sous-emploi des jeunes (en pourcentage de la population employée de 15 à 24 ans)

(a) Par résidence, genre, tranche d'âge et région



(b) Par secteur



Notes : (a) Le taux de sous-emploi relatif au temps de travail est défini comme le nombre des travailleurs en situation de sous-emploi exprimé en pourcentage du total des personnes ayant un emploi. Une personne est considérée en situation de sous-emploi s'il/elle travaille moins de 40 heures par semaine. Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

4.3 La qualité du travail des jeunes

RÉSUMÉ

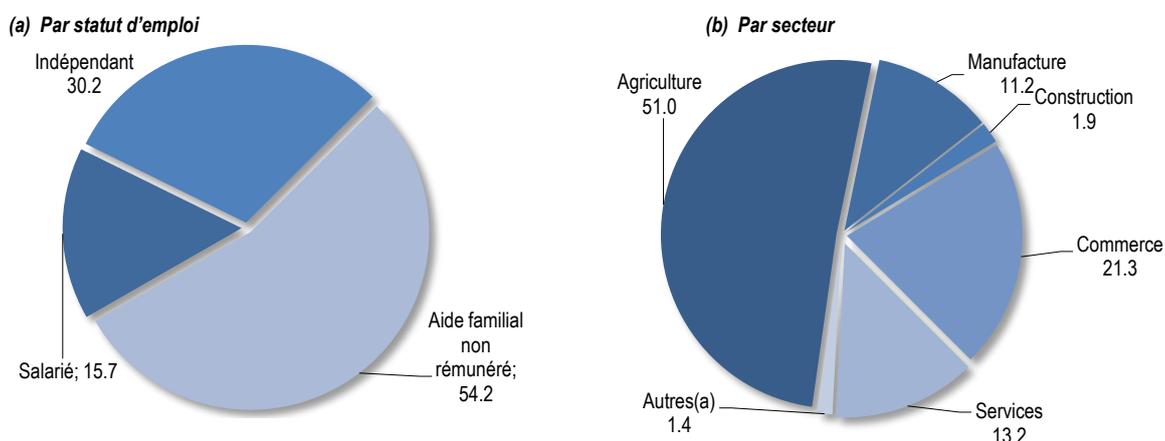
- Un ensemble d'indicateurs suggère que la qualité des emplois des jeunes togolais est généralement faible.
- L'emploi des jeunes est dominé par la faible productivité et le travail non rémunéré concentré dans le secteur informel.
- Pour une grande partie des jeunes l'obtention d'un travail n'apporte pas des revenus suffisants pour sortir de la pauvreté.

88. Obtenir un emploi *per se* n'est bien évidemment pas une condition suffisante pour garantir des performances de succès sur le marché du travail. Les indicateurs reflétant la *qualité* d'emploi sont également utiles pour évaluer le succès des jeunes sur le marché du travail. Il est toutefois difficile de définir la qualité d'emploi ; il n'y a en effet pas un indicateur unique de la qualité de l'emploi. Cette section présente une série d'indicateurs descriptifs qui permettent d'estimer la qualité des emplois occupés par les jeunes togolais. Ces indicateurs incluent le secteur et le statut d'emploi, la formalité, l'emploi non agricole et la possibilité de sortir de la pauvreté. Pris dans leur ensemble, ils suggèrent que la qualité des emplois obtenus par les jeunes togolais est généralement très faible.

89. **L'emploi des jeunes est dominé par la faible productivité et le travail non rémunéré.** La Figure 29, qui présente l'emploi des jeunes selon son secteur et son statut d'activité, indique qu'environ 85% des jeunes travailleurs

a un travail non rémunéré (travailleur indépendant ou aide familial non rémunéré). Le secteur agricole compte environ la moitié des jeunes travailleurs ; une grande partie des autres jeunes sont employés dans les services (21%), commerce (19%) ou manufacture (10%).

Figure 29. Décomposition de l'emploi des jeunes



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

90. La composition de l'emploi des jeunes diffère considérablement entre Lomé et les autres régions du pays. Dans la région de la capitale, le travail rémunéré dans les services ou dans le commerce est la forme la plus répandue d'emploi tandis que le statu d'aide familial non rémunéré dans le secteur agricole est le travail le plus répandu dans les autres régions (Tableau 17 and Tableau 18). Il y a aussi d'importances différences dans la composition de l'emploi par rapport au milieu de résidence. L'emploi salarié représente une partie bien plus importante de l'emploi total en milieu urbain, toutefois la majorité des jeunes tant en milieu urbain que rural sont employés en tant qu'aide familiaux non rémunérés. Il n'est pas surprenant de constater que le travail agricole prédomine en milieu rural, alors que la composition de l'emploi varie plus en milieu urbain. Le commerce, les services, l'agriculture et la manufacture représentent tous des secteurs importants de l'emploi en milieu urbain.

Tableau 17. Statut d'emploi, en pourcentage des personnes employées de 15 à 24 ans, par genre, milieu de résidence et région

Catégorie	Genre		Résidence		Région					
	Hommes	Femmes	Urbain	Rural	Maritime	Plateaux	Centrale	Kara	Savanes	Lomé
Salarié	15.8	15.5	26.0	7.9	13.2	12.3	12.9	8.7	5.3	42.9
Indépendant	25.9	35.2	30.4	30.0	45.3	25.1	22.2	16.5	26.1	30.3
Aide familial non rémunéré	58.3	49.3	43.6	62.1	41.5	62.6	65.0	74.8	68.6	26.9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau 18. **Secteur d'activité, en pourcentage des personnes employées de 15 à 24 ans, par genre, milieu de résidence et région**

Catégorie	Genre		Résidence		Région					
	Hommes	Femmes	Urbain	Rural	Maritime	Plateaux	Centrale	Kara	Savanes	Lomé
Agriculture	55.3	45.4	21.2	71.8	42.7	62.9	55.6	72.6	63.8	3.7
Manufacture	12.8	9.1	16.8	7.3	14.2	10.7	7.6	5.5	10.0	15.4
Construction	2.3	1.4	1.8	2.0	1.0	0.4	1.8	2.0	4.6	4.7
Commerce	16.4	27.6	36.3	10.8	23.9	14.2	26.5	10.3	12.7	46.7
Services	11.6	15.4	21.5	7.4	15.0	10.8	8.6	8.5	8.9	28.0
Autres ^(a)	1.7	1.2	2.4	0.8	3.2	1.0	0.0	1.2	0.0	1.4
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

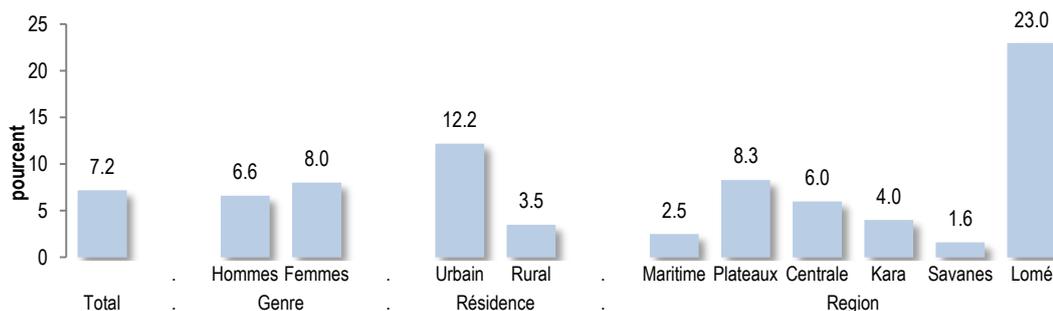
Note: (a) La catégorie "Autres" inclue le secteur minier et extractif, électricité, fourniture de gaz et eau et emploi dans d'organisations extraterritoriales.
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

91. La composition de l'emploi diffère aussi considérablement selon le genre. Les jeunes femmes sont plus susceptibles que les jeunes hommes d'avoir un travail indépendant (35% contre 26%) et moins susceptibles d'être employées en tant qu'aide familial non rémunéré (49% contre 58%). Par rapport au secteur d'activité, les plus grandes différences entre les deux sexes sont dans les secteurs de l'agriculture et du commerce. Une partie plus importante des jeunes femmes sont employées dans le secteur du commerce (28%) que des jeunes hommes (16%), alors que le secteur agricole absorbe une plus grande partie des jeunes hommes (55%) que des jeunes femmes (45%). Le secteur du commerce inclue les « marchés » urbain, où la présence des femmes prédomine dans la commercialisation des produits textiles et d'autres produits.

92. Presque tous les jeunes togolais qui occupent un emploi travaillent en dehors du secteur formel. La Figure 30 indique que seulement 7% des jeunes employés possèdent un contrat de travail écrit, utilisé ici comme indicateur de formalité de l'emploi.³³ Encore une fois, Lomé diffère considérablement du reste du pays- en effet 23% des jeunes travailleurs dans la capitale possèdent un contrat de travail écrit comparés à seulement 8% dans la région où la possession d'un contrat est la plus élevée (Plateaux). Les différences par milieu de résidence sont aussi larges- les jeunes en milieu urbain ont une probabilité trois fois supérieure d'avoir un contrat écrit par rapport aux jeunes ruraux. Un contrat écrit est probablement le meilleur indicateur de qualité de l'emploi. Les contrats écrits sont généralement associés à une certaine stabilité du travail et à des protections légales, des salaires plus élevés et certains bénéfices supplémentaires tels que la retraite ou l'assurance maladie.

³³ La formalité est ici approximé par la possession d'un contrat écrit étant donné que d'autres informations ne sont pas disponibles dans l'Enquête sur le Travail des Enfants au Togo.

Figure 30. Possession d'un contrat écrit, en pourcentage des personnes employées de 15 à 24 ans, par genre, milieu de résidence et région



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

93. Deux jeunes actifs sur trois en milieu rural travaillent dans le secteur agricole (Tableau 19). Toutefois de nombreuses preuves indiquent que la productivité et la rentabilité du secteur *non agricole* sont généralement supérieures à celles du secteur agricole, tout comme le sont les salaires moyens et les conditions de travail. Étendre l'accès à l'emploi dans les entreprises non agricoles est alors crucial pour les jeunes ruraux, car cela leur permettrait d'améliorer leur situation d'emploi.

Tableau 19. Emploi dans le secteur non agricole^(a), en pourcentage des travailleurs résidents en milieu rural de 15 à 24 ans, par genre et région

Catégorie	Genre		Région						Total
	Hommes	Femmes	Maritime	Plateaux	Centrale	Kara	Savanes	Lomé	
Non-agricole	25.4	32.2	42.1	21.0	33.7	16.5	26.3	-	28.2
Agricole	74.6	67.8	57.9	79.0	66.3	83.5	73.7	-	71.8
Total	100	100	100	100	100	100	100	-	100

Notes : (a) Les travailleurs non agricoles sont définis comme ceux qui travaillent en dehors du secteur agricole.
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

94. Pour un grand nombre de jeunes actifs, l'obtention d'un travail ne permet pas nécessairement de sortir de la pauvreté. Presque quatre jeunes travailleurs sur cinq (78%) sont pauvres, comparé à un taux de 75% des pauvres dans l'ensemble de la population des jeunes, où l'indicateur de pauvreté fait référence au seuil international de 1,25US\$ par jour.³⁴ Le statut de pauvreté est calculé au niveau du ménage, et les ménages sont classés pauvres si les dépenses par tête sont inférieures au seuil de pauvreté. Ces statistiques fournissent un autre indicateur important de la faible qualité de l'emploi des jeunes- en effet, même si la plus part de jeunes actifs possèdent un emploi, ces emplois sont concentrés essentiellement dans le secteur informel et ne permettent pas de sortir de la pauvreté.

95. Les travailleurs pauvres se trouvent essentiellement dans le secteur agricole et dans le travail familial non rémunéré. (Tableau 20). Plus de 86% des jeunes qui travaillent dans l'agriculture sont pauvres, ainsi que 82% des jeunes qui travaillent en tant qu'aide familiaux non rémunérés. Le niveau de travailleurs pauvres est encore plus élevé parmi les jeunes dans le secteur de la

³⁴ Les lignes internationales de pauvreté sont utilisées et les prix en monnaie locale sont convertis en utilisant le taux d'échange en parité de pouvoir d'achat et sont ajustés par l'inflation.

construction (91%), mais ce secteur représente une petite partie (2%) de l'ensemble des jeunes actifs. Une plus grande partie des travailleurs pauvres se situent en milieu rural plutôt qu'en milieu urbain, mais presque deux tiers des travailleurs en milieu urbain sont également pauvres. (Tableau 21).

Tableau 20. Statut de pauvreté et type d'emploi, travailleurs âgés de 15 à 24 ans

		<i>En dessous de la ligne de la pauvreté⁽¹⁾</i>	<i>Au-dessus de la ligne de pauvreté</i>	<i>Total</i>
Total		77.7	22.3	100
Secteur d'activité	Agriculture	86.3	13.7	100
	Manufacture	73.9	26.2	100
	Construction	90.6	9.4	100
	Commerce	63.5	36.5	100
	Services	63.1	36.9	100
	Autres ⁽²⁾	25.5	74.5	100
Statut d'emploi	Salarié	69.8	30.2	100
	Indépendant	74.7	25.3	100
	Aide familial non rémunéré	81.5	18.6	100

Notes: (1) Ligne de pauvreté international de 1,25US\$ par jour en parité de pouvoir d'achat en 2005 (PPA); (2) La catégorie "Autres" inclut le secteur minier et extractif, électricité, fourniture de gaz et eau et emploi dans d'organisations extraterritoriales.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau 21. Statut de pauvreté, par milieu de résidence et genre, travailleurs âgés de 15 à 24 ans

		<i>En dessous de la ligne de la pauvreté⁽¹⁾</i>	<i>Au-dessus de la ligne de pauvreté</i>	<i>Total</i>
Résidence	Rural	85.4	14.6	100
	Urbain	67.3	32.7	100
Genre	Hommes	78.2	21.9	100
	Femmes	77.1	22.9	100

Notes: (1) Ligne de pauvreté international de 1,25US\$ par jour en parité de pouvoir d'achat en 2005 (PPA).

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

96. La proportion de travailleurs pauvres se réduit significativement avec le niveau d'éducation, mais demeure très élevée également parmi les jeunes avec le plus haut niveau d'éducation. 82% des jeunes travailleurs sans éducation sont pauvres contre 69% des jeunes travailleurs avec un niveau d'éducation secondaire (Tableau 22). Sans doute ce résultat est en partie expliqué par un effet caché de richesse (c'est à dire que les jeunes les plus éduqués ont la tendance à vivre dans les ménages les plus aisées), mais pourrait également refléter le fait que les rendements de l'éducation se traduisent en revenus plus élevés. Les revenus moyens d'un jeune avec un niveau d'éducation au moins secondaire sont environ un tiers plus élevés des revenus d'un jeune avec un niveau d'éducation primaire (Figure 32, Section 4.4). Les liens entre le capital humain et l'emploi des jeunes sont discutés plus largement dans la prochaine section.

Tableau 22. Statut de pauvreté, par niveau d'éducation, travailleurs âgés de 15 à 24 ans

		<i>En dessous de la ligne de la pauvreté⁽¹⁾</i>	<i>Au-dessus de la ligne de pauvreté</i>	<i>Total</i>
Niveau d'éducation	Jamais scolarisés	81.8	18.2	100
	Primaire	75.3	24.7	100
	Secondaire	69.1	30.9	100

Notes: (1) Ligne de pauvreté international de 1,25US\$ par jour en parité de pouvoir d'achat en 2005 (PPA).

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

4.4 Capital humain et résultats de l'emploi des jeunes

RÉSUMÉ

- Un grand nombre de jeunes togolais de 15 à 24 ans ont peu d'opportunités d'acquérir un niveau de capital humain élevé : environ un tiers des jeunes de 15 à 24 ans n'ont jamais été scolarisés et moins 15 pourcent ont un niveau d'éducation post secondaire.
- Les jeunes plus instruits ont plus de difficultés à trouver un emploi, mais la qualité de l'emploi qu'ils détiennent tend à être plus satisfaisante.

97. Le lien le plus évident qui existe entre le travail des enfants et les difficultés d'emploi des jeunes concerne le déficit de scolarisation. Il a été montré précédemment dans ce rapport que le travail des enfants est associé à une éducation compromise. Cette section, à son tour, examine le rôle du niveau d'études sur la situation des jeunes sur le marché de l'emploi.³⁵ La section se concentre en particulier sur les liens entre l'éducation et la qualité de l'emploi, étant donné qu'il n'y a pas suffisamment d'informations dans la base des données de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants de 2010 pour évaluer le lien entre l'éducation et le chômage.

98. **Un grand nombre de jeunes togolais de 15 à 24 ans ont peu d'opportunités d'acquérir un niveau de capital humain élevé.** Un tiers des jeunes âgés de 15 à 24 ans n'ont jamais été scolarisés et un tiers possèdent seulement un niveau d'éducation primaire, tandis que moins de 1 pourcent possèdent un niveau d'éducation post secondaire (Tableau 23). Le faible capital humain est une préoccupation majeure en milieu rural and dans les régions en dehors de Lomé. La proportion des jeunes sans éducation est de 9 pourcent à Lomé comparé à 28 pourcent dans la deuxième région où le niveau d'éducation est le plus élevé (Centrale). Quel est l'impact du faible capital humain sur les résultats des jeunes sur le marché du travail ? L'analyse descriptive présentée ci-dessous suggère que les jeunes plus instruits ont plus de difficulté à trouver un emploi, mais la qualité de l'emploi qu'ils détiennent tend à être plus satisfaisante.

Tableau 23. Niveau d'éducation, population non étudiante âgée de 15 à 24 ans, par genre, milieu de résidence et région

Catégorie	Genre		Résidence		Région						Total
	Hommes	Femmes	Urbain	Rural	Maritime	Plateaux	Centrale	Kara	Savanes	Lomé	
Sans instruction	23.6	38.3	18.0	44.8	32.1	33.6	28.1	44.8	60.8	8.5	31.7
Primaire	31.7	33.2	31.3	33.7	34.7	41.7	33.7	27.5	22.5	30.0	32.5
Secondaire	41.7	27.1	46.4	21.6	33.2	24.7	38.2	27.0	16.7	52.8	33.7
Post secondaire	3.0	1.4	4.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.7	0.0	8.8	2.1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

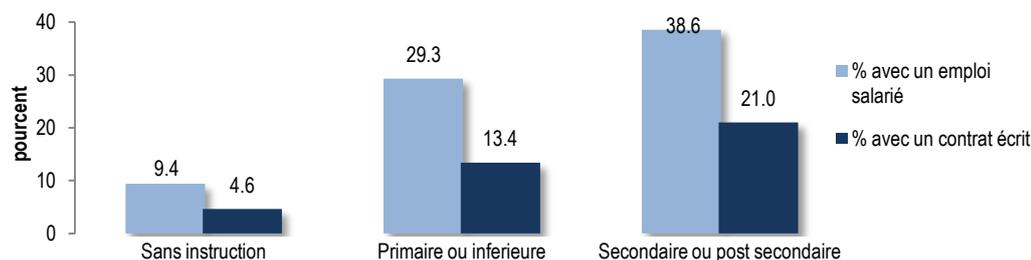
99. La qualité de l'emploi est strictement corrélée au niveau d'éducation.

La Figure 31 présente les liens entre la qualité de l'emploi et le niveau d'éducation pour les jeunes travailleurs (uniquement ceux qui ne sont plus scolarisés sont inclus). Deux indicateurs de qualité d'emploi sont considérés – l'emploi salarié et la possession d'un contrat écrit (voir la discussion faite précédemment). La figure illustre que la probabilité d'obtenir un emploi salarié

³⁵ A lack of longitudinal data and/or of retrospective questions on involvement in work as children prevents exploring the link between youth employment outcomes and child labour involvement directly.

et formel augmente considérablement avec le niveau d'éducation. La figure indique également que même un faible niveau d'éducation est bénéfique : les jeunes possédant un niveau d'éducation primaire ont trois fois plus de chance d'obtenir un emploi salarié que ceux n'ayant aucun niveau d'éducation.

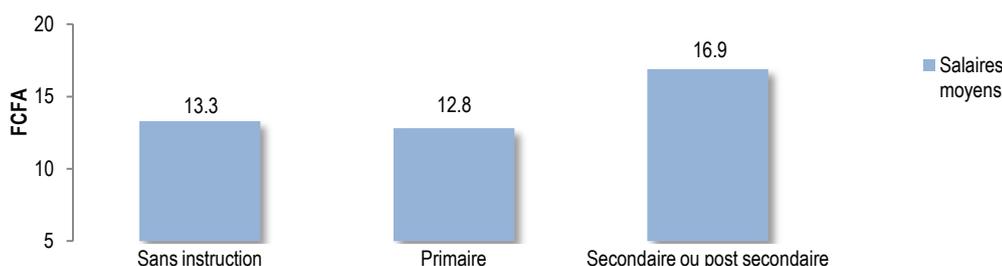
Figure 31. Niveau d'éducation et qualité de l'emploi ^(a)



Notes : (a) Uniquement les jeunes travailleurs qui ont fini d'étudier sont considérés.
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

100. L'avantage salarial associé à des plus hauts niveaux d'éducation est important. La Figure 32, qui représente le salaire mensuel moyen par niveau d'éducation, montre que les salaires moyens sont environ un tiers plus élevés pour un jeune diplômé du secondaire par rapport à un jeune possédant un niveau d'éducation primaire ou sans éducation. Toutefois il n'y a aucun avantage salarial associé à un niveau d'éducation primaire vis à vis d'une manque totale de scolarisation. Cela soulève la question des compétences minimales requises sur le marché du travail togolais, et suggère qu'une éducation primaire à elle seule n'est pas suffisante pour améliorer les performances des jeunes sur le marché du travail.

Figure 32. Salaires moyens (en milliers de FCFA) ^(a) des jeunes travailleurs, ^(b) par niveau d'éducation



Notes : (a) Le salaire moyen est calculé pour tous les jeunes travailleurs non étudiant qui ont une rémunération supérieure à zéro; (b) Seulement les jeunes employés qui ont terminé leurs études sont considérés.
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

101. L'analyse économétrique confirme l'importance du niveau d'éducation sur les revenus. Un modèle économétrique a permis d'estimer l'importance de l'éducation ainsi que d'autres caractéristiques individuelles et familiales sur les revenus. Les résultats des estimations, présentés dans le Tableau 24, indiquent que l'avantage salarial associé avec une éducation post secondaire est positif alors que ce n'est pas le cas pour l'éducation primaire. En particulier, les jeunes avec une éducation supérieure peuvent s'attendre à des revenus 18% plus élevés que ses homologues sans éducation. Un autre résultat important de cette estimation fait référence à l'impact du travail des

enfants.³⁶ Le fait d'avoir travaillé pendant l'enfance réduit de 10% les revenus attendus comparés à ceux qui ont commencé à travailler plus tardivement, soulignant ainsi le lien important entre le travail des enfants et les performances sur le marché du travail des jeunes.

102. Le Tableau 24 présente aussi d'autres déterminants des revenus. Les revenus augmentent avec l'âge ; les jeunes hommes et les jeunes mariés ont aussi des revenus supérieurs. Les niveaux des revenus semblent dépendre du secteur d'activité, l'emploi dans le secteur des services semble être associé à des revenus plus élevés. Pour finir, les revenus dépendent de manière importante de la région de résidence, ce qui fournit une ultérieure évidence des différences inter régionales dans les conditions du marché du travail. En particulier, l'emploi dans les régions Centrale et Kara est associé à de plus faibles revenus relativement à la région Maritime, tandis que l'emploi à Lomé est associé à des revenus nettement supérieurs relativement à la région Maritime.

³⁶ Afin de mesurer l'effet d'avoir commencé à travailler en âge jeune, on a inclus la variable "Travaillé pendant l'enfance". La variable prend valeur 1 si la personne a commencé à travailler entre l'âge de 5 et de 14 ans, et 0 s'il/elle a commencé à travailler à l'âge de 15 ans ou plus tard.

Tableau 24. Déterminant des revenus ^(a) Résultats de l'estimation OLS avec des écarts types robustes, travailleurs de 15 à 60 ans

Variables		Logarithme des revenus ^(b)	Écarts types
Age, genre et statut marital	Age	0.0727***	(0.0133)
	Age au carré	-0.0008***	(0.0002)
	Homme	0.4887***	(0.0555)
	Marié	0.2160***	(0.0596)
Caractéristiques du ménage	Chef de ménage homme	-0.0828	(0.0761)
	Taille du ménage	0.0144	(0.0101)
	Eau courante	0.0864	(0.0569)
	Crédit	0.0875	(0.0729)
	Possession de terre	-0.0659	(0.0536)
	Possession de bétail	-0.0503	(0.0562)
Niveau d'éducation ^(c)	Primaire	-0.0238	(0.0546)
	Secondaire ou post secondaire	0.1831***	(0.0683)
Age au premier emploi et heures de travail	Travaillé pendant l'enfance ^(d)	-0.1003**	(0.0505)
	Heures de travail hebdomadaires	0.0053***	(0.0010)
Secteur d'emploi ^(c)	Manufacture	0.0543	(0.0688)
	Services	0.1333**	(0.0557)
	Autre	-0.0036	(0.1180)
Chocs	Désastres naturels	-0.1782***	(0.0639)
	Chocs économiques	0.1358	(0.0899)
	Autres chocs	0.1594	(0.1122)
	Perte de travail/activité économique	-0.0537	(0.0755)
	Perte de récolte	-0.0336	(0.0751)
	Perte de bétail	0.0348	(0.0867)
	Maladie/blessure/morte d'un membre actif du ménage	-0.1438**	(0.0596)
Résidence	Urbain	0.1025	(0.0735)
Région ^(e)	Plateaux	-0.0468	(0.0684)
	Centrale	-0.2566***	(0.0716)
	Kara	-0.3804***	(0.0844)
	Savanes	0.0830	(0.0883)
	Lomé	0.1522*	(0.0910)
Constant		0.2867	(0.2648)

Notes : (a) La variable dépendante est le logarithme des revenus (b) niveau de significativité *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1; (c) Catégorie de référence: sans instruction; (d) Catégorie de référence: commencé à travailler à l'âge de 15 ans ou plus tard; et (e) Catégorie de référence : région Maritime..
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

103. En résumé, les données soulignent que les bénéfices de l'éducation sont substantiels sur le marché du travail togolais. Alors que des niveaux élevés de chômage parmi les jeunes les plus instruits indiquent qu'ils rencontrent certaines difficultés initiales à trouver un travail, les emplois qu'ils obtiennent éventuellement tendent à être de meilleure qualité et, pour ceux qui ont un niveau d'éducation post secondaire, sont certainement mieux rémunérés. Ceci a des implications importantes en termes d'arbitrage entre mise au travail des enfants et éducation. En effet, la théorie et les estimations suggèrent que les rendements positifs de l'éducation peuvent avoir d'importantes répercussions

sur la décision des parents d'investir dans l'éducation de leurs enfants.³⁷ Lorsque des opportunités d'obtention d'emplois plus qualifiés existent pour les plus diplômés, les parents ont davantage d'incitation à investir dans la scolarisation de leurs enfants et à *ne pas* mettre leurs enfants précocement au travail.

4.5 Position relative des jeunes sur le marché du travail

RÉSUMÉ

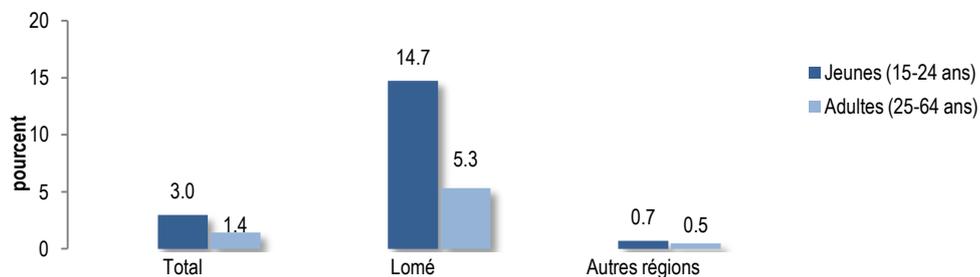
- Le taux de chômage est trois fois plus élevé parmi les jeunes que parmi les adultes à Lomé, montrant ainsi l'existence de spéciales barrières à l'emploi des jeunes dans la capitale.
- Les niveaux de salaires pour les jeunes sont considérablement plus faibles que ceux des adultes, tant à Lomé que dans les autres régions.

104. Comparer le statut sur le marché du travail des jeunes par rapport aux adultes fournit une indication de l'ampleur du désavantage des jeunes par rapport aux adultes concernant l'obtention d'un emploi de qualité.

105. **Le taux de chômage est trois fois plus élevé parmi les jeunes que parmi les adultes à Lomé, mais il est négligeable pour les deux groupes en dehors de la capitale** (Figure 33). 15% des jeunes actifs sont au chômage à Lomé contre 5% pour leurs homologues adultes, et cela montre l'existence de spéciales barrières à l'emploi des jeunes dans la capitale qui nécessitent une particulière attention des décideurs politiques. Les différences en matière de *sous-emploi* sont considérables tant à Lomé que dans les autres régions. Cela toutefois ne reflète pas forcément un désavantage des jeunes sur le marché du travail étant donné que un nombre important de jeunes travaillent à temps partiel pour continuer leurs études. Comme discuté précédemment, en effet, un tiers des jeunes combinent les études et le travail (Figure 23).

Figure 33. Différences dans le chômage et le sous-emploi, jeunes et adultes actifs

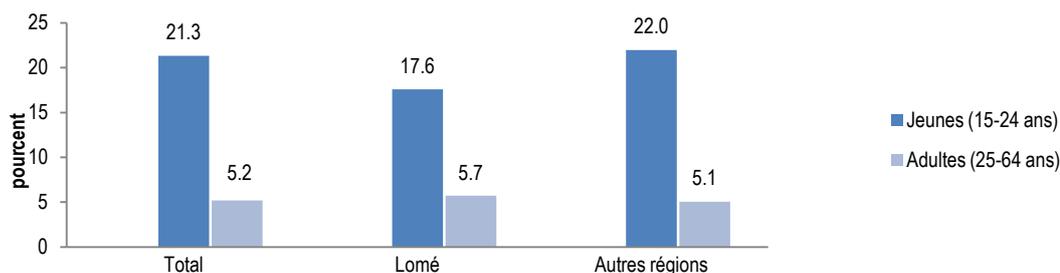
(a) Taux de chômage (pourcentage de la population active)



³⁷ Voir par exemple la discussion sur ce thème dans : UCW programme, *Joining Forces Against Child Labour. Inter-agency report for The Hague 2010 Global Child Labour Conference*. Rome, May 2010.

Figure 33. Différences dans le chômage et le sous-emploi, jeunes et adultes actifs

(b) Sous-emploi (pourcentage de la population occupée)^(a)



Notes : (a) Le taux de sous-emploi est défini comme le nombre des personnes employées en situation de sous-emploi exprimé en pourcentage de toutes les personnes qui ont un emploi. Une personne est considérée en situation de sous-emploi s'il/elle travaille moins de 30 heures par semaine.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

106. Les jeunes travailleurs et leur contrepartie adultes diffèrent également en termes de nature et qualité de l'emploi (Tableau 25). Toutefois l'évidence à notre disposition est variée et ne permet pas de conclure qui parmi les jeunes et les adultes sont les plus avantagés en termes de qualité de l'emploi. Les jeunes travailleurs sont plus susceptibles d'avoir un emploi salarié, surtout dans la capitale Lomé. Le statut d'aide familiale non rémunéré est également plus répandu parmi les jeunes, tandis que leurs homologues adultes sont plus concentrés dans l'emploi indépendant. Les différences par rapport au secteur d'activité sont moindres ; le secteur agricole prédomine tant pour les jeunes que pour les adultes. La différence entre les jeunes et les adultes par rapport à l'obtention d'un contrat écrit varie selon le milieu de résidence. Les jeunes à Lomé sont légèrement plus susceptibles que leurs homologues adultes de posséder un contrat écrit tandis que la tendance est brusquement renversée en dehors de la capitale. De façon similaire, les jeunes travailleurs sont moins susceptibles d'être pauvres à Lomé par rapport aux adultes mais légèrement plus susceptibles dans les autres régions.

Tableau 25. Différences entre les travailleurs jeunes et adultes en termes de nature de l'emploi, par région

		Total		Lomé		Autres régions	
		Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes
Statut d'emploi	Salarié	15.7	11.0	42.9	22.8	11.1	8.2
	Indépendant	30.2	74.4	30.3	75.2	30.2	74.2
	Aide familial non rémunéré	54.2	14.6	26.9	1.9	58.8	17.6
Secteur d'activité	Agriculture	51.0	48.9	3.7	2.5	57.3	57.0
	Manufacture	11.2	8.2	15.4	16.7	10.6	6.7
	Construction	1.9	3.0	4.7	3.7	1.6	2.8
	Commerce	21.3	23.8	46.7	51.1	17.9	19.0
	Services	13.2	15.7	28.0	25.4	11.3	14.0
	Autre ^(a)	1.4	0.5	1.4	0.6	1.5	0.5
Formalité de l'emploi	Travailleurs avec un contrat écrit	7.2	6.4	56.3	53.3	46.7	63.7
Statut de pauvreté	En dessous du seuil de pauvreté ^(b)	75.7	72.1	39.1	47.7	80.5	76.5

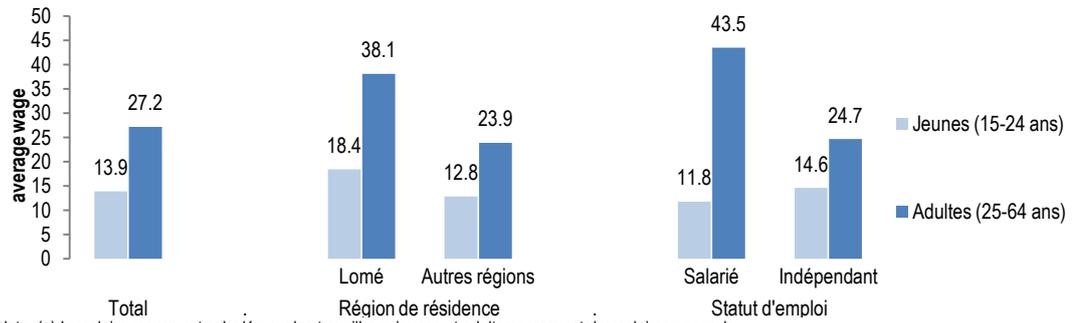
Note: (a) La catégorie "Autres" inclut le secteur minier et extractif, électricité, fourniture de gaz et eau et emploi dans d'organisations extraterritoriales.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

107. Les niveaux de salaires des jeunes est considérablement inférieur à celui des adultes, à Lomé comme dans les autres régions (Figure 34). Le différentiel de salaire entre les jeunes et les adultes est surtout élevé pour les emplois salariés ; même si le nombre d'adultes qui détiennent des emplois

salariés est inférieur à celui des jeunes, le salaire moyen des adultes est bien plus élevé. La différence de salaires est moindre dans les emplois indépendants, bien qu'elle soit encore en faveur des adultes (Figure 34).

Figure 34. Salaires moyens ^(a)(en millier de FCFA), travailleurs jeunes et adultes, par région



Note: (a) Le salaire moyen est calculé pour les travailleurs jeunes et adultes percevant des salaires non-nuls.
 Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

CHAPITRE 5.

REPONSES NATIONALES CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

5.1 Cadre Juridique³⁸

108. Le Togo a ratifié les principales conventions internationales qui visent à protéger les enfants, dont :

- la **Convention n°29 sur le travail forcé, 1930** sur la suppression du travail forcé dans le monde. Dès le 1^{er} paragraphe de l'article 1^{er}, la convention dispose clairement que « Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes dans le plus bref délai possible ».
- la **Convention de l'OIT n°138 sur l'âge minimum (1973)** fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi à 18 ans et impose à « Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur l'obligation de s'engager à poursuivre une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et à élever progressivement l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à un niveau permettant aux adolescents d'atteindre le plus complet développement physique et mental » (Article 1^{er}). C'est un instrument important de lutte contre le travail des enfants.
- la **Convention n°182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants (1999), et l'action immédiate en vue de leur élimination**, définit le contenu des pires formes de travail des enfants et impose aux Etats, l'obligation d'élaborer et de mettre en œuvre, en consultation avec les institutions publiques compétentes et les organisations d'employeurs et de travailleurs, des programmes d'action en vue d'éliminer en priorité les pires formes de travail des enfants (Article 6).
- Les conventions de l'OIT suivantes qui permettent de renforcer le cadre législatif en matière de travail : la Convention N°122 de l'OIT relative à la politique de l'emploi adoptée le 9 juillet 1964 ; la Convention N°81 de l'OIT sur l'inspection du travail dans le commerce et l'industrie à Genève le 11 juillet 1964 ; la Convention N°129 de l'OIT sur l'inspection du travail dans l'agriculture adoptées à Genève le 29 juin 1969 ; la Convention N°150 de l'OIT sur l'administration du travail adoptée à

³⁸ L'analyse du cadre juridique et de la législation nationale fait référence à « Etude préparatoire à l'élaboration d'un plan nationale pour la lutte contre le travail des enfants dans le cadre du projet CECLLET/USDOL », Ministère du Travail, Janvier 2012

Genève le 26 juin 1978 ; la Convention N°102 de l'OIT sur la sécurité sociale adoptée à Genève le 4 juin 1952 ; la Convention N°187 de l'OIT sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail adoptée et le 31 mai 2006 à Genève.

- **la Convention relative aux droits de l'enfant (1989)**, invite les Etats à adopter toutes les mesures législatives et administratives, sociales et éducatives appropriées pour assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être et pour le protéger contre toutes formes de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle ou l'exploitation sexuelle (articles 3, 19 et 34).

109. Le Togo a également ratifié les conventions internationales suivantes dans le cadre de la protection des enfants : i) le Protocole facultatif à la Convention sur les droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ; ii) le Protocole facultatif à la Convention sur les droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution et la pornographie mettant en scène des enfants.

110. Le Togo est signataire de la **Charte Africaine des droits et du Bien-être des enfants (1990)**, qui met un accent particulier sur la spécificité des enfants africains et sur l'obligation des Etats à prendre, conformément à leurs procédures constitutionnelles et aux dispositions de la Charte, toutes les mesures législatives ou autres nécessaires pour la protection des enfants (article 1^{er}). Le paragraphe 3 du même article dispose clairement que « Toute coutume, tradition, pratique culturelle ou religieuse incompatible avec les droits, devoirs et obligations énoncés dans la présente Charte doit être découragée dans la mesure de cette incompatibilité ». De même conformément à l'article 15 paragraphe 1^{er} de la charte, « L'enfant est protégé de toute forme d'exploitation économique et de l'exercice d'un travail qui comporte probablement des dangers ou qui risque de perturber l'éducation de l'enfant ou de compromettre sa santé ou son développement physique, mental, spirituel, moral et social ».

111. Le Togo est partie prenante aux accords bis et multilatéraux en matière de lutte contre la traite des enfants, notamment :

- l'accord quadripartite de coopération sur la criminalité transfrontalière signé en décembre 2003 à Accra entre le Niger, le Ghana, le Bénin et le Togo ;
- l'accord multilatéral de coopération en matière de lutte contre la traite des enfants en Afrique de l'Ouest signé le 25 juillet 2005 à Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- l'accord multilatéral de coopération en matière de lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre signé en juillet 2006 au Nigéria ;

112. La **Constitution de la IV^{ème} République** consacre en son article 12 le droit de tout être humain au développement, à l'épanouissement physique, intellectuel, moral et culturel de sa personne, ce droit est automatiquement applicable à l'enfant pour qui l'article 31 oblige les parents et l'Etat à pourvoir à l'entretien, à l'éducation et à la protection familiale et sociale, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage. L'enfant bénéficie également **du droit à l'éducation** qui est un droit fondamental reconnu aux enfants togolais par la Constitution qui rend obligatoire l'école pour les enfants jusqu'à l'âge de 15 ans (art 35).

113. **La loi n°83-1 du 02 mars 1983**, portant Code de procédure pénale en son titre X relatif à la procédure pénale des mineurs, l'Ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire au Togo, le Décret du 23 février 1970 créant une brigade pour mineurs à Lomé, l'Ordonnance n° 69-05 du 17 février 1969 instituant les juridictions pour mineurs au Togo, sont autant d'instruments pertinents au titre de justice pour enfants.

114. Le Togo a travaillé à adapter sa législation nationale aux conventions internationales afin de mettre en place un **dispositif normatif national** de protection des enfants contre toutes les formes d'exploitation et de violence. A ce titre des lois et règlements ont été soit adoptés ou révisés pour les rendre conforme aux engagements pris à travers la ratification des différentes conventions :

- La loi n° 2005-009 du 03 août 2005 portant **répression du trafic d'enfants au Togo**, exige de l'Etat et des collectivités locales la prise de mesures appropriées pour la protection de tous les enfants contre le trafic et toute forme d'exploitation (article 7). La loi crée également une commission nationale de lutte contre le trafic d'enfants (article 8). Les auteurs et complices de traite d'enfants sont passibles d'une peine d'emprisonnement de 2 à 5 ans, peine doublée lorsque les actes de trafics ont entraîné la mort ou la disparition de la victime (articles 10 et 11). La loi n° 2005-009 du 03 août 2005 portant répression du trafic d'enfants au Togo qui a pour but de dissuader les acteurs de la traite d'enfants, revêt un caractère protecteur renforcé.
- La loi n° 2006 - 010 du 13 décembre 2006 portant **code du travail**. La protection de l'enfant est également assurée par le code du travail. Par l'article 150 de cette loi, le législateur togolais interdit aux entreprises d'employer les enfants de moins de 15 ans. Par contre au-delà de 15 ans, les enfants peuvent être admis dans des entreprises pour les travaux légers tels que ceux qui participent à leur épanouissement et non ceux qui compromettent leur santé et leur moralité, admission soumise à une autorisation de l'inspecteur du travail et des lois sociales.
- L'Arrêté N°1464 MTEFP/DGTLIS du 12 novembre 2007 déterminant **les travaux dangereux aux enfants**. Cet arrêté est une réponse aux exigences de l'alinéa 5 de l'article 151 du code du travail qui dispose qu'un arrêté du ministre chargé du travail, après avis du Conseil National du Travail, détermine les travaux visés au point 4 du même article et les catégories d'entreprises interdites aux jeunes gens et l'âge limite jusqu'auquel s'applique l'interdiction. L'extension du domaine d'interdiction aux ménages est une démarche intéressante car cela renvoie au travail des enfants domestiques.
- Loi n° 2007 - 017 du 6 juillet 2007 portant **code de l'enfant**. Ce code est un cadre de référence normatif pour la protection légale de l'enfant, ayant internalisé les dispositions de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Il consacre ses articles 262 à 266 à la protection de l'enfant travailleur. Ainsi, conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article 262, « les enfants des deux sexes ne peuvent être employés dans aucune entreprise, ni même pour leur compte avant l'âge de 15 ans (...) mais les enfants de plus de 15 ans peuvent faire des travaux légers. L'article 263 de son côté interdit les pires formes de travail des

enfants dont la liste est fixée à l'article 264. Le code protège également l'enfant contre le mariage avant 18 ans. (Article 267 et suivants).

- **Le Décret N°2010-100/PR du 4 août 2010** fixant les normes et standards applicables aux structures d'accueil et de protection des enfants vulnérables au Togo. Ce décret définit les règles et directives d'accueil des enfants, d'éducation, de soins, de prise en charge psychosociale, de sécurité, de santé et de responsabilité ainsi que la qualité des services du personnel d'encadrement et des infrastructures d'accueil conformément au regard de la Convention des Nations Unies relatives aux Droits de l'Enfant et à la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant.

5.2 Cadre Institutionnel et principaux acteurs

115. Conformément à la lettre de mission gouvernementale, le Ministère du travail a en charge la question de la lutte contre le travail des enfants. Il assure la promotion et l'application des normes sur le travail, notamment sur le travail des enfants, définit la politique générale en la matière, et prend des mesures réglementaires et institutionnelles. Vu la multiplicité des acteurs intervenant dans les actions de lutte contre le travail des enfants, le Gouvernement à travers le Ministère du travail, a mis en place le **Comité Directeur National (CDN)** : un cadre national de concertation, d'orientation, de coordination et de supervision de toutes les actions de lutte contre le travail des enfants sur le territoire national. Le **CDN** a été créé par arrêté n°004/MTSS/DGTLs du 07 juillet 2008. Son ancrage institutionnel est le Ministère du Travail. Le CDN a une composition multisectorielle comprenant 13 Ministères, le Conseil National du Patronat, le Comité National des Droits de l'Enfant, l'Observatoire Syndical de lutte contre le travail des enfants, les réseaux ou fédérations et ONG œuvrant dans le domaine de lutte contre le travail des enfants. Il approuve les propositions de programmes d'actions visant l'abolition du travail des enfants conformément aux priorités, au plan d'action national et sectoriel. Son Secrétariat est assuré par la **Cellule de Lutte contre le Travail de Enfants (CELTE)** créée au sein du Ministère du Travail et chargée d'assurer, entre autres, au quotidien pour le compte du CDN, le suivi et l'évaluation de tous les projets et programmes exécutés au Togo.

116. Sur la question spécifique de la traite des enfants, le gouvernement a mis en place la **Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion Sociale des Enfants (CNARSEVT)** créée par arrêté interministériel du 25 avril 2002. Cette Commission a des démembrements dans toutes les régions, (les CRARSEVT), préfectures (les CPARSEVT) et villages (CVLCTE). Le secrétariat de cette Commission est également assuré par la CELTE.

117. Les autres **ministères** clés ayant une responsabilité dans la lutte contre le travail des enfants sont les suivants :

- Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale à **travers la Direction Générale de la Protection de l'Enfant** est chargée de la conception, de la coordination et de l'évaluation des actions de protection de l'enfant, avec un niveau opérationnel composé des services techniques du ministère de l'Action sociale, telles que les directions régionales et préfectorales ;
- Ministère de la Promotion de la Femme à travers **la Direction Générale du Genre et de la Promotion de la Femme** œuvre entre

autres pour la promotion de la scolarisation et l'éducation de la jeune fille et des filles mères et d'encourager la création d'unités appropriées de formation professionnelle au profit des jeunes filles et des filles mères ;

- Autres ministères sectoriels tels que le **Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation** (MEPSA), le **Ministère de la Justice**, le **Ministère du Développement à la Base, Artisanat, Jeunesse et Emploi des Jeunes** sont également impliqués dans la lutte contre le travail des enfants et notamment dans l'élaboration et mise en œuvre des politiques sectorielles qui contribuent à lutter contre ce phénomène.

118. **Société civile.** Les acteurs de la société civile et notamment les Organisations Non Gouvernementales (ONG) nationales et internationales, les réseaux associatifs, les communautés à la base représentent des acteurs clés au Togo. Au cours de plusieurs années de crise socio politique qui ont affectés le Togo jusqu'à la moitié des années 2000, les structures étatiques ont été durement fragilisées et leurs capacités à répondre aux besoins des populations ont été fortement affaiblies. Dans ce scénario les structures de la société civile ont acquis un rôle majeur dans l'appui aux groupes vulnérables et aux communautés à la base. Les activités menées par ces structures dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants couvrent le domaine de la scolarisation, de la protection sociale, de la sensibilisation et de la réinsertion et du soutien aux enfants et aux ménages. Parmi les majeures **ONG** intervenant dans le secteur on peut mentionner Plan Togo, Terres des Hommes, WAO Afrique, BICE, Aide et Action, PADES, AREDEE/RS.

119. Des comités locaux ont également été mis en place au sein des communautés tels que les **Comités de Protection de l'Enfant** et les **Comités Locaux contre la Traite des Enfants** constitués par les membres de la communauté et ayant l'objectif de détecter les enfants victimes et les enfants à risque, et de contribuer à leur réinsertion sociale. Afin d'harmoniser les actions de protection et de lutte contre le travail des enfants menées par la société civile, des **réseaux associatifs** ont été créés, tels que le RELUTET (Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants au Togo) qui regroupe 46 membres des associations et ONG dans les cinq régions du Togo qui mettent en œuvre des programmes de lutte contre la traite et l'exploitation de enfants. Ces types de réseaux permettent de mieux coordonner les actions des différents intervenants et d'augmenter leur visibilité sur le plan national.

120. Les **organisations syndicales** sont également actives dans la surveillance du phénomène du travail des enfants. En effet, les six centrales syndicales composant l'Intersyndicale des Travailleurs du Togo ont créé en 2005 un Observatoire syndical de lutte contre le travail des enfants (OSLTE).

121. **Partenaires au Développement.** Plusieurs partenaires internationaux soutiennent le Gouvernement dans la lutte contre le travail des enfants et dans le développement des secteurs sociaux (BIT, UNICEF, Banque Mondiale, UE). Depuis la reprise des activités de coopération avec le Togo au cours de la deuxième moitié des années 2000, plusieurs partenaires internationaux ont fait du développement des secteurs sociaux et de l'appui aux groupes vulnérables des axes prioritaires de leur intervention. Le Bureau international du travail (BIT), en particulier, appuie le Togo depuis 1998-2000 à travers son programme international pour l'abolition du travail des enfants. Cet appui contribue au renforcement du cadre politique, législatif et institutionnel ainsi que dans la mise en œuvre des stratégies d'intervention directes visant la prévention et le retrait des enfants des pires formes de travail des enfants.

122. Ces acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux travaillent conjointement sur un ensemble de mesures de prévention et de réponse au travail des enfants qui sont actuellement mises en œuvre dans le pays. Ces initiatives ne rentrent toutefois pas dans le cadre d'une stratégie cohérente de lutte contre le travail des enfants³⁹ et le niveau de coordination et d'harmonisation des actions menées par tous ces intervenants reste encore faible.

5.3 Politiques et programmes existants contre le travail des enfants

123. Le développement du capital humain et social occupe une place prioritaire dans l'orientation politique du Gouvernement comme défini par le troisième axe stratégique de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) pour la période 2013-2017. Des politiques sectorielles dans le secteur de l'éducation, de la protection sociale et de la protection de l'enfant ont également été adoptées ou sont actuellement en cours d'élaboration par le Gouvernement.

a. Politique et programmes de soutien à la scolarité

124. Dans la **SCAPE** le troisième axe stratégique d'intervention du Gouvernement a été consacré au développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi. Le développement du capital humain y est considéré comme une condition majeure pour que le pays se donne comme objectif une croissance accélérée, inclusive et génératrice d'emplois. Sur le moyen terme (2013-2017), le Gouvernement vise notamment à atteindre les objectifs suivants : (i) encourager le développement de l'encadrement de la petite enfance; (ii) réaliser l'accès et l'achèvement universels dans l'enseignement primaire; (iii) accroître le taux d'alphabétisation des adultes de 15-45 ans; (iv) accroître l'accès et la rétention dans le premier cycle de l'enseignement secondaire général et lier le développement du second cycle du secondaire à un enseignement supérieur de qualité orienté vers le marché de l'emploi; (v) accroître l'accès à l'enseignement secondaire technique et favoriser l'accès à la formation professionnelle; (vi) accroître l'équité dans l'accès à un enseignement supérieur de qualité; et (vii) améliorer l'efficacité et la qualité du service éducatif.

125. Le **Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE) 2010-2020** assorti d'un cadre de dépenses à moyen terme 2010-2012 a comme objectif prioritaire l'éducation primaire universelle de qualité à l'horizon 2020. Le PSE propose une série de mesures pour le développement du système d'éducation et de formation en adressant les principales faiblesses du système éducatif togolais. Le Gouvernement a mis en place une série de mesures qui visent à opérationnaliser le PSE, à réduire les barrières d'accès à l'école et à accroître la qualité de l'enseignement des écoles afin d'inciter les familles à investir dans le capital humain de leurs enfants, dont :

- **Élimination des frais de scolarité.** A l'entrée scolaire 2008/2009 les frais de scolarité ont été abolies pour tous les enfants fréquentant l'école primaire publique. Cette mesure a comme principal objectif de promouvoir l'accès à l'école primaire pour tous les enfants. Le nombre

³⁹ Un plan d'action national contre le travail des enfants a été élaboré en 2012 et prévoit être officiellement validé avant le mois de septembre 2012.

d'élèves a nettement augmenté suite à l'entrée en vigueur de cette mesure avec un taux d'augmentation estimé à 7% (Banque Mondiale, 2011). Presque 650 000 élèves ont bénéficié de l'élimination des frais de scolarité, soit environ 88% des enfants en âge scolaire pour le cycle primaire.

- **Amélioration de la qualité de l'éducation primaire.** Le Gouvernement avec l'appui des partenaires financières UNICEF, Banque Mondiale et Agence Française de Développement (AFD) a démarré une série d'actions pour améliorer la qualité de l'éducation primaire dans le cadre du programme d'Education pour Tous (Education for All Fast Track Initiative). Le programme vise à opérationnaliser le Plan Sectoriel pour l'Education. A cet effet un projet d'Education et de Renforcement Institutionnel d'environ 22 milliard de FCFA (45US\$ millions) est mise en œuvre avec l'appui de la Banque Mondiale et finance i) la construction et réhabilitation de bâtiments scolaires et la fourniture de mobilier, ii) l'approvisionnement en livres de texte pour les principaux sujets, tels que mathématique et lecture, iii) l'amélioration de la qualité de l'enseignement à travers la construction de centres de formation pour les enseignants.
- **Aides sociaux pour soutenir les frais indirects de scolarité.** Malgré l'abolition des frais de scolarité plusieurs frais indirectes sont à la charge des parents et peuvent empêcher les ménages les plus démunis d'inscrire les enfants à l'école. Il s'agit en particulier des frais d'achat des livres de texte, de matériel scolaire, uniformes. Un programme national ciblé d'aide social pour soutenir les frais indirectes de scolarité n'existe pas mais d'initiatives de portée limitée sont mise en œuvre par l'Agence Nationale de Solidarité. L'agence nationale distribue des kits de scolarité aux ménages en situation de difficulté. Toutefois cette mesure a une couverture limitée, elle est mise en œuvre de façon non systématique et sans des critères de ciblage clair des écoliers bénéficiaires.
- **Programmes de repas scolaires.** Le Gouvernement togolais, dans le cadre de la stratégie nationale d'amélioration de la scolarisation, a retenu que l'alimentation scolaire à travers les cantines est un facteur essentiel de promotion de l'accès et du maintien des écoliers dans le système scolaire. Des programmes d'alimentation scolaire sont mis en œuvre par le Gouvernement avec l'appui de certains partenaires au développement (Banque Mondiale, BIT, UNICEF). En particulier un programme de repas scolaire d'envergure nationale, ciblant presque 200 écoles rurales dans les cinq régions du pays est mis en œuvre par le Gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale. Le programme touche environ 38 000 élèves. Les écoles situées en zones de trafic d'enfants, ou à proximité des frontières ont été privilégiées. Une évaluation qualitative du programme a été conduite en 2011 et a démontré que le programme a eu des résultats très satisfaisant sur l'attraction et le maintien des enfants à l'école (Encadré 13).
- **Programmes de scolarisation alternative.** Des programmes de réinsertion scolaires de portée limitée pour les enfants non scolarisés ont été recensés. A titre d'exemple le projet « Investir dans l'Education des Exclus » mis en œuvre dans la région des Savanes par l'ONG Aide te Action est destiné aux enfants de 8 à 15 ans qui ne vont pas à l'école. Le programme a comme objectif de permettre à ces enfants d'acquérir les connaissances de base pour apprendre un métier ou s'intégrer dans le système scolaire. Ces initiatives toutefois ne sont pas inscrites dans une stratégie nationale d'éducation alternative qui pour le moment n'existe pas.

Encadré 13.

Résultats sur l'inscription et la rétention scolaire du programme d'alimentation scolaire à base communautaire

Bien que l'année scolaire 2008-2009 ait été marquée par une augmentation générale des inscriptions et de la fréquentation en raison de l'initiative gouvernementale qui a permis l'abolition des frais de scolarité, l'étude d'un échantillon a permis de démontrer que celles-ci avaient été plus importantes dans les communautés desservies par le programme que dans celles qui n'avaient reçu aucun appui, particulièrement chez les filles.

Le programme a contribué à l'attraction et au maintien des enfants bénéficiaires à l'école, notamment en facilitant l'accès aux enfants plus âgés qui n'étaient pas encore inscrits et en attirant de plus en plus de filles. Les résultats en matière de taux d'inscription, d'abandon, d'absentéisme et d'âge d'entrée à l'école sont particulièrement positifs chez les filles et ceci dans toutes les régions.

En 2009-2010, l'augmentation des nouvelles inscriptions dans les écoles bénéficiaires était de 16 points supérieure à celle du groupe contrôle d'écoles (Banque mondiale 2010). Le taux d'abandon était de 0,9 pour cent dans les écoles bénéficiaires comparativement à 1,4 pour cent dans le groupe contrôle.

Les résultats soulignent également la présence de répercussions directes sur le ménage, notamment une épargne de 8-9 EU sur les aliments, une incitation à des pratiques d'hygiène adéquates et une participation accrue des parents à l'école et dans la communauté.

Banque Mondiale (2011), Filets Sociaux de Sécurité dans les Etats Fragiles : Le programme d'alimentation scolaire à base communautaire au Togo

b. Programmes de Protection Sociale

126. Comme analysé dans la Section 3.7, le travail des enfants peut souvent être une stratégie de réponse des ménages aux conséquences négatives des chocs en absence de mécanismes appropriés de protection sociale. Un projet de politique de protection sociale a été élaboré en 2012 et les démarches sont en cours pour son adoption officielle qui est prévue avant la fin de l'année 2012. Les **choix stratégiques d'une politique de protection sociale** ont été identifiés par le Gouvernement à travers un processus participatif qui a mobilisé toutes les principales parties prenantes. L'objectif général du Gouvernement en matière de protection sociale est de protéger la population contre les vulnérabilités et les risques sociaux et ceci à travers trois objectifs stratégiques :

- Renforcer et étendre le système contributif d'assurance sociale fiable et économiquement viable, qui apporte une réponse aux risques liés à la santé, aux maladies et accidents du travail, à la vieillesse, aux décès, aux invalidités et à la prise en charge des besoins des enfants.
- Prévenir l'indigence et renforcer le capital humain des personnes des ménages les plus vulnérables, notamment, ceux avec des enfants par le biais d'un système intégré de filets de sécurité qui réponde aux besoins des pauvres chroniques, des individus affectés par des chocs et des catastrophes et de groupes vulnérables spécifiques et facilite leur accès aux services sociaux de base.
- Promouvoir les conditions de travail décent pour tous les travailleurs et renforcer l'employabilité, l'accès aux emplois et aux revenus des groupes souvent exclus du marché du travail⁴⁰.

127. Un éventail de programmes ciblés de filets sociaux existe déjà au Togo pour soutenir les ménages les plus pauvres et réduire leur vulnérabilité face aux chocs⁴¹. Il s'agit notamment de programmes de :

⁴⁰ Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, *Politique Nationale de Protection Sociale, Document Provisoire*, Juillet 2012

- *transferts en nature* tels que les aides alimentaires, suppléments nutritionnels, cantines scolaires. Ils représentent les mécanismes d'assistance sociale les plus couramment utilisés au Togo et sont normalement mises en place pour soutenir la consommation de base des couches les plus démunies ou pour apporter un appui d'urgences aux populations des régions affectées par les urgences ou par l'insécurité alimentaire. Les principaux programmes de ce type sont exécutés par le MASSN, le Ministère de l'Agriculture, le PAM, la Banque Mondiale et l'UNICEF.
- *transferts monétaires*. Un programme qui cible les enfants à risque de malnutrition ou souffrant de malnutrition sévère dans les régions du Nord (Kara et Savanes) est piloté depuis 2012 par le MDBAJEJ avec l'appui de la Banque Mondiale et de l'UNICEF. Le projet prévoit une série de conditionnalités souples tels que la scolarisation des frères et sœurs des enfants bénéficiaires, le maintien des enfants plus âgés au foyer afin d'éviter des phénomènes de traite, l'obtention d'un acte de naissance pour les nouveaux nés. A travers ces conditionnalités le programme à l'objectif de promouvoir et renforcer le capital humain des ménages et d'augmenter ainsi leur résilience face aux chocs futur.
- *création d'emploi temporaire* à travers des travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) mis en œuvre par le MDBAJEJ avec l'appui de la Banque Mondiale. Le programme a l'objectif de stabiliser les ressources économiques des ménages dont les membres sont en situation de chômage ou des sous emploi en offrant un travail temporaire d'une durée de 40 jours.
- Une série *d'exemption de frais* de services dans les secteurs sociaux (santé et éducation) permettent d'accroître l'accès et l'utilisation de ces services de base.

128. La plupart des programmes de filets de sécurité sont ciblés aux groupes très vulnérables notamment les enfants à risque, les communautés rurales les plus démunies et les ménages pauvres affectés par les chocs. Le ciblage de certaines de ces initiatives correspond bien au profil de vulnérabilité du Togo. Il s'agit toutefois de programmes assez récentes et de couverture encore insuffisante.

c. Politiques et programmes de détection et réinsertion ciblant les enfants exposés au travail à abolir

129. Le Gouvernement a élaboré et validé une **Politique Nationale de Protection de l'Enfant** assortie d'un plan stratégique de mise en œuvre 2009-2013 qui a comme objectif général la « mise en place d'un système national de protection de l'enfant qui permette de protéger tous les enfants contre la négligence et toutes les formes d'abus, de violence et d'exploitation et plus particulièrement aux enfants les plus vulnérables et marginalisés de jouir des mêmes droits que les autres » (PNPE, 2009). Des Lignes Directrices Nationales relatives au paquet minimum des services en faveur des enfants vulnérables ont été également élaborées en 2008. Les Lignes Directrices identifient des mesures prioritaires devant rentrer dans le **paquet minimum des services en faveur des enfants victimes d'exploitation et pires formes de travail**. Le

⁴¹ Une analyse approfondie du système des filets sociaux et de protection sociale est faites dans Banque Mondiale (2011) et Banque Mondiale (2012)

Tableau 26 reporte les quatorze mesures rentrant dans le paquet minimum identifiées par le Gouvernement.

Tableau 26. **Paquet minimum de services pour les enfants victimes d'exploitation et de pires formes de travail**

Catégorie de vulnérabilité	Paquet minimum de services
Les enfants victimes d'exploitation et de pires formes de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Détection • Retrait ou protection sur site • Ecoute • Recherche des parents/familles d'accueil • Visite à domicile • Médiation familiale • Consultations psychologiques/spécialisées • Acte de naissance ou jugement supplétif • scolarisation, alphabétisation ou formation professionnelle • Subvention des soins médicaux • Kits alimentaires pour la famille • Appui à la famille aux AGR • Kit d'hygiène ▪ Suivi post réinsertion

Lignes Directrices Nationales relatives au paquet minimum de services en faveur des enfants vulnérables, Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale, Juillet 2009

130. Le paquet minimum identifié dans les Lignes directrices nationales n'est pas systématiquement appliqué, mais plusieurs interventions qui vont de la détection à la réinsertion sont actuellement mises en œuvre par différents acteurs :

131. **Détection.** L'identification des enfants victimes de pires formes de travail est faite par les agents de protection sociale, les inspecteurs de travail (avec l'appui des ONG en s'appuyant généralement sur les dispositifs communautaires telles que les **comités de protection de l'enfant** et les **comités locaux contre la traite** des enfants, qui ont été constitués dans plusieurs villages et ont été formés et sensibilisés avec l'appui de l'UNICEF et du BIT. Ces comités de vigilance dénoncent les trafiquants et toutes les tentatives de départ des enfants dans d'autres localités ou dans d'autres pays pour y travailler. Ils sensibilisent également les membres des communautés sur les méfaits de la traite des enfants. En 2009 une ligne verte d'écoute pour les enfants en difficultés a été ouverte par le Gouvernement, la **ligne Allo 111**. A travers la mise en place d'Allo 111 le Gouvernement a l'ambition de mettre en place d'un système national de détection, d'orientation, de réhabilitation, de réintégration et de suivi des enfants victimes de maltraitance et de violence. Les services de la ligne Allo 111 à l'heure actuelle ont une couverture limitée à la préfecture de Lomé. A moyen terme, la ligne verte sera étendue aux cinq régions économiques du pays. Les enfants détectés seront référés aux Directions Régionales de l'Action Sociale (DRA) pour leur accueil et prise en charge (*encadré 2*).

132. **Prise en charge et réinsertion économique et scolaire.** Une série d'initiatives d'accueil, de prise en charge et de réinsertion économique et scolaire des enfants victimes de pires formes de travail sont mis en œuvre par plusieurs structures étatiques et non étatiques, dont les principales sont :

- Le Ministère de l'Action Sociale a conçu un système intégré d'accueil, écoute, prise en charge et suivi des enfants victimes de traite et exploitation (*Encadré 14*). Toutefois, malgré la volonté manifeste du Gouvernement de mettre en place un tel système le DRA ont une

capacité financière, technique et administrative encore très faible pour pouvoir donner une réelle assistance aux enfants victimes de traite ou autre forme de violence.

- L'établissement du centre d'accueil OASIS soutenu par l'ONG Terres des Hommes (TdH) pour accueillir les enfants, rechercher leurs familles et réintégrer l'enfant dans leur famille et dans leurs communautés. Le centre est actuellement géré directement par le Gouvernement.
- Le programme BIT-IPEC pour « combattre le travail des enfants à travers l'éducation au Togo » dont l'objectif principal était le retrait et la prévention de l'engagement des enfants dans des services domestiques, de l'agriculture rurale et du secteur urbain informel, de la traite ainsi que de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.
- Des projets de réinsertion économique des enfants travailleurs tels que i) l'initiative soutenue par TdH pour apporter un soutien aux filles revendeuses dans le grand marché de Lomé qui travaillent dans des conditions de vie très difficiles et leur offrir des activités psychosociales, des formations professionnelles ou des cours d'alphabétisation ou ii) le projet soutenu par l'ONG WAO Afrique qui offre des financements aux ménages pour soutenir l'éducation de base ou l'insertion professionnelle des enfants travailleurs.

Encadré 14. Modalités de prise en charge et suivi des enfants victimes de traite par le Ministère de l'Action Sociale

« L'Enfant victime du trafic conduit à la Direction régionale de l'Action sociale bénéficie de plusieurs services : des services **au centre** et des services **hors centre**.

Les services **au centre** sont:

a- L'Accueil : l'enfant est accueilli et mis en confiance par le personnel de la direction régionale. On le prépare psychologiquement à pouvoir parler et à tout dire. L'accueil est donc déterminant dans la suite de la prise en charge.

b- Enregistrement: il s'agit de prendre son identité : nom, sexe, âge, lieu d'origine, pays d'accueil.

c- Ecoute : elle consiste à échanger avec l'enfant pour comprendre les causes de son départ, les conditions dans lesquelles cela s'est effectué, les conditions de vie et de travail dans le pays d'accueil. La mise en confiance et la manière de poser les questions importent énormément pour que l'enfant s'exprime librement et se confie entièrement à celui qui l'écoute et en lui avouant tout ce qu'il a enduré.

d- Hébergement: les directions régionales disposent de centre d'accueil avec une capacité d'hébergement d'au plus 2 chambres avec 4 lits. Les enfants accueillis sont hébergés dans ce centre dès le moment où les recherches se font pour la localisation de leurs familles. La période d'hébergement peut aller de 3 jours à 1 semaine. Durant ce temps, l'enfant bénéficie des services de base essentiels à la survie.

e- Alimentation : Les enfants victimes de trafic accueillis dans les centres d'hébergement sont entièrement pris en charge sur le plan alimentaire. La Direction régionale leur assure le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner.

f- Habillement: lorsque certains enfants sont ramenés au pays sans habillement, la Direction régionale se charge de leur offrir quelques habits pour qu'ils se protègent.

g- Soins de santé : de façon systématique, tous les enfants accueillis doivent être médicalement examinés; mais faute de moyens, seuls sont conduits à l'hôpital ceux qui souffrent d'un quelconque mal ou qui sont visiblement traumatisés par les mauvais traitements qui leur sont infligés. Il revient à la Direction régionale de payer tous les frais médicaux afférents aux consultations dans les formations sanitaires.

h- Projet de vie : il consiste à discuter avec l'enfant sur son avenir. S'il s'agit d'un enfant qui a abandonné l'école mais qui demeure scolarisable, la direction lui propose la reprise de l'école ; mais si c'est un enfant déscolarisé qui ne peut plus retourner à l'école, il est orienté vers la formation professionnelle et son installation après la formation. Il y a aussi parfois un accompagnement des familles d'origine qui prend la forme d'appui pour un projet générateurs de revenus quand la cause du départ de l'enfant se trouve être l'extrême pauvreté de la famille.

i- Assistance Juridique et psychosociale : elle consiste à donner un support légal gratuit aux cas d'abus, violence et exploitation et une assistance psychosociale aux enfants traumatisés.

Il est important de souligner que les services aux centres sont de qualité variable et la véritable

Encadré 14. **Modalités de prise en charge et suivi des enfants victimes de traite par le Ministère de l'Action Sociale**

prise en charge des enfants vulnérables demeure faible dans toutes les régions.

Les services *hors centre* sont:

- Localisation des familles des enfants accueillis: à partir des informations fournies par les enfants accueillis, les agents de promotion sociale se chargent de la recherche des familles biologiques ou de leurs tuteurs. Cette activité semble parfois difficile parce qu'il arrive que les enfants donnent des informations fausses ou non concordantes.
- Discussion avec les parents: lorsque les familles des enfants sont identifiées, les agents de promotion sociale (APS) rentrent en discussion approfondie avec les parents ou tuteurs pour les aider à situer les causes et les responsabilités de chaque acteur dans la situation de l'enfant. Cette discussion permet non seulement d'évaluer le cadre de vie de l'enfant et d'identifier de manière participative tous les autres problèmes connexes en termes de prise en compte de tous les droits de l'enfant mais également ouvre la voie à la négociation pour la réinsertion de l'enfant dans la famille. La discussion porte aussi sur les différentes orientations qu'envisagent les parents pour le projet de vie de leurs enfants.
- Sensibilisation des parents: elle intervient à la suite de la sensibilisation des parents ou tuteurs sur les droits et les devoirs des enfants dans les communautés. A cette occasion, les APS insistent sur les responsabilités des parents dans la survie, la protection et le développement de l'enfant.
- Remise de l'enfant aux parents: lorsque les parents sont bien préparés et bien sensibilisés, les agents de promotion ramènent les enfants dans leurs familles avec des projets de vie bien déterminés. Les APS donnent aux parents toutes les indications pour la mise en œuvre des projets de vie des enfants.
- Suivi : après avoir réinséré les enfants accueillis dans leurs familles, commence alors la période de suivi. Les APS se rendent dans les familles des enfants pour constater l'effectivité de la mise en œuvre des différentes activités planifiées dans le projet de vie. Malheureusement ce suivi n'est pas systématique, ce qui rend difficile la traçabilité des enfants réintégréés dans leurs familles.
- Mais il est à remarquer que le suivi constitue actuellement le maillon faible de la réintégration et la réinsertion des enfants dans les interventions de protection de l'enfant. Les services sociaux et les services spécialisés du secteur public, en sous dotations budgétaires chroniques et en effectif insuffisant, ne sont pas en mesure de faire le suivi des enfants en difficulté ou maltraités, placés ou retournés en famille. Hors projet, les enfants victimes comme les enfants replacés en famille ne font l'objet d'aucun suivi et encore moins d'un accompagnement. La traçabilité de leurs parcours après leur passage dans un service social est inexistante.

Dans les Directions régionales, le Ministère a créé des ateliers de formation professionnelle où sont inscrits certains enfants victimes. . Ceux-ci contribuent à leur formation en payant 50% des frais de leur contrat d'apprentissage. A la fin, ils sont présentés aux examens officiels sanctionnés par des diplômes de Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA). Les centres communautaires constituent la section économique de la Direction régionale. Ils sont destinés à appuyer les directions dans la prise en charge des indigents. Les centres mènent plusieurs activités qui génèrent des ressources financières à savoir: la location de la piste de spectacles, la location de la salle de conférences, la location des chambres d'hébergement, et une buvette et restaurant. »

Source : Play Therapy Africa (PTA) et UNICEF, Quel futur pour la protection sociale centrée sur l'enfant au Togo : Perspective et Enjeux (2011)

d. Programmes de sensibilisation

133. Une série d'action de sensibilisation à niveau nationale sur la thématique du travail des enfants sont conduites par le Gouvernement et les autres acteurs, parmi les principales :

- **Une série de campagnes de sensibilisation ont été financées par le programme BIT-IPEC** en collaboration avec des ONG qui ont permis de toucher à partir de 2008 les leaders des communautés villageoises dans 586 communautés touchées, 7838 enfants, 1528 employeurs, 1622 membres des organisations de travailleurs, 280 maîtres artisans, les responsables politiques, les responsables des services techniques de l'Etat.
- **Des campagnes de sensibilisation sur la législation en vigueur sont organisées à l'égard des responsables principaux.** A titre d'exemple,

la loi n° 009 du 03 août 2005 relative au trafic d'enfants au Togo dès son adoption a été traduite en quatre langues locales et a fait l'objet d'une vulgarisation sur toute l'étendue du territoire national. Plusieurs acteurs nationaux, tels que juristes, officiers de police judiciaire, travailleurs sociaux, journalistes, leaders communautaires et membres des commissions spécialisées des CVD ont vu leurs capacités renforcées en matière de protection de l'enfant en général et contre la traite et la vente en particulier au cours des séances spécifiques de formation avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, Plan Togo, ONUDC, BIT, SAVE THE CHILDREN, les Ambassades de France et des Etats Unis (République Togolaise, 2010).

- Des campagnes de **sensibilisation sur le medias** nationaux et locaux sont également organisées avec l'appui des principales ONG. A titre d'exemple Plan Togo a organisé des campagnes diffusées sur les radios locales dans tout le pays sur les risques liés au trafic d'enfant.

Tableau 27. Tableau de synthèse des principaux programmes existants contre le travail des enfants

Programme	Agence de mise en œuvre	Groupe cible	Nombre de bénéficiaires	Coût total	Coût par bénéficiaire	Couverture géographique
Programmes de soutien à la scolarité						
Elimination des frais de scolarité	MEPSA	Enfants du cycle primaire (5-11 ans)	650,000	700 millions (plus 2 milliard de FCFA de subvention aux écoles)		Nationale
Projet Education et Renforcement Institutionnel (PERI)	MEPSA (financement BM)	Enfants du cycle primaire (5-11 ans)	n.a.	22 milliards FCFA	n.a.	Nationale
Distribution de kits scolaires	MASSN	Enfants du cycle primaire (5-11 ans)	n.d	n.d	n.d	Nationale
Repas scolaires	MDBAJEJ	Enfants du cycle primaire (5-11 ans)	38,000	1 milliard par an	Environ 30,000 FCFA	Milieu rural - 5 régions du pays
Investir dans les exclus	Aide et Action	Enfants de 8 à 15 ans non scolarisés	n.d	n.d	n.d	Région des Savanes
Programmes de protection sociale						
Transfer monétaires	MDBAJEJ	Enfants à risque de malnutrition	8,000	1 milliard sur 3 ans	60,000 FCFA par an	Régions Kara et Savanes- milieu rural
Travaux à haute intensité de main d'œuvre	MDBAJEJ	Ménages démunis en milieu rural (chômage/sous-emploi)	35,000 (2010-2015)	Environ 3 milliard FCFA	54,000 FCFA	Milieu rural- 5 régions du pays
Autres mesures d'appui d'urgences	MASSN/ONG/PAM		350,000	6 milliard (moyenne annuelle 2008-2010)	n.d.	Nationale
Programmes de réponse et réinsertion aux enfants victimes de travail						
Ligne Allo 111	MASSN	Enfants en difficulté	154,988 (appels reçu en 2010)	n.d.	n.a.	Lomé (pour le service de prise en charge après détection)

Tableau 27. Tableau de synthèse des principaux programmes existants contre le travail des enfants

Programme	Agence de mise en œuvre	Groupe cible	Nombre de bénéficiaires	Coût total	Coût par bénéficiaire	Couverture géographique
Combattre le travail des enfants à travers l'éducation au Togo	BIT/MTELS	Enfants exposés au travail précoce	10,000 (cible totale du programme)	2,5 milliards FCFA	n.d.	National
Centre d'accueil Oasis	TdH/MASSN	Enfants travailleurs et exploités	n.d.	n.d.	n.d.	Lomé
Projet d'appui aux filles dans le Grand Marché de Lomé	TdH/MASSN	Filles revendeuse	150	n.d.	n.d.	Lomé
Réinsertion économique des enfants travailleurs	WAO Afrique	Enfants travailleurs et exploités	n.d.	20-30 millions FCFA par an	Entre 22,000 et 75,000 FCFA	Plateaux (Adowi et Abera) et Maritime (Lomé et les environs), Centrale Sokodé

CHAPITRE 6.

REPONSES NATIONALES POUR PROMOUVOIR L'EMPLOI DES JEUNES

6.1 Cadre juridique

134. Conformément à l'article 36 de la **Constitution de la IV^{ème} République**, l'Etat garanti la protection de la jeunesse contre toute forme d'exploitation et manipulation. Concernant l'emploi, l'Etat « reconnaît à chaque citoyen le droit au travail et s'efforce de créer les conditions de jouissance effective de ce droit. Il assure à chaque citoyen l'égalité de chance face à l'emploi et garantit à chaque travailleur une rémunération juste et équitable » (article 37 Constitution Togolaise). Un certain nombre de mesures législatives et réglementaires ont été adoptées pour assurer la protection de l'emploi et de la jeunesse telles que déclarées dans la Constitution. On en cite ici quelques-unes parmi les plus importantes.

135. La **Loi n° 2006-008** du 14 novembre 2006 porte création d'un fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) et le décret n° 2007-028/PR du 14 mars 2007 porte application de cette loi n° 2006-008. Dans son chapitre II article 4 la loi établit les attributions du FAIEJ, parmi lesquelles : garantir des prêts aux jeunes, rechercher et mobiliser des fonds au profit des jeunes, fournir une assistance technique et un accompagnement institutionnel aux jeunes togolais dans le cadre de l'élaboration des demandes de financement et dans la création de micro entreprises.

136. L'Agence Nationale de l'Emploi a été créée par décret le 9 juillet 2008 et le **décret n° 2008-069/PR** du 21 juillet 2008 porte attributions, organisation et fonctionnement de cette agence. Le rôle principal de l'ANPE est de soutenir l'insertion et réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi. Le Conseil National de la Jeunesse a également été créé par décret et compte parmi ses attributions la promotion des actions visant au renforcement des capacités des jeunes dans tous les domaines de la vie citoyenne, culturelle, économique et sociale conformément au décret **n° 2008-048/PR** du 7 mai 2008.

137. Dans le cadre du renforcement du système de formation professionnelle, l'Assemblée nationale a adopté le 29 juin 2010 **la loi portant création d'un nouveau Fonds National d'Apprentissage, de Formation et de Perfectionnement Professionnels (FNAFPP)** dont le mandat est de financer des actions de formation professionnelle rapide à finalité d'emploi organisées à la demande d'une entreprise, d'un groupe de population ou répondant à une demande précise et identifiée du marché de travail et contribuer à l'étude et à l'identification des besoins en matière d'apprentissage et de formation professionnelle.

6.2 Cadre Institutionnel et principaux acteurs

138. La question de l'emploi des jeunes et de leur insertion socioéconomique est au cœur des préoccupations du Gouvernement. Pour assurer une prise en compte appropriée de ces problématiques dans les programmes du

Gouvernement le cadre institutionnel national a été renforcé au cours de dernières années par la création d'institutions ayant un mandat spécifique de promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. A cet effet un ministère chargé de l'emploi des jeunes a été créé en 2010. Il s'agit du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes qui a, entre autre, la responsabilité des questions relatives à l'encadrement et à l'emploi des jeunes, à leur insertion socio-économique, à leur participation à la prise des décisions et à leur intégration dans le processus de développement et de construction nationale. La lettre de politique du ministère définit l'orientation du Gouvernement en matière d'emploi des jeunes dont l'objectif prioritaire est la réduction du chômage et de la pauvreté chez les jeunes. La lettre de politique prévoit les actions suivantes pour s'attaquer au problème de l'emploi des jeunes :

- i) le **renforcement de l'employabilité** à travers l'apprentissage, les stages de qualification dans les entreprises, le volontariat dans des structures privées et publiques ;
- ii) l'appui à la **promotion de l'entrepreneuriat** des jeunes par la formation en entrepreneuriat et la formation en post création de micro entreprise ;
- iii) la facilitation de l'**accès au crédit**, étant entendu que le financement constitue le passage obligé pour la création et le développement de la PME/PMI financement, surtout pour les jeunes entrepreneurs ;
- iv) la **promotion de l'emploi** en milieu urbain et rural à travers notamment les travaux à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO) dans le domaine des infrastructures et la valorisation du travail agricole.

139. Une **Direction de l'Emploi des Jeunes** a été créée au sein du MDBAJEJ et est chargée de toute question liée à l'emploi des jeunes et au suivi et mise en œuvre de ces orientations. Des organisations rattachées au MDBAJEJ ont également la responsabilité de promouvoir la jeunesse et l'emploi des jeunes, tels que le **Fond d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes** (FAIEJ) ou le **Conseil National de la Jeunesse** (CNJ) qui est une plateforme de concertation des organisations des jeunes.

140. L'action du MDBAJEJ s'inscrit dans la plus ample action de promotion de l'emploi et du travail décent qui est responsabilité du **Ministère du Travail de l'Emploi et des Lois Sociales (MTELS)**. L'**Agence Nationale Pour l'Emploi** (ANPE) est une institution rattachée MTELS qui est chargé de l'accueil, inscription et accompagnement des chômeurs dans leur recherche d'emploi jusqu'à l'insertion professionnelle.

141. Autres ministères sectoriels tels que le **Ministère de l'enseignement Technique et de la Formation Professionnelle** et le **Ministère en charge de la Promotion du Secteur Privé** jouent du rôle important dans la promotion de compétences professionnelles adaptées au marché du travail et dans la création d'emplois de qualité pour les jeunes. Toutefois il est à noter qu'il manque des passerelles institutionnelles entre tous ces ministères permettant d'assurer une harmonisation et une cohérence des différentes actions.

142. Le Gouvernement a la volonté de créer un partenariat forte avec le **secteur privé**, y inclus les grandes entreprises et les multinationales. Cette démarche s'inscrit dans l'Initiative du Secteur Privé du Réseau sur l'emploi des jeunes de l'Afrique de l'Ouest dont l'objectif est de faciliter l'engagement des entreprises mondiales ou nationales dans des programmes pour l'emploi des jeunes.

143. Dans ses efforts de promotion de l'emploi des jeunes le Gouvernement du Togo est soutenu par plusieurs **partenaires au développement** qui dans le cadre les leurs activités dans le pays financent de projets pilotes favorisant la

création d'emploi et la formation professionnelle et des activités de renforcement des capacités vers les institutions clés. Parmi les partenaires au développement les plus impliqués dans la problématique on peut citer le PNUD, le BIT, la Banque Mondiale et l'AFD.

144. Malgré le nombre d'acteurs impliqués et la forte volonté politique, l'absence d'un cadre de concertation qui permet de coordonner les activités de tous les acteurs impliqués est une faiblesse majeure du système institutionnelle actuel et est cause de dysfonctionnement et manque d'efficacité des actions en faveur de l'emploi des jeunes.

6.3 Programmes de promotion de l'emploi des jeunes

145. Face à la montée du chômage et du sous-emploi la question d'emploi et d'insertion socioéconomique des jeunes est devenue une préoccupation majeure du Gouvernement et elle occupe une place de premier ordre dans les programmes de développement du pays. Ainsi la création d'emploi et la promotion de la jeunesse étaient l'un des piliers du premier **DRSP** (2009-2011) qui reconnaissait que les jeunes sont les acteurs privilégiés de transformation socioéconomique, culturelle et politique du pays. La nouvelle stratégie de développement du pays **SCAPE** (2013-2017) prévoit également donner à l'emploi et particulièrement à l'emploi des jeunes une importance encore majeure. La nouvelle stratégie de croissance sera effectivement axée sur la promotion et la création d'emploi, en effet la promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes font partie des axes d'interventions prioritaires de la nouvelle stratégie. Le Gouvernement prévoit mettre en œuvre une stratégie de l'emploi des jeunes articulée autour d'une série d'actions concrètes qui permettent d'améliorer l'employabilité des jeunes, promouvoir l'entrepreneuriat et soutenir la demande d'emploi à travers l'adoption de l'approche HIMO.

146. Plusieurs programmes de promotion de l'emploi des jeunes sont déjà en cours sous la responsabilité du MDBAJEJ et du MTELS. Il s'agit pour la plupart de programmes récentes, à petite échelle et à couverture encore limitée. Le défi sera d'évoluer de l'approche projet actuel à une stratégie nationale globale et intégrée de promotion de l'emploi de jeunes.

147. Pour ce qui concerne l'amélioration de l'employabilité des jeunes on peut citer parmi les programmes le plus prometteurs :

- **Programme de promotion du volontariat national (PROVONAT) :** Ce programme vise la création d'emplois pour les jeunes diplômés sans emploi pour leur permettre d'acquérir des expériences professionnelles qui faciliteront ultimement leur insertion sur le marché du travail. Au cours de la première année, le programme a effectué des placements dans les secteurs suivants : agricole, de la santé, des travaux publics et de l'action sociale. Les internats vont de 6 à 12 mois avec une possibilité de renouvellement. Au cours de son année pilote initiale, PRONOVAT vise à atteindre 1000 jeunes.
- **le Programme d'Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche (AIDE)** a été initié en 2011 par l'Agence Nationale pour l'Emploi sous la responsabilité du Ministère du Travail afin (i) de permettre aux primo-demandeurs d'emploi d'acquérir une expérience professionnelle ; (ii) de leur permettre de travailler et donc d'avoir une source de revenu ; (iii) d'aider les employeurs à disposer à terme d'une main d'œuvre qualifiée. AIDE a pour objectif de faciliter l'insertion des jeunes diplômés dans le circuit de production, à travers une formation – métier sur le tas. La phase pilote du programme de renforcement de

l'employabilité des diplômés primo-demandeurs d'emploi de 18 à 40 ans est fondée sur le stage dans les entreprises privées mais rémunéré à la charge de l'État. Les entreprises d'accueil ne prennent en charge que 2,5% des frais, sous forme de couverture des risques professionnels. La phase pilote de 3 ans actuellement en cours (2011-2013) a pour objectif de rejoindre 3000 personnes. Le projet est encore à une échelle assez limitée par rapport aux besoins du pays. En effet, en 2011, AIDE a reçu 23 000 demandes pour 600 places (Banque Mondiale, 2012).

- Toujours dans le cadre de l'amélioration de l'employabilité des jeunes et de l'adéquation des connaissances et compétences aux besoins du marché du travail, le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle avec l'appui de l'AFD a lancé en 2012 un projet de modernisation de la formation professionnelle au Togo qui s'inscrit dans le Plan Sectoriel de l'Education. Le projet a comme objectif d'augmenter considérablement le nombre des jeunes en formation technique professionnelle ainsi que l'adéquation de ces formations aux besoins du marché du travail. Le projet cible environ 3 000 bénéficiaires par an entre 2012 et 2015.

148. Une série d'activités sont en cours pour promouvoir l'entreprenariat du jeune tant en milieu urbain que rural, parmi lesquelles :

- **Projet d'appui à l'insertion socio-professionnelle des jeunes :** l'objectif général visé par ce projet est de promouvoir et d'encourager l'auto emploi, notamment chez les jeunes diplômés de la formation professionnelle. De façon spécifique, le projet vise à : (i) former annuellement sur cinq ans, 600 jeunes titulaires d'un diplôme dans tous corps de métiers aux techniques de création et de gestion de micro entreprise et en entreprenariat coopératif ; (ii) appuyer l'installation de ces jeunes formés par des Kits d'outils nécessaires au démarrage de leur activité ; (iii) créer chaque année au moins 600 emplois directs pour les jeunes dans différents corps de métiers sélectionnés.
- **Projet Chantier École Élevage :** Par la mise en œuvre de ce projet, le ministère du développement à la base vise à contribuer à l'autonomisation et à l'amélioration des revenus des jeunes ruraux par la promotion des activités agropastorales principalement l'élevage. Le projet inclut la formation aux techniques et à la pratique d'élevage ainsi qu'un appui à la mise en place des élevages (construction d'abri, fourniture d'aliments, ...).
- Le **Projet d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Jeunes Artisans (PAIPJA)** qui vise à promouvoir l'auto emploi des jeunes dans le secteur artisanal.
- **Projet d'Activités Génératrice de Revenus** financés dans le cadre du Projet de Développement Communautaire (PDC). Le projet ne s'adresse pas uniquement aux jeunes mais vu la structure démographique de la population en milieu rural, une grande partie des bénéficiaires ont moins de 40 ans. Le projet fournit de financement aux groupements, sous forme de don, pour démarrer une activité génératrice de revenus. La solidité technique et la rentabilité à court et moyen terme de tous les sous projets sont contrôlées. Les bénéficiaires reçoivent des formations, un appui gestionnaire et une assistance technique qui permettent de maximiser les profits et la pérennité.
- Des fonds d'appui aux initiatives des jeunes sont également créés par le ministère du développement à la base pour faciliter l'entreprenariat et l'auto emploi des jeunes et faciliter leur accès au financement. Il s'agit

notamment du **Fonds d'insertion pour les Jeunes** et du **Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ)**.

149. Pour ce qui concerne le soutien à la demande d'emploi à travers l'adoption de l'approche HIMO une initiative à envergure nationale a été recensée :

- **Projet Travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO)** : Le projet s'adresse aux jeunes démunis et sans qualification en milieu rural et prévoit créer un total de 35 000 emplois (dont 25 000 entre 2010 et 2012 et 10 000 additionnels dans sa deuxième phase entre 2012 et 2015). Le projet offre 40 jours de travail par bénéficiaires. Les travaux se déroulent au cours de la saison sèche quand le phénomène du sous-emploi est plus élevé en milieu rural. Le programme se déroule dans les cinq régions mais le nombre de bénéficiaires est encore très limité. Le projet s'inscrit surtout dans une logique d'appui social aux ménages en difficultés et ses effets sur l'emploi des jeunes restent limités étant donné la brève durée du travail offert et le manque de séances de formation professionnelles complémentaires qui puissent permettre d'augmenter l'employabilité future des jeunes.

150. Objectif du Gouvernement est également d'améliorer le dispositif d'information sur l'emploi. L'ANPE joue un rôle clé pour mettre en relation l'offre et la demande d'emploi. Elle constitue et met à jours une banque de données sur la demande et l'offre d'emploi et elle facilite l'orientation des demandeurs d'emploi vers des formations professionnelles qui pourraient permettre leur intégration sur le marché du travail.

151. Afin d'évoluer des initiatives individuelles recensées ci-dessus vers une stratégie globale, le Gouvernement prévoit renforcer et harmoniser le dispositif institutionnel, de financement et de suivi évaluation des différents programmes.

Tableau 28. Tableau de synthèse des principaux programmes en faveur de la promotion de l'emploi des jeunes au Togo

Nom du Projet	Ancrage Institutionnel	Population cible	Nombre de bénéficiaires	Cout par bénéficiaire
Programmes d'amélioration des compétences et renforcement de l'employabilité				
Projet de modernisation de la formation professionnelle	METF	Jeunes diplômés et non diplômés	3 000 jeunes par an, environ 10 000 en total	6 million d'Euro (cout total du programme)
Projet AIDE	MTELS	Jeunes diplômés	600 (pour la première année)	70% du salaire en vigueur
PROVONAT	MDBAJEJ	Jeunes diplômés	1,000 (pour la première année)	40,000-60,000 FCFA
Programmes de Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre				
Projet THIMO	MDBAJEJ	Jeunes ruraux non qualifiés	35,000 (2010-2015)	54,000FCFA
Programmes de promotion de l'entreprenariat des jeunes				
Appui à l'insertion socio-professionnelle des jeunes	MDBAJEJ	Jeunes diplômés	600 chaque année	n.d.
Projet chantier école élevage	MDBAJEJ	Jeunes ruraux	n.d.	n.d.
AGR	MDBAJEJ	Population rurales non qualifié (pas ciblé uniquement aux jeunes)	Environ 5,000 bénéficiaires (2009-2011)	Environ 3 million de FCFA par groupement (10-15 personnes)
Programmes de soutien à la recherche d'emploi				
Agence Nationale de l'Emploi	MTELS	Jeunes diplômés et non diplômés	n.a.	n.a.

CHAPITRE 7.

ACCELERER LES ACTIONS CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS ET LES PROBLEMES D'EMPLOI DES JEUNES

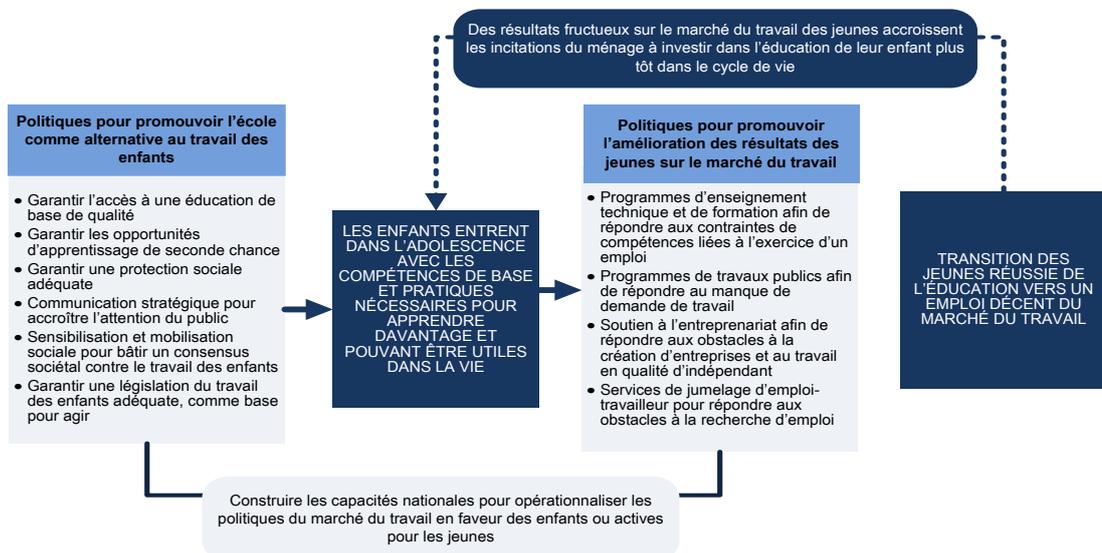
RÉSUMÉ

- L'investissement dans l'**éducation de base** et le développement des compétences est nécessaire pour s'assurer que les anciens enfants travailleurs et les autres jeunes vulnérables soient équipés des compétences requises sur le marché du travail. L'investissement dans les programmes d'**éducation alternative** est également nécessaire pour les enfants dont l'éducation a été compromise par la mise au travail précoce.
- Le développement d'un système national de gestion des risques et réduction de la vulnérabilité à travers la mise de **programmes ciblés de protection sociale** est nécessaire pour éviter que les ménages fassent recours au travail des enfants comme stratégie de réponse aux chocs.
- Des mesures politiques (programme de formation générale, programme de formation à l'entrepreneuriat et services publics de l'emploi) sont requises pour **améliorer le fonctionnement du marché du travail** pour les jeunes de telle sorte que les ménages soient incités à renoncer au travail des enfants et à investir à la place dans l'éducation des enfants.

7.1 Une réponse politique intégrée

152. Ce chapitre présente les priorités politiques pour combattre le travail des enfants et promouvoir l'emploi des jeunes, basé sur l'évidence empirique présentée dans les chapitres précédents et sur les efforts politiques passés. Comme nous l'avons noté au début de ce rapport, le travail des enfants et l'emploi des jeunes sont étroitement liés, soulignant l'importance d'aborder conjointement ces questions, selon une approche de cycle de vie.

Figure 35. Une réponse politique intégrée au travail des enfants et au problème de l'emploi des jeunes



153. La Figure 35 illustre les composantes clés d'une réponse intégrée au travail des enfants et au problème de l'emploi des jeunes. Une série de politiques axées sur les enfants sont nécessaires pour promouvoir l'école comme alternative au travail des enfants, et ainsi s'assurer que les enfants entrent dans l'adolescence avec les compétences de base nécessaires à la vie quotidienne requises pour étudier davantage et vivre plus aisément. Ces fondations s'avèrent cruciales pour le succès des politiques actives du marché du travail visant à promouvoir des emplois de meilleure qualité chez les jeunes et leur garantir une transition réussie de l'école vers un travail décent. Ce lien causal peut également fonctionner dans l'autre sens : des résultats fructueux sur le marché du travail des jeunes peuvent accroître les incitations des ménages à investir, un peu plus tôt dans le cycle de vie, dans l'éducation de leurs enfants.

154. Cette série de politiques prioritaires spécifiques, visant à répondre au travail des enfants et à promouvoir l'emploi des jeunes, est abordée dans les deux premières sections de ce chapitre. La troisième section du chapitre détaille les contraintes de capacité nationale qui doivent être résolues afin de rendre opérationnelles les politiques relatives au travail des enfants et à l'emploi des jeunes.

7.2 Répondre au travail des enfants

155. Au Togo il existe une multitude d'initiatives pour lutter contre le phénomène du travail des enfants mises en œuvre par le Gouvernement avec l'appui des ONG et des organisations internationales. Il s'agit pour la plupart d'action peu coordonnées et a portée très limitées qui ne représentent pas une stratégie complète et cohérente pour répondre à la problématique du travail des enfants. Le Tableau 27 dans le Chapitre 5 présente une synthèse des principaux programmes qui contribuent à lutter contre le travail des enfants, ainsi que leur coût et couverture (quand disponible) et leur ancrage institutionnel.

156. Dans le cadre de l'élaboration du plan national de lutte contre le travail des enfants⁴², le Gouvernement a identifié des axes stratégiques d'intervention qui, prises dans leur ensemble, peuvent constituer une réponse complète à ce phénomène. Il s'agit de :

- a. promotion de la scolarisation, qui inclut le renforcement du système d'éducation de base ainsi que le développement des programmes d'éducation alternative pour les enfants exclus précocement du système éducatif ;
- b. promotion des programmes d'intervention directe en faveur des ménages les plus vulnérables qui ont le double objectif de prévenir le travail des enfants à travers des mécanismes de protection sociale adressés aux ménages et mettre en œuvre un système de réponse axés sur l'identification et la réintégration pour les enfants déjà exposés au travail ;
- c. mobilisation et sensibilisation sociale vis-à-vis des ménages, des acteurs de la société civile mais également des décideurs

⁴² Au moment de la préparation de ce rapport le Plan national de lutte contre le travail des enfants a été préparé mais pas encore officiellement validé

politiques pour que la problématique du travail des enfants soit intégrée dans les politiques et programmes nationaux ;

- d. promotion des mesures favorisant l'application de la législation et la réglementation en vigueur ;
- e. amélioration des connaissances et renforcement des capacités pour la mise en œuvre des mesures de lutte contre le travail des enfants.

157. Ces axes stratégiques, pour leur nature globale et multisectorielle, nécessitent une forte capacité de planification et de coordination afin d'être intégrée dans la politique globale de développement du Gouvernement et d'être effectivement opérationnalisées.

7.3 Axe stratégique : Promotion de la scolarisation

a. Améliorer l'accès et la qualité à l'éducation

158. Les résultats empiriques présentés dans ce rapport indiquent qu'environ 46% des enfants scolarisés âgés entre 6 et 14 ans travaillent. L'étude a démontré que la fréquentation et les chances de réussite scolaire des enfants qui travaillent sont plus faibles par rapport aux enfants qui se dédient uniquement à l'éducation. Les résultats indiquent également qu'environ 10% des enfants de la même tranche d'âge sont non scolarisés et que le travail ne représente qu'un des facteurs qui influencent les décisions des ménages d'envoyer ou non leurs enfants à l'école. Des considérations liées au coût de la scolarisation ainsi qu'à la perception de l'importance et de l'intérêt d'envoyer les enfants à l'école rentrent aussi en jeu.

159. Dans ce contexte, des politiques visant à renforcer le système éducatif, réduire les coûts directs et indirects de la scolarisation et augmenter les opportunités et la rentabilité pour les ménages d'investir dans l'éducation de leurs enfants deviennent prioritaires pour combattre le phénomène du travail précoce des enfants. Dans sa nouvelle stratégie de développement SCAPE (2013-2017) le Gouvernement entend donner une place prioritaire au secteur de l'éducation afin d'universaliser l'achèvement du primaire et améliorer la qualité et l'efficacité du système éducatif. Le PSE (2010-2020) propose une série de mesures pour le développement du système d'éducation et de formation en adressant les principales faiblesses du système éducatif togolais.

160. Le Gouvernement a déjà mis en place une série de mesures discutées dans le Chapitre 5 qui visent à rendre opérationnel le PSE, à réduire les barrières d'accès à l'école et à accroître la qualité de l'enseignement des écoles afin d'inciter les familles à investir dans le capital humain de leurs enfants. Ces mesures nécessitent d'être poursuivies et renforcées. Il est nécessaire pour le Gouvernement de miser en particulier sur les axes suivantes :

- *Education du jeune enfant (EJE)*. Les informations auprès de plusieurs pays en développement suggèrent que les programmes EJE peuvent promouvoir l'apprentissage scolaire, accroître la fréquentation et la survie scolaire et aider les enfants à se tenir loin du travail dès leurs plus jeunes années. A l'heure actuelle au Togo il n'existe pas un dispositif national d'apprentissage pour la petite enfance et la couverture des initiatives existantes reste très faible. En milieu rural notamment les communautés s'organisent autour des Jardins d'Enfants d'Initiative Locale (JEDIL) entièrement à la charge des parents. Il est

donc nécessaire de développer une stratégie nationale de soutien à l'éducation du jeune enfant.

- *Amélioration la qualité de l'éducation.* La faible qualité du système éducatif réduit la valeur de la scolarisation comme alternative rentable au travail des enfants. Le système éducatif togolais souffre actuellement de plusieurs faiblesses dont l'inadéquation des infrastructures scolaires, l'insuffisance des matériels et outils didactiques, l'insuffisance des ressources humaines. La construction et réhabilitation de bâtiments scolaires et la fourniture de mobilier ainsi que l'approvisionnement en livres de texte pour les principaux sujets, tels que mathématique et lecture, figurent parmi les objectifs principaux du programme existant d'Education Pour Tous. L'insuffisance d'enseignants est l'un des faiblesses les plus importantes du système éducatif actuel. L'enseignement primaire surtout en milieu rural a été caractérisé pendant longtemps par la présence d'enseignants volontaires, issues du village, sans compétences formelles et dont souvent la rémunération est prise en charge par les parents d'élèves. L'amélioration de la qualité de l'enseignement à travers la construction de centres de formation pour les enseignants et le recrutement et affectation des nouveaux enseignants est donc une mesure prioritaire ainsi que la répartition des enseignants avec un système décentralisé d'affectation pour assurer leur présence également dans les milieux ruraux les plus défavorisés. Améliorer la qualité de l'éducation signifie également introduire dans les programmes des questions en lien avec la vie des enfants, tels que le travail des enfants ou d'autres problèmes sociaux, d'une manière adaptée à leur âge. L'intégration des modules de formation sur le travail des enfants dans le curricula des centres de formations des enseignants devrait également être considérée pour permettre aux enseignants de renforcer leurs compétences en matière de lutte contre le travail des enfants.
- *Accès à l'éducation.* La distance de l'école est indiquée comme facteur principal de non scolarisation pour 6 pourcent des enfants non scolarisés. L'offre scolaire est insuffisante et n'est pas équitablement répartie dans tout le pays. Pour renforcer les capacités d'accueil du système scolaire est essentiel de continuer les investissements dans la construction de bâtiments scolaires dans les zones les moins desservies pour permettre un accès à l'éducation de base pour les enfants des communautés actuellement défavorisées. L'expansion des classes multigrades est également envisageable dans les milieux à plus faible densité de population.
- *Réduire les couts directs et indirects de l'éducation.* Malgré la suppression des frais de scolarité pour le cycle préscolaire et primaire, plusieurs couts indirects liés à la fréquentation scolaire (uniformes, matériel scolaire, rémunération des enseignants volontaires) persistent et représentent une barrière à l'inscription des enfants à l'école. Les couts indirects de fréquentation scolaire représentent le principal facteur de non scolarisation pour environ 15 pourcent des enfants non scolarisés. Pour certains ménages la fréquentation scolaire représente également un manque de revenus additionnels que l'enfant pourrait apporter s'il est impliqué dans des activités productives. Les mesures incitatives pour la scolarisation des couches les plus vulnérables restent insuffisantes et des mesures additionnelles sont requises pour compenser les coûts indirects associés à la fréquentation scolaire. La mise en place de transferts monétaires aux ménages les plus pauvres conditionnés à une fréquentation scolaire des leurs enfants pourrait représenter une mesure appropriée. Le programme de repas scolaire,

présenté ci-dessus, représente également un mécanisme efficace pour compenser les coûts indirects de l'éducation.

- *Programme de repas scolaires.* Des programmes d'alimentation scolaires sont pilotés avec succès au Togo et ont fait preuve de résultats très satisfaisant sur certains indicateurs tels que l'inscription et le maintien des enfants à l'école (voir *Encadré 13 Chapitre 5*). Ces programmes sont pilotés avec l'appui de la Banque Mondiale, du Programme Alimentaire Mondiale, du BIT et des ONG et certains d'entre eux ciblent en particulier les écoles situées en zones de trafic d'enfants, ou à proximité des frontières. Une expansion géographique de ce programme avec une priorisation des zones à haute taux de pauvreté et à plus faible taux de fréquentation scolaire est l'une des mesures prioritaires à envisager pour soutenir la scolarisation des enfants.

Accroître l'accès et la qualité de l'école : Résumé des interventions politiques possibles		
<i>Objectifs politiques</i>	<i>Mesures de politiques possibles</i>	<i>Rationalité /Pertinence</i>
Accroître la qualité et la pertinence de l'école.	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la qualité du milieu scolaire à travers réhabilitation de bâtiments scolaires, la fourniture de mobilier et l'approvisionnement en livres de texte. • Améliorer la formation initiale et en cours d'emploi des enseignants. Procéder au recrutement et à l'affectation des nouveaux enseignants. • Introduire dans les programmes des questions en relation avec la vie des enfants, telles que le travail des enfants et d'autres problèmes sociaux, de manière appropriée à leur âge. 	Les problèmes de qualité de l'école peuvent affecter le désir d'un ménage à investir dans l'éducation de ses enfants comme alternative au travail des enfants.
Accroître l'offre éducative	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer l'investissement dans le développement d'infrastructures scolaires, afin de fournir un accès à l'école aux communautés jusqu'ici non desservies et réduire la surcharge des classes actuellement existante. 	Le manqué d'infrastructures scolaires est un obstacle à la fréquentation scolaire
Compenser les coûts indirects de l'éducation.	<ul style="list-style-type: none"> • Procéder à une expansion des programmes d'alimentation scolaire existants, en ciblant particulièrement les zones les plus défavorisées et le plus exposées au trafic d'enfants. • Analyser la faisabilité et efficacité d'éventuels programmes de transfert monétaires aux ménages le plus pauvres avec des conditionnalités liés à la fréquentation scolaire 	Alors que l'école est supposée être gratuite dans le pays, les parents peuvent néanmoins choisir de ne pas scolariser leurs enfants, ne pouvant se permettre de renoncer à la production ou aux revenus issus du travail de leurs enfants, même en présence d'école de bonne qualité

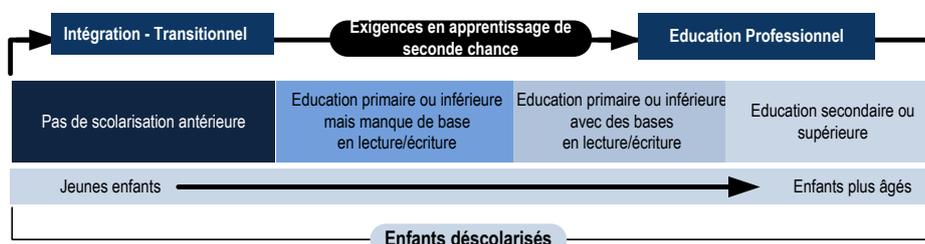
b. Accroître les opportunités d'éducation alternatives

161. Au Togo on estime à environ 151 000 le nombre d'enfants âgés entre 6 et 14 ans non scolarisé (soit 10 pourcent des enfants en cette tranche d'âge) et un nombre considérable d'entre eux sont illettrés. Ces enfants, possédant un niveau faible ou nul d'éducation, sont, une fois adultes, en position de faiblesse sur le marché du travail, courant de grands risques de rejoindre les rangs des chômeurs et des pauvres. S'ils sont livrés à eux-mêmes, ces enfants et jeunes sont susceptibles d'être dans le besoin de politique de réparation (plus couteuse) à une étape plus avancée de leur cycle de vie. Il est impératif de promouvoir des formes alternatives de scolarisation alternative qui favorisent la réintégration dans le système éducatif des enfants qui n'ont jamais été

scolarisés ou qui ont quitté l'école avant d'avoir acquis des compétences de base telles que la lecture, l'écriture ou le calcul.

162. Des expériences pilotes de scolarisation ciblées aux exclus du système scolaire ont été mises en œuvre par des ONG mais elles restent de portée limitée. Il est nécessaire de développer une stratégie nationale d'apprentissage alternative pour ces enfants qui leur permette d'acquérir les connaissances de base pour apprendre un métier ou s'intégrer au système scolaire.

Figure 36. Assurer les besoins en apprentissage alternative pour les enfants exclus du système scolaire



Accroître les opportunités d'éducation alternatives		
Objectifs politiques	Mesures de politiques possibles	Rationalité /Pertinence
Accroître les opportunités d'apprentissage alternative	Développer une stratégie nationale d'apprentissage alternative	Les opportunités d'apprentissage alternative aident à compenser les conséquences négatives du travail des enfants sur l'éducation

7.4 Axe stratégique : Intervention directe, prévention et réponse

a. Etendre les services de protection sociale

163. Le rôle d'un système de protection sociale comme mécanisme de réduction de la pauvreté, gestion des risques et stabilisation des ressources économiques du ménage joue un rôle clé dans la prévention du travail des enfants. L'analyse empirique indique que le travail des enfants représente une stratégie de réponse mise en œuvre par les ménages pour faire face aux chocs qui affectent leur situation économique. Le développement d'un système de protection sociale qui réduit la vulnérabilité des ménages face aux chocs est l'une des mesures prioritaire pour prévenir le phénomène du travail des enfants. Une politique de protection sociale est en cours d'élaboration et son adoption officielle est prévue au cours de 2012. L'objectif du Gouvernement en matière de protection sociale est la mise en place d'un ensemble de mesures bien coordonnées d'assurance et assistance sociale pour protéger la population contre les vulnérabilités et les risques sociaux. Il s'agit de mettre en place et opérationnaliser un système intégré de mesures de protection sociale qui protègent toutes les couches de la population des principaux risques en priorisant les ménages les plus pauvres et vulnérables.

164. Comme discuté dans le Chapitre 5, un ensemble de mécanismes de protection sociale ciblé aux ménages les plus vulnérables ont été mises en œuvre par le Gouvernement, tels que les transferts en nature, les transferts monétaires, la création d'emploi temporaires à travers des programmes de travaux HIMO et l'exemption de frais pour certains services sociaux de base.

165. Toutefois ces programmes sont pour la plupart récentes, restent de portée limitée et ont une couverture insuffisante. Le Gouvernement mise sur une expansion et consolidation des mécanismes qui permettent aux ménages d'accroître leur capacité de prévenir l'indigence et augmenter leur résilience aux chocs. Il n'y a pas une recette unique pour mettre en place des programmes de protection sociale pour réduire la vulnérabilité des ménages et le travail des enfants mais il demeure important que les programmes en question aient une forte composante de promotion du capital humain. Les transferts monétaires sont prévisibles, bien ciblés et permettent de renforcer le capital humain des ménages et des enfants en particulier, tout en apportant un appui économique. Il s'agit de mécanismes à privilégier et qui pourront contribuer considérablement à l'affaiblissement du phénomène de travail des enfants. Ces initiatives en effet permettent de fournir aux ménages des ressources additionnelles, et compensent également la perte économique ou productive due au non-travail de l'enfant. Les programmes de travaux publics ont pour objectifs de fournir un emploi à celui qui soutient la famille mais aussi d'aider à la réhabilitation des infrastructures publiques et à l'expansion des services de base, ce qui peut potentiellement être pertinent pour réduire la dépendance à l'égard du travail des enfants. Il est toutefois nécessaire d'évaluer l'efficacité de ces initiatives qui à l'heure actuelle sont pilotées dans le pays pour décider de leur expansion future.

166. Accès aux services de base. L'expérience dans d'autres pays de la sous-région indique que l'accès aux services de base et plus spécifiquement à l'eau représente un facteur déterminant du travail des enfants (il est toutefois à noter que au Togo l'analyse statistique ne permet pas d'avoir des résultats conclusifs sur cet aspect). Les enfants sont en effet souvent demandés pour aider à la provision de ces services (collecte d'eau par exemple). Améliorer l'accès à ces services de base est donc pertinent pour lutter contre le travail des enfants et il est donc important d'intensifier les investissements qui permettent de fournir aux communautés ces services.

Etendre la protection sociale et les services de base : Résumé des interventions politiques possibles		
<i>Objectifs politiques</i>	<i>Mesures de politiques possibles</i>	<i>Rationalité /Pertinence</i>
Etendre l'accès à la protection sociale formelle	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluer l'impact des mesures de protection sociale existantes, notamment les transferts monétaires, sur le phénomène de travail des enfants • Envisager une expansion de ces mécanismes pour protéger les ménages et prévenir le travail des enfants 	Les instruments de protection sociale servent à empêcher les ménages vulnérables à recourir au travail des enfants pour se prémunir contre les chocs négatifs
Etendre l'accès aux services de base	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer les efforts d'extension des réseaux d'eau et d'électricité aux communautés jusqu'ici non desservies. 	Améliorer l'accès aux services de base est pertinent pour lutter contre le travail des enfants car cela affecte la valeur du temps des enfants passé en dehors des salles de classe

b. Renforcer les mesures d'identification et réintégration des enfants travailleurs

167. Autres que les mesures de prévention discutées précédemment il est nécessaire de renforcer les mesures de réponse qui permettent d'identifier les enfants travailleurs et leur offrir un minimum de services de base pour leur permettre une réintégration économique ou scolaire. Conformément à la Politique Nationale de Protection de l'Enfant et aux Lignes Directrices Nationales relatives au paquet minimum des services en faveur des enfants vulnérables, une ensemble de programmes de détection et réinsertion

économique et scolaires des enfants victimes d'exploitation et de pire formes de travail sont mises en œuvre par le Gouvernement avec l'appui de certaines ONG et partenaires au développement.

168. Les mesures de détection, de pris en charge et réinsertion existantes sont toutefois de portée assez limitée et n'ont pas une couverture géographique nationale. Il est nécessaire renforcer les capacités d'identification et de référencement existantes des enfants victimes ainsi que des de multiplier les centres d'accueil existants, pour qu'ils soient présents dans chaque préfecture et de les doter de ressources humaines, logistiques, techniques et financières appropriées. Il est à noter que les mesures de réponse seront de moins en moins nécessaires avec le développement et l'expansion des systèmes préventifs tels que la promotion de la scolarisation et de la protection sociale.

Renforcer les mesures de réintégration et de réinsertion des enfants travailleurs : Résumé des interventions politiques possibles		
Objectifs politiques	Mesures de politiques possibles	Rationalité /Pertinence
Renforcer le dispositif d'identification et réinsertion des enfants travailleurs	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les mesures de détection existantes, notamment la ligne Allo 111 et le rôle des comités locaux de surveillance Renforcer et démultiplier les centres de transit et les initiatives de réintégration des enfants 	Les mesures préventives telles que la scolarisation des enfants et la protection sociale restent insuffisantes pour éliminer le travail des enfants. Le phénomène persiste et touche un grand nombre d'enfants. Il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures de réponse qui permettent d'identifier et réintégrer les enfants travailleurs

7.5 Axe stratégique : Mobilisation sociale et sensibilisation

169. Un effort de communication et mobilisation sociale des différents acteurs est cruciale pour établir un large consensus qui permet d'agir efficacement contre le travail des enfants. Ceci implique de concevoir et mettre en œuvre une stratégie de communication appropriée ciblée aux ménages ainsi qu'aux acteurs clé de la société civile. L'établissement d'une forte volonté d'action des décideurs politiques est également nécessaire pour que la problématique du travail des enfants soit intégrée dans les politiques et programmes nationaux.

170. *Communication stratégique vers les ménages.* La compréhension des enjeux liés au travail des enfants est cruciale pour que les ménages soient en mesure de décider de l'allocation du temps de leurs enfants entre l'école et le travail. Il est nécessaire de concevoir et mettre en œuvre une stratégie de communication adressée aux ménages basée sur des outils pédagogiques et des canaux de transmission les plus adaptés à la population locale (tels que affiches, messages audio et vidéo en langue locale). La stratégie de communication devra se focaliser sur les bénéfices de la scolarisation vis-à-vis du travail sur le cycle de vie des enfants. L'adoption des pratiques traditionnelles néfastes, telles que les mariages précoces, le placement des enfants ou des formes de discrimination à l'égard des filles, constituent un frein à la scolarisation. Les campagnes de communication devraient sensibiliser les ménages sur les conséquences négatives que ces pratiques traditionnelles ont sur l'éducation et plus généralement sur le bien-être des enfants. Pour opérationnaliser cette stratégie de communication, il est nécessaire de mettre en œuvre des actions de renforcement des capacités des professionnels de la communication (y inclus les media de proximité) et des acteurs intervenants au niveau communautaire (les enseignants, les travailleurs sociaux, les animateurs des ONG, les leaders communautaires) dans la conception et l'élaboration des messages spécifiques sur le travail des enfants adressés aux ménages. Une série d'actions de sensibilisation sur le media nationaux et locaux sur la thématique du travail des

enfants sont par ailleurs déjà conduites par le Gouvernement en collaboration les autres acteurs tels qu'à titre d'exemple Plan Togo ou le BIT-IPEC.

171. **Mobilisation et sensibilisation de la société civile.** Les divers acteurs sociaux, comme par exemple les ONG, les organisations à caractère religieux, les organisations d'enseignants, les syndicats, les comités locaux (CVD et Comités de Vigilance), ont d'importants rôles à jouer pour combattre le travail des enfants au niveau de la société. Il s'agit donc de démultiplier et renforcer les campagnes de sensibilisation et mobilisation sur la problématique du travail des enfants qui ont été organisées dans le passé par plusieurs acteurs tels que l'UNICEF, Plan Togo, ONUDC, BIT, Save the children, les Ambassades de France et des Etats Unis.

172. **Construction d'une volonté politique.** Renforcer l'engagement des décideurs politiques sur le plan technique et financier est essentiel pour garantir que ces thématiques soient considérées comme prioritaires et soient intégrées dans les programmes de développement national. Ceci nécessite un effort de communication et un plaidoyer à l'égard des décideurs, des acteurs sociaux et des parlementaires sur l'importance de la lutte contre le travail des enfants dans les stratégies de développement.

Stratégie de mobilisation sociale/sensibilisation : Résumé des interventions politiques possibles		
Objectifs politiques	Mesures de politiques possibles	Rationalité /Pertinence
Accroître la prise de conscience des ménages sur les bénéfices de l'éducation et les coûts et risques associés au travail des enfants.	Campagne de communication au niveau national et local à l'aide de canaux de communication modernes et traditionnels.	Les décisions des ménages à l'égard de la scolarisation et de la mise au travail des enfants peuvent être conditionnées par des informations erronées, par un manque de renseignements, ou par des normes sociales préjudiciables.
Mobiliser les acteurs sociaux contre le travail des enfants	Mobilisation sociale au sens large, visant à impliquer une variété d'acteurs sociaux (ONG, organisations à caractère religieux, organisations d'enseignants, syndicats, les comités locaux) dans la lutte contre le travail des enfants.	La mobilisation sociale est cruciale pour impliquer une grande variété d'acteurs sociaux dans la lutte contre le travail des enfants.
Construire une volonté politique d'actions contre le travail des enfants	Plaidoyer pour des réponses pragmatiques au travail des enfants et pour mobilisation de ressources pour la lutte contre le travail des enfants	Un engagement politique à tous les niveaux est nécessaire pour que la réduction du travail des enfants occupe une place prédominante dans le programme de développement national et dispose de ressources budgétaires adéquates.

7.6 Axe stratégique : Application de la législation et de la réglementation

173. Comme présenté dans le Chapitre 5 le Togo a ratifié les principales conventions internationales contre le travail des enfants e a adapté la législation nationale afin de mettre en place un dispositif normatif de protection de l'enfant. Toutefois plusieurs facteurs empêchent une application de la législation nationale et une adéquate protection de l'enfant, notamment les facteurs relatifs à la méconnaissance des textes de lois et des procédures judiciaires, la difficulté d'accès à la justice pour les personnes vulnérable et la faiblesse du système de contrôle et de suivi de l'application des lois.

174. **Vulgarisation des textes de lois.** Les moyens mis en œuvre pour la vulgarisation des textes contre le travail des enfants sont insuffisantes et les canaux de vulgarisation ne sont souvent pas appropriés. Le langage juridique utilisé est trop complexe pour les populations locales et il y a une insuffisance dans l'utilisation d'outils de communication accessibles à tous, tels que des

images ou des affiches. La traduction des textes en langue locale ou en français facile n'est pas systématique. Tout cela reflète la nécessité de mettre en place un plan de vulgarisation des textes de lois par les services publics, dont les principales mesures comprennent la traduction et la vulgarisation des textes de lois contre le travail des enfants en langue locale et en français facile et le renforcement des capacités des médias de proximité dans la vulgarisation de ces textes.

175. Améliorer l'accès au système judiciaire. La méconnaissance des procédures judiciaires par les victimes et les acteurs communautaires ainsi que les coûts élevés des procédures judiciaires entraînent une difficulté d'accès à la justice pour les populations les plus vulnérables et en particulier pour les enfants victimes de pire forme de travail. L'existence de la ligne Allo 111 ainsi que des centres d'accueil représentent un atout qui permet de rapprocher les victimes au système judiciaire. Toutefois des efforts doivent être faits pour mettre en place un système de référencement des victimes plus structuré et mobiliser des ressources pour renforcer et rendre opérationnels les mécanismes d'aide et d'assistance judiciaire afin que le système judiciaire soit accessible à tous et plus particulièrement aux plus vulnérables.

176. Renforcer les mécanismes de mise en œuvre des lois. Les efforts législatifs doivent être accompagnés de l'établissement de mécanismes efficaces de surveillance et de mise en œuvre des lois. Les interventions des différents acteurs chargés de l'application de la loi sont à l'heure actuelle faiblement coordonnées et peu efficaces. Des inspecteurs points focaux pour le travail des enfants ont été nommés au niveau des préfectures, toutefois leur présence sur le terrain est encore insuffisante et il y a une nécessité de renforcer leur compétences sur les techniques d'observation, d'identification, de retrait et de prévention des enfants victimes ainsi que de les doter des moyens logistiques et financiers nécessaires pour les interventions. Le système communautaire de surveillance, tels que les Comités Régionaux et Locaux de vigilance et de protection de l'enfant ont un rôle clé dans la détection des enfants victimes et leur réinsertion sociale. Leurs capacités nécessitent d'être renforcées pour augmenter leur implication, leur collaboration avec les acteurs étatiques et améliorer leur capacité d'action.

Application de la législation et de la réglementation : Résumé des interventions politiques possibles		
<i>Objectifs politiques</i>	<i>Mesures de politiques possibles</i>	<i>Rationalité /Pertinence</i>
Application de la législation et de la réglementation en vigueur	<ul style="list-style-type: none"> • Vulgarisation de la législation : traduction et la vulgarisation des textes de lois contre le travail des enfants en langue locale et en français facile ; renforcement des capacités des médias de proximité ; conception d'outils pédagogiques sur le travail des enfants. • Réduire les barrières d'accès à la justice : mettre en place un système de référencement des victimes ; mobiliser les ressources pour l'assistance judiciaire aux victimes des PFTE, procédures judiciaires font partie intégrante du plan de vulgarisation mise en œuvre par les services publics • Renforcer les compétences et les moyens logistiques des inspecteurs du travail et des Comités Régionaux et Locaux de Vigilance 	La législation en vigueur met en place un dispositif complet de protection de l'enfant toutefois plusieurs facteurs empêchent une application de la législation nationale et une adéquate protection de l'enfant

7.7 Répondre aux problèmes de l'emploi des jeunes

177. L'analyse empirique présentée dans le Chapitre 4 de ce rapport met en lumière les défis rencontrés par les jeunes lors de leur entrée sur le marché du travail. L'emploi des jeunes est caractérisé surtout par un auto-emploi non qualifié à faible productivité dans le secteur informel, qui concerne environ 85% des jeunes âgés entre 18 et 24 ans. Seulement le 15% des jeunes ont un emploi salarié. Environ la moitié des jeunes travaillent dans le secteur agricole, où la productivité et les rendements de l'emploi sont extrêmement faibles. Les revenus de l'emploi ne sont pas suffisants pour subvenir aux besoins de base et en effet quatre jeunes travailleurs sur cinq sont dans une situation de pauvreté. L'évidence empirique identifie une relation étroite entre le niveau d'éducation et la qualité d'emploi des jeunes. La probabilité d'obtenir un emploi salarié dans le secteur formel en effet augmente significativement avec un niveau d'éducation plus élevé. Comme dans la plupart des pays de la sous-région, le chômage est un phénomène d'ampleur limitée et touche essentiellement les jeunes diplômés vivant en milieu urbain.

178. Dans ce contexte, il est nécessaire de développer une politique de renforcement du marché du travail qui permet d'évoluer vers des emplois de meilleure qualité, sécurisés, et à plus forte productivité pour les jeunes. Le lien étroit entre l'éducation et la qualité de l'emploi des jeunes souligne l'importance de miser sur le système éducatif, à partir de l'éducation primaire pour renforcer les capacités productives des jeunes adultes dans le futur. Quatre piliers politiques sont particulièrement pertinents, deux s'adressant aux contraintes de l'emploi du côté de l'offre dues à l'inadéquation ou à l'absence de compétences pour occuper des emplois ou bien dues aux informations erronées du marché du travail ; et deux autres piliers concernant les contraintes à l'emploi du côté de la demande telles qu'une faible demande de travail ou des opportunités entrepreneuriales limitées. Les politiques actives du marché du travail sont désignées pour améliorer les performances à l'emploi des jeunes à l'intérieur des contraintes institutionnelles et macro-économiques existantes ; les réformes économiques structurelles globales nécessaires à la réduction du chômage des jeunes dépassent le champ d'analyse de ce rapport.

179. L'emploi des jeunes est l'une des priorités politiques du Gouvernement et plusieurs actions sont actuellement en cours pour favoriser une intégration réussie des jeunes sur le marché du travail. Le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBAJEJ) a responsabilité des questions relatives à l'emploi des jeunes. Une Politique Nationale de l'Emploi des Jeunes n'a pas encore été élaborée mais l'orientation du Gouvernement telle que définie dans la lettre de politique du MDBAJEJ définit des axes d'action prioritaires pour s'attaquer au problème de l'emploi des jeunes qui sont en ligne avec les quatre axes d'intervention recommandées par cette étude : le renforcement de l'employabilité, la promotion de l'entrepreneuriat, le soutien à la recherche d'emploi et le développement de l'approche HIMO.

7.8 Améliorer les compétences et renforcement de l'employabilité

180. Améliorer les compétences et les aptitudes à l'emploi des jeunes nécessite d'agir sur trois niveaux : premièrement, renforcer la qualité de l'éducation de base et sa pertinence par rapport aux besoins des jeunes qui se dirigent vers le marché du travail ; deuxièmement, assurer des opportunités d'apprentissage alternative aux jeunes n'ayant pas bénéficié d'une éducation suffisante, catégorie qui inclut les enfants ayant été retirés de l'école à un âge prématuré pour être mis au travail ; troisièmement, étendre l'efficacité et le périmètre

d'action des programmes d'éducation et de formation professionnelle. Ensemble, toutes ces mesures devraient pouvoir contribuer à ce que les jeunes acquièrent des compétences adéquates et accèdent à une expérience professionnelle convenable leur assurant de s'épanouir professionnellement, que ce soit comme salariés ou comme travailleurs indépendants.

181. Les mesures de promotion de la scolarisation et les initiatives d'éducation alternative ont été discutées dans les paragraphes précédents. Concernant les programmes qui permettent d'améliorer les compétences et renforcer l'employabilité des jeunes, il est nécessaire d'agir sur deux niveaux : le renforcement et l'amélioration du système de formation professionnelle et la création d'opportunités de formation métier sur le tas pour les primo demandeur d'emploi. Dans le cadre des programmes de formation professionnelle il est nécessaire d'élaborer une stratégie de développement du secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle orientée vers les besoins du marché du travail et de l'emploi, effort qui est déjà en cours dans le cadre du programme du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. La prise en compte des besoins en formation du secteur informel d'une manière globale constitue une priorité particulière qui doit être prise en compte dans le développement de cette stratégie globale de formation professionnelle.

182. Dans le cadre de la formation métier sur le tas, le Gouvernement pilote déjà une série de projets qui ont l'objectif d'augmenter l'employabilité des jeunes à travers des expériences de travail direct. C'est le cas, à titre d'exemple, du Programme d'Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche (AIDE) et du Programme de promotion du volontariat national (PROVONAT). Il est essentiel de suivre et évaluer attentivement ces initiatives qui ont l'objectif de permettre aux jeunes d'acquérir des expériences professionnelles qui faciliteront ultimement leur insertion sur le marché du travail. Ces projets pourraient être portés à l'échelle et de devenir des programmes nationaux de plus grande ampleur si les résultats se démontrent satisfaisants.

Développement des compétences : Résumé des interventions politiques possibles		
<i>Objectifs politiques</i>	<i>Mesures de politiques possibles</i>	<i>Rationalité /Pertinence</i>
S'attaquer aux contraintes des compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'une éducation technique secondaire et d'un système de formation professionnelle • Renforcement des compétences et de l'employabilité des jeunes à travers une formation métier sur le tas (stages d'intégration sur le marché du travail) 	Les déficits en termes de formation en capital humain, particulièrement pour les professions techniques, constituent une contrainte majeure à la réussite de la transition des jeunes vers un travail décent.

a. Soutien à la recherche d'emploi

183. La transition difficile vers le marché du travail est en partie le résultat d'un manque d'information sur les possibilités de travail et d'une difficulté à mettre en relation l'offre et la demande d'emploi. Des initiatives sont en cours au Togo pour soutenir et faciliter la recherche d'emploi. L'Agence Nationale pour l'Emploi, notamment, joue un rôle clé dans la mise en relation de la demande et offre d'emploi et dans l'accompagnement des jeunes vers l'intégration sur le marché du travail. Il est toutefois important de s'assurer que les jeunes à risques ont les moyens d'accéder à ces programmes de services d'emploi. Cela peut s'avérer difficile car une bonne partie de ces jeunes à risques vivent dans les zones marginalisées, qu'elles soient urbaines ou rurales, alors que la plupart des services d'emploi offerts se situent dans des lieux plus centraux ou utilisent des canaux de communication (tel que internet) qui ne sont pas accessibles à

tous. Les programmes de soutien à la recherche d'emploi risquent d'être destinés prioritairement aux jeunes présentant des qualifications plus élevés, étant déjà connectés à un réseau et donc étant plus susceptibles d'obtenir un emploi. Ce constat pointe sur l'importance de cibler les soutiens à la recherche d'emploi vers les jeunes désavantagés qui en ont le plus besoin.

Soutien à la recherche d'emploi : Résumé des interventions politiques possibles		
<i>Objectifs politiques</i>	<i>Mesures de politiques possibles</i>	<i>Rationalité /Pertinence</i>
Fournir un soutien à la recherche d'emploi pour s'attaquer au manque de ressources et de compétences en recherche d'emploi	Service d'emploi, de guides et de conseillers de carrières ciblant les jeunes	La transition difficile vers le marché du travail est en partie le résultat d'une part d'un manque d'information sur le marché du travail et d'autre part à une difficulté à mettre en relation l'offre et la demande d'emploi

b. Programmes de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre

184. Les taux élevés de sous-emploi et d'auto emploi à faible productivité parmi les jeunes togolais font ressortir le besoin de mesures qui stimulent la demande de travail et qui visent à augmenter et améliorer les opportunités d'emploi des jeunes. Les programmes de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre ciblant les jeunes représentent une option politique importante dans ce contexte à inclure dans les efforts généraux de réduction de la pauvreté et de développement des infrastructures de services dans le milieu rural. Cela permettrait aux jeunes, particulièrement à ceux qui sont non-qualifiés, d'avoir un point d'entrée sur le marché du travail. Cela permettrait également de développer les infrastructures en milieu rural (telles que pistes, routes, canaux d'irrigation) qui à leur tour pourraient favoriser l'amélioration des rendements de la productivité agricole.

185. Un programme national de travaux publics à haute intensité de main d'œuvre qui cible prioritairement les jeunes non qualifiés de 18 à 35 ans en milieu rural en leur offrant un emploi temporaire a été lancé par le Gouvernement en 2010. Le programme est toutefois de portée très limitée et à l'heure actuelle ne prévoit aucune séance de formation ou de renforcement des capacités pour les participants. Toutefois, les expériences internationales ont démontrées qu'il est souhaitable d'ajouter aux programmes de travaux temporaires de modules de formation techniques, comportementales ou de gestion financière qui pourraient permettre d'accroître la future employabilité des bénéficiaires. La portée à l'échelle de ce programme pilote, et plus généralement la généralisation de l'approche HIMO dans la mise en œuvre des infrastructures, devrait être envisagée ainsi que l'ajout de séances de formation de base ou technique pour les bénéficiaires de ces programmes.

Programmes de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre: Résumé des interventions politiques possibles		
<i>Objectifs politiques</i>	<i>Mesures de politiques possibles</i>	<i>Rationalité /Pertinence</i>
Des travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre pour s'attaquer aux contraintes de la demande de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Expansion du programme de travaux public à haute intensité de main d'œuvre • Développer une formation obligatoire complémentaire pour accroître l'emploi post-programmes des jeunes 	Les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre offrent aux jeunes qualifiés et non qualifiés un point d'entrée sur le marché du travail, dans le cadre des efforts généraux de réduction de la pauvreté et le développement des infrastructures de services dans le milieu rural

c. Promouvoir la création d'entreprise par les jeunes

186. Dans le contexte du Togo, caractérisé par des faibles opportunités d'emploi salarié, promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes représente une stratégie nécessaire pour étendre les opportunités d'emploi des jeunes et en améliorer la qualité et la productivité. Il s'agit de promouvoir des formes d'auto-emploi rentables et soutenables, qui remplacent les actuelles activités à faible productivité qui occupent une grande majorité des jeunes togolais. Le Gouvernement du Togo donne une place prioritaire à la promotion de l'entrepreneuriat, la création de micro-entreprises et la facilitation de l'accès au crédit. Plusieurs initiatives ont été recensées au Togo pour soutenir l'auto-emploi des jeunes, tant en milieu urbain que rural (voir Chapitre 6), parmi lesquelles le projet d'appui à l'insertion socio-professionnelle des jeunes, les projets d'activités génératrices de revenus ou le fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes.

187. Une stratégie globale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes doit permettre de former les jeunes à l'entrepreneuriat, le soutenir dans la recherche de financements et mettre en place un dispositif d'appui et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs. Les efforts de création d'entreprise par les jeunes doivent être construits sur l'expérience des initiatives déjà existantes dans le pays. Des évaluations de ces initiatives pilotes pour en mesurer les résultats sur les revenus des jeunes doivent être conduites pour évaluer leur efficacité comme instrument d'amélioration des conditions d'emploi des jeunes.

Promouvoir la création d'entreprise par les jeunes : Résumé des interventions politiques possibles		
Objectifs politiques	Mesures de politiques possibles	Rationalité /Pertinence
Promouvoir la création d'entreprise par les jeunes pour s'attaquer aux problèmes de demande de travail et de contraintes liées au lancement d'une entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de services de soutien aux jeunes entrepreneurs, incluant des services de pépinière d'entreprise, des formations sur la création d'entreprise et le développement d'un plan d'expansion de l'entreprise, etc., afin d'étendre et renforcer les efforts déjà effectués par de nombreuses organisations visant le développement des petites entreprises • Faciliter l'accès au crédit et/ou aux outils et équipements pour démarrer une activité 	Les programmes de création d'entreprises visent potentiellement à améliorer les résultats sur le marché du travail d'une large partie des jeunes togolais actuellement chômeurs, sous-employés ou coincés dans des emplois familiaux à faible productivité

7.9 Construire les capacités nationales pour s'attaquer au travail des enfants et au problème de l'emploi des jeunes

188. Renforcer les capacités institutionnelles à tous les niveaux du Gouvernement est nécessaire pour continuer les progrès vers les objectifs de réduction du travail des enfants et d'emploi des jeunes. Le Gouvernement a établi des bases politiques solides pour s'attaquer au travail des enfants et au problème de l'emploi des jeunes. En effet, le développement du capital humain et social occupe une place prioritaire dans l'orientation politique du Gouvernement comme défini dans sa stratégie de développement SCAPE (2013-2017). Des politiques sectorielles dans le secteur de l'éducation, de la protection sociale et de la protection de l'enfant ainsi que un plan national de lutte contre le travail des enfants ont été adoptés ou sont actuellement en cours d'élaboration par le Gouvernement. Ces politiques sectorielles sont assorties d'une série de plans d'actions qui permettent de les rendre opérationnelles. Toutefois ces cadres politiques sont peu susceptibles d'être appliqués de manière efficace en raison des contraintes de capacité nationale.

189. Renforcement des compétences de collecte et analyse d'informations et planification. Les institutions ont besoin d'être renforcées dans nombreux domaines dont la conception des politiques et de programmes relatifs au travail des enfants et à l'emploi des jeunes et leur intégration dans le plan de développement global du pays. Pour assurer une planification des programmes qui répond aux besoins nationaux il est impératif d'avoir des indicateurs sur le travail des enfants et l'emploi des jeunes régulièrement mis à jours et accessibles à tous les acteurs impliqués. Actuellement la problématique du travail des enfants n'est pas systématiquement intégrée dans toutes les enquêtes organisées par la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité nationale (DGSCN). Afin d'avoir une base de données fiable et une mise à jour régulière il est envisageable d'intégrer dans l'annuaire statistique de la DGSCN un volet sur le travail des enfants et renforcer les capacités de la DGSCN, des centres de recherches et des universités sur les méthodologies, techniques et outils de collecte et de traitement de données sur le travail des enfants. Pour que les bases de données soient exploitées afin de permettre un suivi et une planification des politiques et programmes nationaux il est nécessaire d'établir des liens de partenariat entre la DGSCN et les centres de recherches et universités nationales capables de conduire des analyses approfondies à partir des données collectées.

190. Coordination. Le travail des enfants et l'emploi des jeunes sont des questions qui nécessitent la collaboration rapprochée d'une variété d'entités gouvernementales et non gouvernementales. Une délimitation clarifiée des rôles, le renforcement de la coordination et le partage des informations est nécessaire afin que les institutions gouvernementales et les partenaires sociaux fonctionnent de manière efficace dans leurs efforts pour s'attaquer au travail des enfants et aux problèmes d'emploi des jeunes. Le Comité National Directeur, mis en place par le Gouvernement, a un rôle d'orientation stratégique et de coordination des différents acteurs en matière de travail des enfants. Un renforcement des capacités de cet organe est nécessaire pour qu'il puisse assurer de façon efficace et pérenne la coordination des différentes actions de lutte contre le travail des enfants et également pour qu'il soit en mesure d'assurer que les programmes prioritaires contre le travail des enfants soient intégrés dans les politiques et plans d'action et budget sectoriels (éducation, protection sociale). Un cadre de concertation forte doit être établi également pour l'emploi des jeunes. Le cadre institutionnel actuel souffre en effet d'un manque de coordination ce qui rend moins efficaces les actions mises en œuvre par les différents acteurs.

191. Mise en œuvre et suivi évaluation des programmes. Les capacités des principaux acteurs étatiques dans la mise en œuvre et de suivi évaluation des différents programmes sont très faibles. Il y a donc une réelle nécessité de renforcement des capacités en gestion et suivi évaluation des programmes pour les acteurs étatiques à tous les niveaux, et surtout pour ceux décentralisés qui ont un rôle opérationnel de première ligne dans la mise en œuvre de ces initiatives. Il y a également un manque général d'information sur les *impacts* des programmes actuellement mis en place et ciblant les problèmes de travail des enfants ou d'emploi des jeunes, ce qui rend difficile l'identification des succès en vue d'une reproduction à grande échelle de ces programmes. Des efforts sont en cours pour préparer des évaluations d'impact de certains projets pilotes notamment dans les secteurs de la protection sociale et de l'emploi des jeunes.

Renforcer les capacités nationales: Résumé des interventions politiques possibles		
<i>Objectifs politiques</i>	<i>Mesures de politiques possibles</i>	<i>Rationalité /Pertinence</i>
Renforcer les compétences dans la collecte et analyse des données et dans la planification des programmes	Formation visant à renforcer les capacités institutionnelles dans des domaines tels que la collecte, l'utilisation de données pour une planification stratégique et la conception de programmes et de politiques.	Alors que les documents politiques fournissent une base solide pour l'action, ces cadres politiques sont peu susceptibles d'être efficacement mis en œuvre en raison des contraintes de capacité.
Améliorer la coordination et le partage d'informations	Renforcement des capacités des organes de coordinations (CND)	Comme le travail des enfants et l'emploi des jeunes sont des questions étroitement liées, nécessitant la collaboration rapprochée d'une variété d'entités gouvernementales, une délimitation clarifiée des rôles, le renforcement de la coordination et le partage des informations entre les institutions gouvernementales et les partenaires sociaux est nécessaire.
Améliorer les compétences dans la gestion et le suivi évaluation des programmes	Formation visant à renforcer les compétences des acteurs étatiques à tous les niveaux et particulièrement à niveaux décentralisé	Les capacités des principaux acteurs étatiques dans la mise en œuvre et de suivi évaluation des différents programmes sont très faibles

BIBLIOGRAPHIE

Association la Providence et ONG JATO (2010), *Analyse diagnostique de la situation générale de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants dans la commune de Lomé*, Lomé

Banque Mondiale (2011), *Filets Sociaux de Sécurité dans les Etats Fragiles : le Programme d'alimentation scolaire à base communautaire au Togo*.

Banque Mondiale (2011), *Les Filets Sociaux au Togo*.

Banque Mondiale (2013), *Togo : Fiche-pays*.

Banque Mondiale (2012), *Vers une Stratégie et une Politique Nationale de Protection Sociale au Togo*.

Confédération Syndicale Internationale (2011). 2011 Report of the Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations (articles 19, 22 and 35 of the Constitution). Report III (Part 1A) General Report and observations concerning particular countries, International Labour Office , Geneva

Coulombe H., (2012), *Cartographie de la pauvreté au Togo en 2011*

Guarcello L. et al. (2009), *Child labour as a response to shocks: evidence from Cambodian Villages*, UCW Working Paper Series

Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale (2009), *Lignes Directrices Nationales relatives au paquet minimum de services en faveur des enfants vulnérables*, Juillet

Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (2011), *Lettre de Politique et d'Orientations Stratégiques*, Juin

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (2012), *Etude de préparation à l'élaboration d'un plan d'action nationale pour la lutte contre le travail des enfants au Togo dans le cadre du Projet CCECLET/USDOL*, Janvier

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (2012), *Politique Nationale de Protection Sociale, Document Provisoire*, Juillet 2012

Play Therapy Africa (PTA) et UNICEF (2011). *Quel futur pour la protection sociale centrée sur l'enfant au Togo : Perspective et Enjeux*

Programme International pour l'Abolition du travail des enfants IPEC/Togo (2012), *Analyse rapide du travail domestique des enfants au Togo*, Bureau International du Travail

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2013). *Togo: La terre, toujours inaccessible pour les femmes*

Programme UCW (2010). *Tous unis dans la lutte contre le travail des enfants : Rapport inter-agences en vue de la conférence mondiale sur le travail des enfants de la Haye de 2010* – Programme UCW, Genève, 2010

République Togolaise (2010), *Plan Sectoriel de l'Education 2010-2010*, Janvier 2010

République Togolaise, (2011) *Questionnaire des indicateurs de base du Bien-être (QUIBB 2011) : Rapport final*, décembre

République Togolaise (2010), *Rapport Initial du Gouvernement Togolais sur la mise en œuvre de la Charte Africaine des Droits et du Bien Etre des Enfants*, Septembre

République Togolaise (2013), *Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013 – 2017*, Version semi définitive, Janvier

UNAIDS, Report on the Global AIDS Epidemic, 2010.

ANNEXE STATISTIQUE

A1. Travail des enfants

Tableau A1. Statut d'activité des enfants, par groupe d'âge et genre, 2010

Statut d'activité	Enfants de 6 à 14 ans						Enfants de 15 à 17 ans					
	Garçons		Filles		Total		Garçons		Filles		Total	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Occupés économiquement uniquement	40 604	5.0	42 897	6.4	83 501	5.6	41 951	17.6	35 813	22.5	77 763	19.6
Scolarisés uniquement	387 926	47.6	336 862	50.0	724 788	48.7	77 877	32.7	62 402	39.1	140 279	35.3
Occupés économiquement et scolarisés	352 275	43.3	261 048	38.7	613 323	41.2	108 593	45.6	52 434	32.9	161 027	40.5
Inactifs	33 617	4.1	33 498	5.0	67 115	4.5	9 484	4.0	8 781	5.5	18 264	4.6
Ensemble des enfants occupés économiquement^(a)	392 879	48.3	303 945	45.1	696 824	46.8	150 543	63.2	88 247	55.4	238 790	60.1
Ensemble des enfants scolarisés^(b)	740 201	90.9	597 910	88.7	1 338 111	89.9	186 470	78.3	114 836	72.0	301 306	75.8
Ensemble des enfants non scolarisés^(c)	74 221	9.1	76 395	11.3	150 616	10.1	51 434	21.6	44 593	28.0	96 028	24.2

Notes : (a) Cela fait référence à tous les enfants occupés économiquement indépendamment de leur statut de scolarisation ; (b) Cela fait référence à tous les enfants scolarisés indépendamment de leur statut d'emploi ; (c) Cela fait référence à tous les enfants non scolarisés indépendamment de leur statut d'emploi.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A2. Secteur d'activité, par âge, genre et milieu de résidence

Caractéristiques		Agriculture	Manufacture	Commerce	Travail domestique	Autres	Total
Age	6 ans	76.3	1.2	6.2	16.3	0.0	100
	7 ans	74.7	0.9	10.0	13.6	0.8	100
	8 ans	70.7	5.5	15.6	7.1	1.1	100
	9 ans s	71.8	2.3	13.0	12.6	0.3	100
	10 ans	73.3	0.7	19.8	5.2	1.0	100
	11 ans	76.7	2.0	13.6	6.0	1.7	100
	12 ans	74.5	3.0	15.1	6.7	0.7	100
	13 ans	68.0	3.1	18.1	7.4	3.4	100
	14 ans	68.1	3.8	20.5	6.1	1.5	100
Genre	Garçons	78.5	3.6	8.7	7.8	1.4	100
	Filles	64.6	1.4	23.5	9.7	0.9	100
Résidence	Urbain	38.0	4.5	43.6	12.7	1.2	100
	Rural	81.1	2.2	8.0	7.6	1.1	100
Total		72.5	2.6	15.2	8.6	1.2	100

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A3. Statut d'activité, par âge, genre et milieu de résidence

Caractéristiques		Salarié	Indépendant	Aide familial non rémunéré	Total
Age	6 ans	0.7	6.1	93.2	100
	7 ans	1.0	3.3	95.7	100
	8 ans	0.5	16.3	83.2	100
	9 ans	1.4	3.6	95.0	100
	10 ans	0.6	7.5	91.8	100
	11 ans	1.7	5.1	93.2	100
	12 ans	2.0	6.7	91.3	100
	13 ans	4.5	13.7	81.7	100
Genre	14 ans	6.7	8.0	85.3	100
	Garçons	1.8	8.2	90.0	100
Résidence	Filles	2.5	8.1	89.4	100
	Urbain	5.1	15.5	79.4	100
	Rural	1.3	6.1	92.7	100
Total		2.1	8.2	89.8	100

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A4. Heures moyennes de travail par semaines, enfants de 6 à 14 ans, par statut de scolarisation

		Statut de scolarisation		Total ^(a)
		Occupés économiquement uniquement	Occupés économiquement et scolarisés	
Genre	Garçons	30.7	16.3	17.8
	Filles	31.0	15.9	18.0
Résidence	Urbain	36.1	15.9	17.5
	Rural	30.0	16.2	18.0
Total		30.9	16.1	17.9

Notes: (a) Cela fait référence à tous les enfants occupés économiquement indépendamment de leur statut de scolarisation

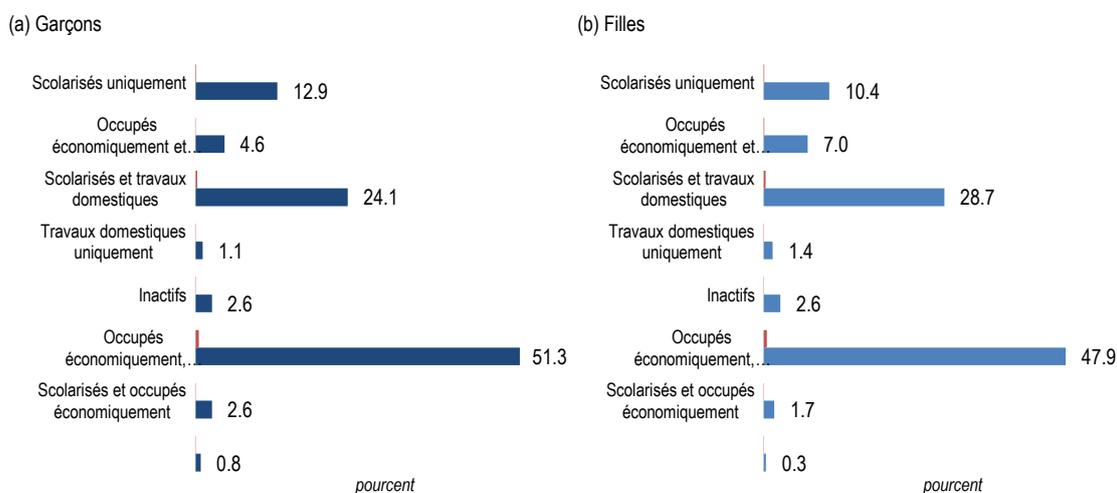
Source : Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A5. Heures moyennes de travail par semaines, enfants de 6 à 14 ans, par genre, secteur d'activité et statut d'activité

		Genre		Total
		Garçons	Filles	
Secteur d'activité	Agriculture	17.6	18.2	17.8
	Manufacture	22.7	23.8	22.9
	Commerce	16.9	15.2	15.8
	Travail domestique	15.1	16.1	15.6
	Autre	31.1	22.6	28.5
Statut d'activité	Salarié	40.9	37.1	39.2
	Indépendant	20.8	19.2	20.1
	Aide familial non rémunéré	17.2	17.5	17.3

Source : Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Figure A1. Statut d'activité des enfants en prenant en considération les travaux domestiques, groupe d'âge de 6 à 14 ans, par genre



Source : Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A6. Raisons pour demander un crédit, ménages avec enfants de 6 à 14 ans

Raisons pour demander un crédit	Pourcent
Couvrir les dépenses essentielles du ménage	35.5
Acheter un véhicule (vélo, moto, voiture)	1.4
Achat/ amélioration/ réparation/ construction	6.2
Pour couvrir les dépenses de santé	21.0
Pour couvrir les dépenses liées aux cé	2.6
Pour monter/ développer sa propre affaire	23.8
Pour rembourser un prêt antérieur	4.1
Autre	5.5
Total	100

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

Tableau A7. Synthèse des statistiques descriptives incluses dans l'analyse économétrique

	Variable	Observations	Moyenne	Dev. Std.	Min	Max
Variables dépendantes	Emploi	4 031	.4680668	.4989794	0	1
	Fréquentation scolaire	4 031	.8988288	.3015553	0	1
Age et genre de l'enfant	Age	4 031	9.736348	2.498014	6	14
	Age au carré	4 031	101.0365	49.89691	36	196
	Garçon	4 031	.5470594	.4977807	0	1
Structure du ménage	No. de fratries âgées de 0 à 4 ans	4 029	.5827203	.8420943	0	7
	Taille du ménage	4 029	6.18169	2.674482	1	24
	No. d'adultes	4 029	1.93996	.9103885	0	9
	No. de membres du ménage âgés (âgés>65)	4 029	.1780237	.4415715	0	3
Statut d'orphelin	Orphelin	4 031	.0936707	.2913701	0	1
Genre et éducation du chef du ménage	Sexe du chef de ménage : Homme	4 031	.8403238	.3663056	0	1
	Sans instruction	3 967	.4481442	.4973039	0	1
	Primaire ou inférieure	3 967	.2451146	.4301553	0	1
	Secondaire ou post secondaire	3 967	.3067412	.4611412	0	1
Caractéristiques du ménage	Dépenses du ménage inférieures à 50 000 FCFA	3 982	.7780009	.4155907	0	1
	Accès à l'eau courante	4 031	.3793741	.4852314	0	1
	Accès au crédit	4 031	.1510642	.3581116	0	1
	Possession de terre	4 031	.4624753	.4985901	0	1
	Possession de bétail	4 031	.3846291	.4865077	0	1
Chocs	Désastres naturels	4 031	.1512982	.3583394	0	1
	Chocs économiques	4 031	.046241	.2100067	0	1
	Autres types de chocs	4 031	.0349357	.183617	0	1
	Perte d'emploi/activité économique d'un membre du ménage	4 031	.0675863	.2510347	0	1
	Perte de récolte	4 031	.1396476	.3466212	0	1
	Perte de bétail	4 031	.0775545	.2674694	0	1
	Maladie/blessure/mort d'un membre actif du ménage	4 031	.172928	.3781852	0	1
Milieu de résidence et région	Urbain	4 031	.3702257	.4828652	0	1
	Maritime	4 031	.2557039	.4362563	0	1
	Plateaux	4 031	.2446645	.4298883	0	1
	Centrale	4 031	.0902937	.2866022	0	1
	Kara	4 031	.1285166	.3346642	0	1
	Savanes	4 031	.1166824	.3210415	0	1
	Lomé	4 031	.1641389	.3704017	0	1

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

A2. Emploi des jeunes

Tableau A8. Indicateurs agrégés du marché du travail, personnes âgées de 15 à 24 ans, par âge

Catégorie	Participation au marché du travail (% pop.)	Emploi		Chômage		Chômage élargi ^(a)		Participation à l'éducation (% pop.)	
		Ratio (% pop.)	Taux (% pop. active)	Ratio (% pop.)	Taux (% pop. active)	Ratio (% pop.)	Taux ^(b) (% pop. active étendue)		
Age	15	72.2	65.5	99.2	0.6	0.8	1.1	1.5	77.3
	16	65.2	60.3	97.9	1.3	2.1	1.3	2.1	80.1
	17	77	68	98.3	1.2	1.7	1.6	2.1	74.8
	18	74.9	69.6	99.7	0.2	0.3	0.5	0.6	59.3
	19	77	66.8	96.5	2.6	3.5	5.2	6.5	50.6
	20	85.9	77.4	94.9	4.3	5.1	4.4	5.1	38.2
	21	77.9	72.5	96.2	2.9	3.8	4.2	5.4	46.5
	22	85.9	79.5	96.4	3	3.6	4.2	4.9	32.9
	23	86	77.6	94.9	4.3	5.1	4.9	5.6	27.2
	24	90.7	79.6	91.2	7.9	8.8	8.7	9.5	20.6
	15-19	73.1	66.1	98.5	1	1.5	1.7	2.3	69.1
	20-24	85.5	77.7	95	4.2	5	4.9	5.7	33.8
Total		77.9	70.5	97.0	2.2	3.0	2.9	3.8	55.7

Notes : (a) Il y a environ 5% d'observations manquantes sur le statut de chômage pour les jeunes non employés âgés de 15 à 24 ans, ce qui représente environ 1% de la population totale des jeunes. (b) Le chômage élargi inclut aussi bien les chômeurs que les individus qui ne travaillent pas mais qui accepteraient une offre d'emploi. (c) Le taux de chômage élargi est la somme des chômeurs et des individus prêts à travailler exprimé comme pourcentage de la population active étendue. A son tour la population active étendue inclut les individus qui ne travaillent pas mais qui sont prêts à travailler et la population active

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A9. Décomposition de la force de travail, personnes âgées de 15 à 24 ans, par région

Catégorie	Région	Décomposition de la force de travail (% population)						Total
		Inactive			Active			
		Travailleurs découragés ^(a)	Etudiants ^(b)	Autres inactifs	Employés		Chômeurs ^(c)	
			Etudiants ^(b)	Non étudiants				
	Maritime	0.0	14.9	2.8	38.3	43.3	0.7	100
	Plateaux	0.0	15.9	0.5	40.9	42.0	0.8	100
	Centrale	0.3	29.7	1.6	36.3	31.7	0.3	100
	Kara	0.4	26.6	3.2	36.7	32.5	0.7	100
	Savanes	0.0	7.2	1.1	36.0	55.7	0.0	100
	Lomé	0.3	38.2	6.0	11.8	35.6	8.2	100

Notes : (a) Les travailleurs découragés sont définis comme ceux qui ne travaillent pas, déclarent ne pas chercher un travail parce que ils se sentent découragés par rapport au succès de trouver un travail, mais ils accepteraient un emploi si on leur offrait un. (b) Il y a environ 1,4% d'observations manquantes sur la fréquentation scolaire des jeunes âgés de 15 à 24 ans et environ 0,7% d'observations manquantes sur la fréquentation scolaire des jeunes travailleurs. (c) Il y a environ 5% d'observations manquantes sur le statut de chômage pour les jeunes non employés âgés de 15 à 24 ans, ce qui représente environ 1% de la population totale des jeunes.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A10. Décomposition de la force de travail, personnes âgées de 15 à 24 ans, par âge

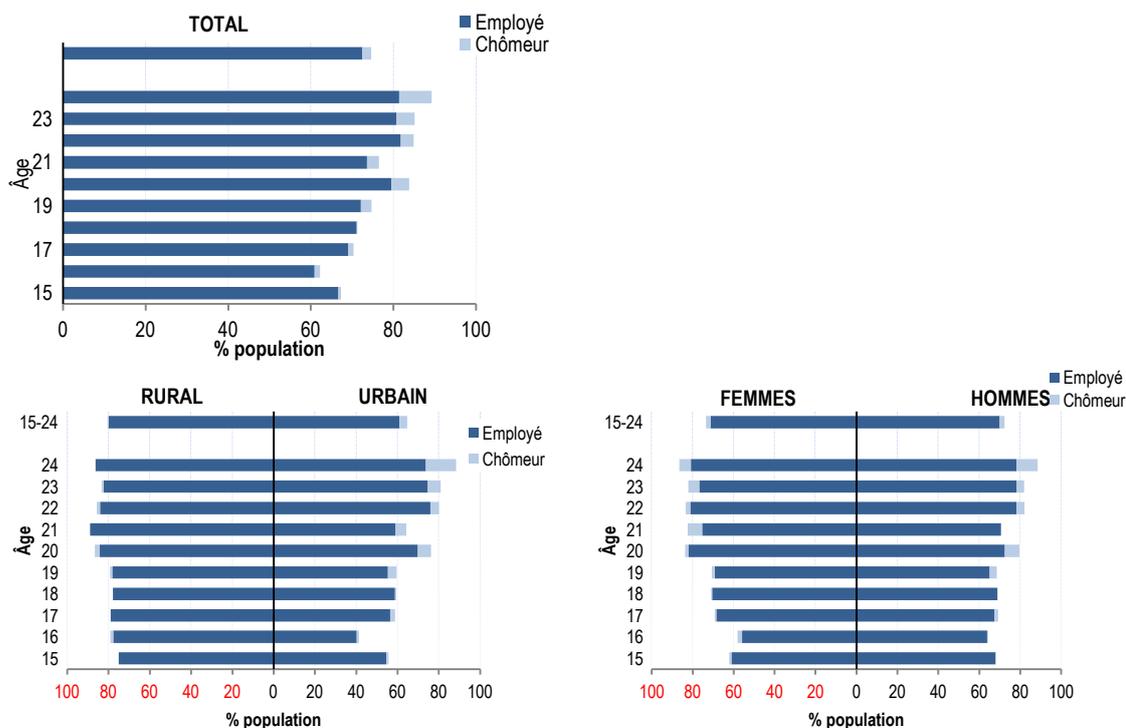
Décomposition de la force de travail (% population)

Catégorie	Décomposition de la force de travail (% population)						Total
	Inactive			Active			
	Travailleurs découragés ^(a)	Etudiants ^(b)	Autres inactifs	Employés		Chômeurs ^(c)	
Age				Etudiants ^(b)	Non étudiants		
15	0.0	29.1	3.6	47.9	18.8	0.6	100
16	0.0	35.7	2.1	43.3	17.6	1.3	100
17	0.0	28.3	1.3	45.8	23.3	1.2	100
18	0.2	26.5	2.0	32.7	38.4	0.2	100
19	1.0	20.7	3.6	30.7	41.4	2.6	100
20	0.0	14.3	2.0	21.5	58.0	4.3	100
21	0.6	18.0	4.9	27.2	46.4	2.9	100
22	0.0	12.2	3.0	18.5	63.3	3.1	100
23	0.0	10.4	4.5	15.2	65.6	4.3	100
24	0.0	7.9	2.8	8.6	72.8	7.9	100
15-19	0.2	28.3	2.6	40.7	27.2	1.0	100
20-24	0.1	12.7	3.1	18.8	61.1	4.2	100
Total	0.2	22.4	2.8	32.4	40.0	2.2	100

Notes : (a) Les travailleurs découragés sont définis comme ceux qui ne travaillent pas, déclarent ne pas chercher un travail parce que ils se sentent découragés par rapport au succès de trouver un travail, mais ils accepteraient un emploi si on leur offrait un. (b) Il y a environ 1,4% d'observations manquantes sur la fréquentation scolaire des jeunes âgés de 15 à 24 ans et environ 0,7% d'observations manquantes sur la fréquentation scolaire des jeunes travailleurs. (c) Il y a environ 5% d'observations manquantes sur le statut de chômage pour les jeunes non employés âgés de 15 à 24 ans, ce qui représente environ 1% de la population totale des jeunes.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

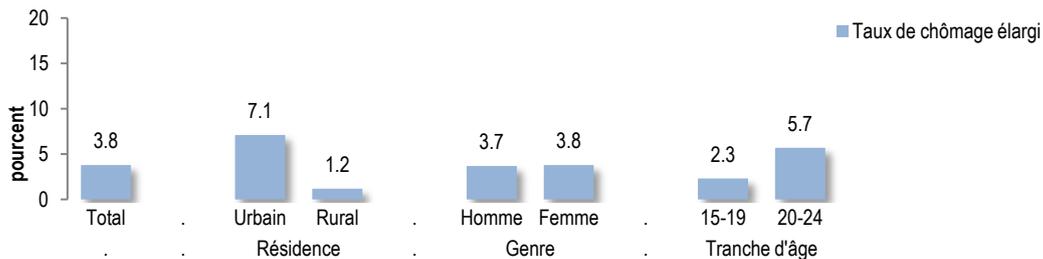
Figure A2. Force de travail jeune, par âge, genre et résidence



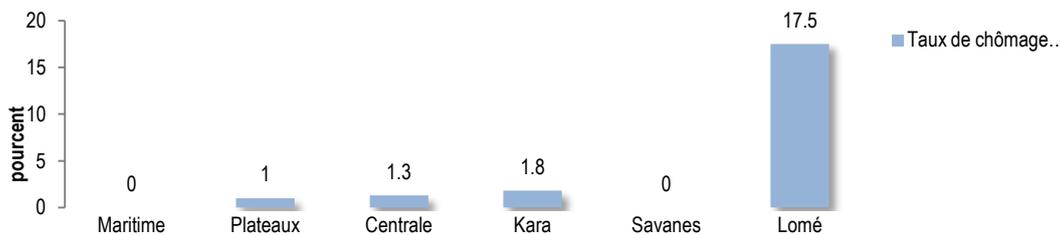
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Figure A3. Taux de chômage élargi(a) (pourcentage de la population active étendue âgés de 15 à 24 ans)

(a) Par résidence, genre et tranche d'âge



(b) Par région



Notes : (a) Le taux de chômage élargi est la somme des chômeurs et des individus prêts à travailler exprimé comme pourcentage de la population active étendue. A son tour la population active étendue inclue les individus qui ne travaillent pas mais qui sont prêts à travailler et la population active. Les chômeurs découragés disponibles pour travailler sont définis comme ceux qui ne travaillent pas, ne recherchent pas un emploi et ne sont pas en train de créer une entreprise car ils sont sans espoir de trouver un emploi, mais en accepteraient un si cette possibilité leur était offerte.
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A11. Salaires moyens^(a) (en millier de FCFA) et statut d'emploi, travailleurs âgés de 15 à 24 ans, par résidence et genre

Catégorie	Total	Résidence		Genre	
		Urbain	Rural	Homme	Femme
Salarié	11.8	12.9	9.0	11.2	12.8
Indépendant	14.8	17.2	13.0	17.7	12.4
Aide familial non rémunéré	-	-	-	-	-
Total	14.1	15.7	12.5	15.7	12.4

Notes: (a) Le salaire moyen est calculé pour la population active jeune et adulte percevant des salaires non-nuls.
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A12. Salaires moyens^(a) (en millier de FCFA) et secteur d'activité, travailleurs âgés de 15 à 24 ans, par résidence et genre

Catégorie	Total	Résidence		Genre	
		Urbain	Rural	Homme	Femme
Agriculture	18.1	17.3	18.3	22.1	13.4
Manufacture	25.2	32.0	14.7	29.8	20.2
Construction	25.2	28.0	18.1	34.2	12.6
Commerce	26.8	30.2	19.6	33.7	21.9
Services	30.6	36.7	20.9	36.6	22.6
Autre ^(a)	18.8	11.0	30.8	19.0	18.4

Notes: (a) Le salaire moyen est calculé pour la population active jeune et adulte percevant des salaires non-nuls.
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A13. Niveau d'éducation, population des non étudiants âgés de 15 à 24 ans, par région

Catégorie	Maritime	Plateaux	Centrale	Kara	Savanes	Lomé
Sans instruction	32.5	34.0	28.4	45.1	60.8	9.5
Primaire	35.2	41.6	34.0	27.7	22.5	33.8
Secondaire	32.3	24.4	37.6	27.2	16.7	53.8
Post secondaire	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Total	100	100	100	100	100	100

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A14. Décomposition de la force de travail, jeunes et adultes

Catégorie	Décomposition de la force de travail (% population)						Total
	Inactive			Active			
	Travailleurs découragés	Etudiants	Autres inactifs	Employé		Non étudiant ^(c)	
			Etudiants ^(b)	Non étudiants			
Jeunes (15-24 ans)	0.2	22.4	2.8	32.4	40.1	2.2	100
Adultes (25-64 ans)	0.3	0.7	4.3	1.7	91.6	1.4	100

Notes : (a) Les travailleurs découragés sont définis comme ceux qui ne travaillent pas, déclarent ne pas chercher un travail parce que ils se sentent découragés par rapport au succès de trouver un travail, mais ils accepteraient un emploi si on leur offrait un. (b) Il y a environ 1,4% d'observations manquantes sur la fréquentation scolaire des jeunes âgés de 15 à 24 ans et environ 0,7% d'observations manquantes sur la fréquentation scolaire des jeunes travailleurs. (c) Il y a environ 5% d'observations manquantes sur le statut de chômage pour les jeunes non employés et pour les adultes employés, ce qui représente environ 1% de la population totale des jeunes et environ 0,3% de la population totale des adultes.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A15. Secteur d'activité, travailleurs jeunes et adultes, par milieu de résidence et genre

Catégorie	Total		Résidence				Genre			
	Jeunes	Adultes	Urbain		Rural		Homme		Femme	
			Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes
Agriculture	51.0	48.9	21.2	17.0	71.8	69.4	55.3	47.4	45.4	50.1
Manufacture	11.2	8.2	16.8	12.5	7.3	5.4	12.8	8.6	9.1	7.8
Construction	1.9	3.0	1.8	4.6	2.0	1.9	2.3	3.4	1.4	2.6
Commerce	21.3	23.8	36.3	40.9	10.8	12.7	16.4	21.2	27.6	26.2
Services	13.2	15.7	21.5	24.3	7.4	10.1	11.6	18.9	15.4	12.8
Autres ^(a)	1.4	0.5	2.4	0.7	0.8	0.4	1.7	0.5	1.2	0.5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Note: (a) La catégorie "Autres" inclue le secteur minier et extractif, électricité, fourniture de gaz et eau et emploi dans d'organisations extraterritoriales.

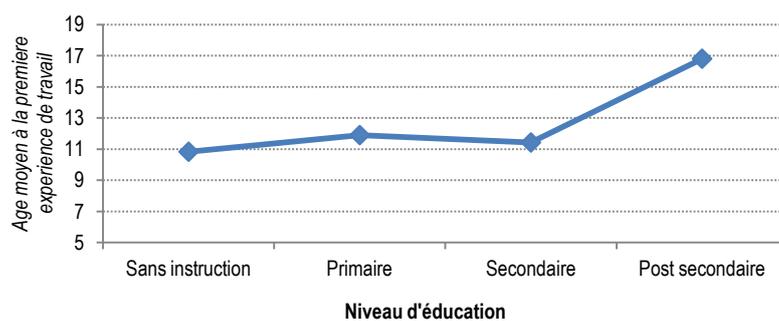
Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Tableau A16. Statut d'emploi, travailleurs jeunes et adultes, par milieu de résidence et genre

Catégorie	Total		Résidence				Genre			
	Jeunes	Adultes	Urbain		Rural		Homme		Femme	
			Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes	Jeunes	Adultes
Salarié	15.7	11.0	26.0	19.1	7.9	5.0	15.8	18.6	15.5	4.2
Indépendant	30.2	74.4	30.4	76.2	30.0	73.1	25.9	73.5	35.2	75.2
Aide familial non rémunéré	54.2	14.6	43.6	4.7	62.1	21.9	58.3	7.9	49.3	20.6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010.

Figure A4. Age moyen à la première expérience de travail des jeunes âgés de 15 à 24 ans, par niveau d'éducation.



Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010

Tableau A17. Probabilité d'avoir un emploi relativement au niveau d'éducation, effets marginaux

Variables explicatives		Sans instruction		Primaire		Secondaire ou post secondaire	
		dy/dx	z	dy/dx	z	dy/dx	z
Age et genre du jeune	Age	0.0105	0.12	0.1481	1.71	-0.0060	-0.09
	Age au carré	-0.0001	-0.05	-0.0032	-1.39	0.0008	0.45
	femme	0.0265	0.81	-0.0380	-1.15	0.0199	0.83
Caractéristiques du ménage	Genre du chef de ménage homme	0.0896	2.06	0.0715	1.87	-0.0300	-1.05
	Taille du ménage	-0.0035	-0.6	-0.0107	-1.42	-0.0039	-0.79
	No. fratrie âgés de 0 à 4 ans	-0.0172	-1.08	0.0293	1.45	0.0431	2.25
	Dépenses du ménage en dessous de 50 000 FCFA	0.0530	1.09	-0.0325	-0.76	0.0897	3.36
	Accès à l'eau courante	0.0514	1.11	-0.0026	-0.07	-0.0280	-1.05
	Accès au crédit au cours de l'année précédent ⁽¹⁾	0.0813	1.32	-0.0477	-1.02	-0.1199	-3.9
	Possession de terre ⁽²⁾	0.0484	1.16	0.0401	1.08	0.0959	3.25
	Possession de bétail ⁽³⁾	-0.0323	-0.73	0.1318	3.2	0.1011	3.34
Chocs	Désastres naturels	-0.0519	-0.86	-0.0209	-0.43	-0.0668	-1.66
	Chocs économiques	-0.2524	-2.8	0.1192	1.71	0.0136	0.28
	Autres types de chocs	0.0132	0.15	-0.0793	-1.03	-0.0102	-0.18
	Perte de travail/activité économique d'un membre du ménage	0.1757	1.77	0.0121	0.21	0.0193	0.45
	Perte de récolte	0.1687	2.97	0.0053	0.1	0.0083	0.17
	Perte de bétail	-0.1564	-3.03	-0.1238	-2.43	0.0033	0.06
	Maladie/blessure/morte d'un membre actif du ménage	0.0684	1.38	0.0692	1.53	0.0260	0.82
Indicateur de demande de travail locale	Demande de travail ⁽⁴⁾	0.9523	2.04	1.2344	2.67	1.5274	4.44
	Offre de travail ⁽⁵⁾	-0.1869	-0.66	-0.1518	-0.57	0.1855	1.2
Résidence	urbain	-0.0425	-0.65	0.1201	2.09	-0.1296	-3.14

Notes: (1) Les membres du ménages ont reçu un crédit au cours des 12 derniers mois; (3) Le ménage possède du bétail; (4) La demande de travail est approximée par le ration d'adultes employé sur la population; and (5) L'offre de travail est approximée par la pourcentage des jeunes sur la population en âge de travailler.

Source: Estimations du programme UCW à partir de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2010